

2M11. 2736.4

Université de Montréal

Walther Rathenau et Konrad Adenauer, deux Européens engagés : continuité
et discontinuité

par

Dominique Desrosiers

Département d'histoire

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de Maître ès arts (M.A.) en histoire

Août 1999

© Dominique Desrosiers



Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

Walther Rathenau et Konrad Adenauer, deux Européens engagés : continuité
et discontinuité

par

Dominique Desrosiers

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :



Université de Montréal

C.P. 6128, succursale Centre-ville
Montréal (Québec) H3C 3J7

Samir Saul, président-rapporteur
Paul Létourneau, directeur de recherche
Jury, Florence Gauzy

mémoire accepté le 4 octobre 1999

Mémoire accepté le :

SOMMAIRE

Ministre des Réparations puis des Affaires étrangères sous les deux cabinets de Joseph Wirth (1921-1922), Walther Rathenau fut l'un des ces hommes de paix isolés qui, au lendemain de la Première Guerre mondiale, travaillèrent au rapprochement entre l'Allemagne et ses anciens ennemis. Préconisant l'exécution risquée des clauses du traité de Versailles plutôt que la politique de résistance qui est alors beaucoup mieux perçue en Allemagne, le diplomate allemand tente de démontrer à l'Occident la bonne volonté du peuple allemand et le caractère profondément démocratique de la jeune république de Weimar, tout en mettant en évidence le poids insupportable des réparations dont elle est accablée. Frustré dans ses tentatives pour réintégrer l'Allemagne dans la famille des démocraties occidentales, Rathenau est poussé à rompre l'isolement diplomatique de son pays en signant le traité de Rapallo avec la Russie soviétique.

La fin de la Seconde Guerre mondiale voit l'Allemagne subir la plus cuisante défaite de son histoire. Plus que quiconque, Konrad Adenauer, premier chancelier de la République fédérale d'Allemagne (1949-1963), symbolise le « miracle » que constitue la rapide résurrection de ce pays et son accession au statut de principale puissance économique d'Europe. Favorisant également l'approche coopératrice, Adenauer fera de la construction européenne, de l'intégration à l'Alliance atlantique et de la réconciliation avec la France les piliers de la politique étrangère de la R.F.A. Jouissant de l'appui d'une majorité de la population et de la classe politique allemandes et profitant d'un contexte d'affrontement Est-Ouest générateur d'une sympathie croissante de la part des Alliés occidentaux, le père de la République fédérale réussira au cours des quatorze années de son règne à ancrer solidement son pays dans le camp des démocraties occidentales.

Bien que les deux hommes aient œuvré au sein du gouvernement allemand à deux époques et sous deux régimes différents, il existe de nombreux éléments de continuité dans leur politique européenne. Les similitudes dans des volets de leur pensée, tels l'intérêt pour l'intégration économique européenne, la réconciliation avec la France ou encore la coopération avec l'Occident se retrouvent tant dans leur action diplomatique que dans leur discours. Les grandes différences dans les résultats obtenus par Rathenau et Adenauer ne sont dues qu'aux contextes dans lesquels ils s'efforcèrent de guider l'Allemagne sur le chemin de l'égalité au sein de la famille européenne.

Mots-clés : Allemagne; Politique étrangère; Rathenau, Walther (1867-1922); Adenauer, Konrad (1876-1967).

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire	II
Table des matières	IV
Remerciements	VI
Introduction	8
Chapitre I : Walther Rathenau : un homme de paix isolé	18
1) L'homme et son contexte.....	18
A) « Un Européen prussien ».....	18
B) À la recherche d'une nouvelle politique étrangère.....	21
2) L'entrée en politique.....	25
A) Sortir de l'isolement.....	25
B) Spa : la naissance de l' <i>Erfüllungspolitik</i>	27
C) De la « proposition Rathenau » à l'ultimatum de Londres.....	29
3) Une main tendue à la France.....	32
A) Ministre de la Reconstruction.....	32
B) De l'exploitation à l'intégration économique.....	34
C) L'Accord de Wiesbaden.....	36
4) Nouveaux espoirs : Londres et Cannes.....	39
A) Sympathies britanniques.....	39
B) Cannes : vers une révision?.....	41
5) Les derniers accents.....	43
A) Rathenau, ministre des Affaires étrangères.....	43
B) Le rapprochement germano-russe.....	45
C) La conférence de Gênes et le traité de Rapallo.....	49
D) La fin.....	52

Chapitre II : Konrad Adenauer : un patriote qui opta pour l'Ouest.....	55
1) L'homme et son contexte.....	55
A) Du Reich bismarckien à l'occupation alliée.....	55
B) « L'année zéro ».....	58
2) Rompre avec le passé (1945-1949).....	60
A) L'homme de la situation.....	60
B) La révélation d'un européiste.....	62
3) Faire l'Europe (1949-1954).....	66
A) L'ancrage à l'Ouest.....	66
B) Vers l'intégration économique : la C.E.C.A.....	71
C) Rêve et avortement de la C.E.D.....	73
4) Dans l'œil de l'Aigle (1954-1958).....	75
A) L'admission dans l'OTAN.....	75
B) La doctrine Hallstein.....	77
5) La réconciliation franco-allemande (1958-1963).....	79
A) L'attrait du « défi gaulliste ».....	79
B) L'institutionnalisation des liens : le traité de l'Élysée.....	81
Chapitre III : Une continuité dans des contextes différents.....	85
1) L'Allemagne : une démocratie occidentale.....	86
2) L'unification européenne.....	89
3) L'Allemagne dans l'Europe.....	92
4) Une Allemagne forte au cœur de l'Europe.....	95
5) Les relations franco-allemandes.....	97
6) L'Ostpolitik.....	100
Conclusion.....	104
Bibliographie.....	110

REMERCIEMENTS

Nombreuses sont les personnes qui, ayant contribué de près ou de loin à la réussite de mes études de deuxième cycle, méritent toute ma gratitude. Mes remerciements vont en premier lieu à mon directeur de recherche, le professeur Paul Létourneau, qui dès la deuxième année de mes études de premier cycle s'est avéré être pour moi un conseiller et un motivateur hors-pair. Je tiens également à remercier le Centre canadien d'études allemandes et européennes pour m'avoir fourni d'une part un soutien financier appréciable et d'autre part l'opportunité d'effectuer un voyage d'études en Allemagne.

Il va de soi que sans la présence et le soutien de mes parents et amis, la rédaction de ce mémoire de maîtrise se serait avérée beaucoup plus difficile qu'elle ne le fut. Je voudrais donc remercier mes parents Louis et Pauline qui ont su depuis ma plus tendre enfance me transmettre leur intérêt pour l'histoire, et dont le soutien, sous quelque forme qu'il soit, me fut d'un précieux secours. Il me faut par ailleurs mentionner l'apport inestimable fourni par la fréquentation et l'amitié des autres étudiants dirigés par M. Létourneau et particulièrement de Benoît Lemay, qui a eu l'amabilité et la patience de lire, de commenter et de corriger ce mémoire. Mes dernières pensées vont à ma fiancée Tina-Louise Cayouette, qui lors des dernières phases de la rédaction ne cessa de me donner la force de terminer ce travail et de m'encourager dans mes projets futurs.

À Simon et Marie-Claude

INTRODUCTION

Au sortir des deux conflits mondiaux de 1914-1918 et de 1939-1945, Walther Rathenau (1867-1922) et Konrad Adenauer (1876-1967), le premier en sa qualité de ministre de la Reconstruction (mai-octobre 1921) et de ministre des Affaires étrangères (février-juin 1922), et le second en tant que chancelier fédéral (1949-1963) et titulaire du portefeuille des Affaires étrangères (1951-1955) se firent les promoteurs de l'*idée européenne* et d'un retour dans l'honneur de l'Allemagne dans la « famille européenne ».

En dépit de la très courte durée de sa carrière politique, Walther Rathenau doit être considéré non seulement comme l'un des deux principaux architectes (avec Gustav Stresemann) de la politique extérieure de la république de Weimar, mais aussi comme l'un des premiers penseurs de ce qui deviendra l'*européisme*. Désireux de faire d'une Allemagne démocratique le pilier d'une Europe économiquement intégrée, le politicien révisionniste préconisera une politique de réconciliation avec l'Occident (plus particulièrement avec la France) fondée sur l'exécution risquée des clauses du traité de Versailles relatives à la question des réparations. Isolé à l'intérieur de l'Allemagne par la droite nationaliste opposée à tout rapprochement avec l'ennemi d'hier, puis à l'extérieur par des dirigeants occidentaux peu conciliants, Rathenau, ne pouvant trouver un terrain d'entente avec les démocraties occidentales, sera poussé malgré lui à rompre l'isolement diplomatique de l'Allemagne en signant un traité de coopération économique et militaire avec la Russie bolchevique à Rapallo (16 avril 1922), acte qui servira de prétexte à son assassinat le 24 juin 1922.

Contrairement à Walther Rathenau, Konrad Adenauer, dont la carrière politique s'étendit sur plus d'un demi-siècle, sut relever avec brio le défi de la réintégration d'une nation vaincue et au passé à plusieurs égards peu reluisant au sein de la communauté des États démocratiques avec un rôle de premier plan sur la scène européenne. Se souciant autant des intérêts spécifiquement allemands que des questions relatives à la place de

l'Europe occidentale dans un monde dominé par les superpuissances, le chancelier ouest-allemand fit de la pensée européenne le principe directeur de l'action de la République fédérale en matière de politique extérieure dès sa fondation en 1949. Ayant réussi à gagner la confiance des Alliés occidentaux et à établir avec la France des liens privilégiés indispensables à l'édification d'une Europe unifiée, Konrad Adenauer, malgré les critiques essuyées de la part de ses compatriotes, sera considéré comme le principal responsable de la rupture de l'isolement de l'Allemagne et son nom restera à jamais associé au « miracle allemand ».

Malgré les similarités entre la politique européenne des deux hommes, il n'existe à notre connaissance aucune étude ayant pour objet la comparaison des conceptions européistes de Walther Rathenau et de Konrad Adenauer. Leurs idées sur l'Europe et sur la place de l'Allemagne dans celle-ci ont toujours été traitées séparément et, qui plus est, la plupart du temps par des spécialistes différents.

Il va sans dire que l'historiographie des aspects de la vie de Walther Rathenau qui nous intéressent est étroitement liée aux courants de pensée qui ont dominé chez les spécialistes de la république de Weimar. Puisqu'à notre connaissance les études portant exclusivement sur la pensée européiste de Walther Rathenau sont rarissimes¹, la connaissance des biographies de Rathenau (elles aussi fort peu nombreuses), des ouvrages de synthèse, monographies, thèses de doctorat et autres écrits traitant de l'histoire de la république de Weimar et des relations internationales au cours de cette période s'impose. Le courant historiographique « classique » de Weimar, prédominant jusqu'au milieu des années 1970, fut caractérisé par une vision particulièrement négative du premier régime démocratique allemand. Se livrant essentiellement à l'étude des carences structurelles et des difficultés internes d'une démocratie qui en était à ses premiers balbutiements, les historiens associés à cette école ont grandement négligé le rôle de politiciens tels Rathenau dans le dynamisme allemand d'avant 1923. C'est ainsi que l'on a trop souvent dit et écrit que dès la fondation de la république de Weimar, la

¹ En mars 1993, Michael Stürmer publia dans *Mitteilungen der Walther-Rathenau-Gesellschaft* un article intitulé « Walther Rathenau, realist und visionär einer europäischen Zivilisation ».

démocratie allemande était vouée à l'échec. Cela est sans doute imputable au manque d'importance accordé au désir de paix et de démocratie au sein de la société allemande dans les années qui suivirent la fin de la Première Guerre mondiale.

C'est à partir de 1967, soit à l'occasion du centième anniversaire de naissance de Walther Rathenau, que s'amorce une « redécouverte » de ce personnage. Alors qu'auparavant on s'était surtout intéressé à l'action de l'homme et à ses conséquences, ce qui amenait de nombreux auteurs tels David Felix (*Rathenau and the Weimar Republic*, 1971) à considérer la politique d'exécution comme l'une des causes du développement du pessimisme d'après 1923 à l'égard de la démocratie allemande, c'est maintenant le penseur qu'était Rathenau qui retient l'attention. Cette redécouverte et cette réorientation de l'étude de Rathenau s'inscrit dans le cadre du renouveau de la recherche historique sur les origines de la démocratie en Allemagne, lequel donne lieu à l'émergence d'une vision positive d'un personnage dont la pensée et l'action furent souvent paradoxales. C'est ainsi que l'on affirme de plus en plus que bien plus que l'action de Rathenau en matière de politique extérieure, c'est l'attitude des diplomates et politiciens américains, britanniques et français, trop soucieux de préserver leurs intérêts nationaux, qui est à la base de l'échec de la reconstruction européenne dans les années 1920. Ceci amène plusieurs historiens dont Paul Létourneau à croire que la république de Weimar pouvait se stabiliser à condition que les Allemands et leurs voisins manifestent un désir véritable d'éviter une nouvelle guerre. Malgré tout, la pensée de Walther Rathenau en matière de politique européenne reste un volet négligé par les spécialistes de Weimar. Si la plupart des ouvrages traitant de la politique extérieure de l'Allemagne à cette époque abordent la thématique, celle-ci, du fait de la nature synthétique de ces ouvrages, n'est traitée que de façon succincte. Même les biographes de Rathenau (songeons notamment à Peter Berglar et à Paul Létourneau) n'ont pu, en raison de la rareté des études consacrées à ce sujet et surtout de la richesse, de la diversité et de la multiplicité de ses entreprises, étudier en profondeur la pensée européiste de Walther Rathenau.

La durée de la carrière politique de Konrad Adenauer et surtout le fait qu'il ait, le premier, détenu le poste de chancelier de la République fédérale d'Allemagne, et ce pendant quatorze ans, ont fait de cet homme l'objet de nombreuses études. Contrairement au cas de Walther Rathenau, la pensée et l'action pro-européennes d'Adenauer figurent parmi les thèmes de prédilection tant chez ses nombreux biographes que chez les spécialistes de l'histoire de la R.F.A. ou de celle de l'Europe et des relations internationales depuis la Seconde Guerre mondiale. C'est ainsi qu'outre plusieurs thèses de doctorat, dont celle de Werner Weidenfeld intitulée *Konrad Adenauer und Europa* (1976) et celle, relativement récente, de Paul Legoll qui porte le titre de *Konrad Adenauer et l'idée d'unification européenne, janvier 1948 - mai 1950* (1989) ainsi que les études marquantes de Hans-Peter Schwarz, on compte une multitude d'ouvrages dans lesquels il est question de l'aspect « européen » de la politique extérieure adenauerienne.

Dans des articles rédigés entre 1975 et 1979² mais qui conservent, selon Paul Legoll, leur valeur d'actualité et de référence au moment où il écrit sa thèse (parue en 1989), Hans-Peter Schwarz affirme que la recherche historique sur l'europhisme d'Adenauer n'en est encore qu'au stade d'une « ébauche aux contours flous ». Pour lui, de nombreuses études sectorielles restent à être écrites avant que l'on puisse se faire une idée viable de cette dimension de sa politique. Les obstacles créés par la loi trentenaire et le classement des archives nous permettent d'estimer qu'il y a tout lieu de croire que plusieurs années encore s'écouleront avant que l'on parvienne à une interprétation définitive d'Adenauer « européen » qui puisse confirmer ou infirmer les premières analyses. Néanmoins, trente-cinq ans après la démission du premier chancelier fédéral, l'ouverture progressive des fonds d'archives à la recherche se traduit par la publication de plusieurs recueils de discours et de documents officiels qui facilitent grandement la tâche du chercheur ainsi que la parution d'ouvrages s'appuyant sur une documentation plus ample et surtout plus fiable (citons à ce chapitre l'excellente biographie en deux

² Cf. sa contribution à l'ouvrage collectif de Gotto, Klaus et al. *Konrad Adenauer. Seine Deutschland-und Aussenpolitik 1945-1963*, München, DTV, 1975, pp. 146-155. et son article « Adenauer und Europa », *Vierteljahrshäfte für Zeitgeschichte*, vol. 27, #4 (octobre 1979), pp. 471-523.

tomes de Hans-Peter Schwarz parue en version originale allemande en 1986 et 1991 ainsi que celle publiée par Henning Köhler en 1994).

Il va de soi que la politique européenne de Konrad Adenauer fut l'objet de quelques débats entre historiens. Dans le plus connu d'entre eux, la question de l'unification européenne est intimement liée à celle de la réunification allemande. Pour certains spécialistes parmi lesquels figure Arnulf Baring (*Aussenpolitik in Adenauers Kanzlerdemokratie*, 1969), le chancelier aurait de son plein gré exclu la réunification allemande au profit de l'ancrage à l'Ouest des trois zones d'occupation occidentales et de leur incorporation au sein d'une Europe occidentale unifiée. Pour Hans-Peter Schwarz, toutefois, Adenauer aurait toujours poursuivi l'objectif de la réunification et fondé ses espoirs sur l'effet combiné de l'érosion du pouvoir soviétique en Europe centrale et orientale et de l'attraction exercée par le monde occidental, dont l'unification européenne devait être l'un des instruments. Selon Wolfram F. Hanrieder (*Germany, America, Europe*, 1989), la politique adenauerienne ne faisait que correspondre à la nécessité de l'heure: gagner la confiance des voisins de la R.F.A. et des Alliés. Ce débat qui ne constitue qu'un exemple parmi tant d'autres démontre la difficulté d'en venir à un consensus, et ce en raison du double discours dont faisait usage Adenauer selon qu'il s'adressait à des Allemands ou à des étrangers.

Puisque le mémoire consiste en une étude comparative de la pensée et de l'action de deux hommes dont l'accession au poste de ministre des Affaires étrangères est séparée par un demi-siècle, il est évident que les bornes chronologiques que nous établirons délimiteront deux périodes distinctes. La première période étudiée sera celle de la carrière politique de Walther Rathenau au service de la république de Weimar, c'est à dire de sa nomination au poste de conseiller économique du ministre des Finances Joseph Wirth (juillet 1920) à son assassinat, survenu le 24 juin 1922.

La seconde période sur laquelle nous nous pencherons sera celle durant laquelle Konrad Adenauer occupa le poste de chancelier fédéral de la R.F.A. (15 septembre 1949 au 11 octobre 1963). Nous nous intéresserons bien entendu à la période de l'après-guerre immédiat (1945-1949) puisque ce court laps de temps voit la personnalité

« européenne » du futur chancelier s'affirmer alors que l'idée européenne connaît ses premières réalisations.

Pour ce qui est des principaux thèmes et sous-thèmes, il convient en premier lieu de mentionner que le mémoire comptera trois grands chapitres. Le premier chapitre sera consacré à la politique européenne de Walther Rathenau. Après avoir dressé une brève esquisse des grandes lignes de la vie de Rathenau, nous nous intéresserons au développement de sa pensée européenne entre 1919 et 1922. Il nous sera donc donné de procéder à l'analyse de la pensée et de l'action de Rathenau en matière de politique européenne en nous appuyant notamment sur les discours qu'il prononça alors qu'il était ministre des Affaires étrangères.

Le deuxième chapitre, dont la charpente sera quelque peu apparentée à celle du premier, aura pour objet d'étude la politique européenne de Konrad Adenauer. La courte partie biographique sera suivie par une esquisse de la pensée européenne du premier chancelier fédéral basée, entre autres, comme dans le cas de Walther Rathenau, sur l'analyse de ses discours sur l'Europe.

Le troisième et dernier chapitre du mémoire sera celui dans lequel nous nous livrerons à la comparaison entre la politique européenne des deux hommes. Il s'agira ici de cerner les éléments de continuité et de discontinuité au niveau de l'idée générale d'unification européenne, de la place de l'Allemagne au sein de cette Europe, du rapprochement avec l'Occident (et particulièrement avec la France) ainsi que de la politique à adopter à l'égard de la Russie soviétique. C'est donc dans la réalisation de ce chapitre que nous puiserons les réponses à la question centrale de notre recherche ainsi qu'aux principales interrogations qui en découlent.

Notre première et principale hypothèse de travail est fondée sur le caractère prioritaire chez Walther Rathenau et Konrad Adenauer de la nécessité pour l'Allemagne de regagner la confiance des puissances occidentales au lendemain des deux conflits mondiaux. La politique européenne des deux hommes aurait eu pour principal objectif la réconciliation de l'Allemagne avec la démocratie et l'Occident ainsi que la recherche

avec ces derniers d'intérêts convergents. Pour ce faire, l'un comme l'autre auraient opté pour le pragmatisme des vaincus et la négociation dans l'espoir de voir les puissances victorieuses faire preuve de modération dans leur politique à l'égard de l'Allemagne. Dans leurs négociations avec celles-ci, Rathenau et Adenauer insistèrent sur le fait que la démocratie allemande était bien vivante et qu'il fallait la protéger contre les courants réactionnaires, qu'ils soient de type conservateur ou bolchevique. En contrepartie, nous croyons qu'il existe dans la politique des deux hommes à l'égard de l'Occident quelques éléments de discontinuité. Au niveau de la pensée et du discours, Rathenau a nié toute responsabilité collective des Allemands dans le déclenchement de la guerre et a recherché la révision du diktat de Versailles alors que ce n'était pas le cas chez Adenauer, le caractère différent des deux guerres mondiales faisant en sorte que le partage des responsabilités n'était pas le même. Le contexte serait ici à la base d'éléments de discontinuité sur le plan de l'action diplomatique et de ses résultats, Rathenau ne parvenant pas, contrairement à Adenauer, à trouver un terrain d'entente avec les Occidentaux, malgré le succès diplomatique que constituait l'invitation faite à la délégation allemande afin qu'elle participe à part entière à la conférence de Gênes (avril 1922).

Notre seconde hypothèse nous ramène à l'intérêt des deux hommes pour l'intégration européenne. Dans les deux cas, l'approche modérée et coopératrice évoquée dans le cadre de la première hypothèse aurait eu pour base l'interdépendance économique et politique entre l'Allemagne et ses voisins occidentaux afin de faciliter la réintégration du pays dans l'ensemble des nations européennes. À ce sujet, l'usage du terme « famille européenne » par les deux politiciens laisse présager une similarité de vues en ce qui a trait à leur vision de l'Europe.

La troisième hypothèse concerne la place de l'Allemagne dans l'Europe. Si les deux hommes semblent d'accord sur le fait qu'en dépit du prix économique, politique et territorial à payer suite à la défaite, l'Allemagne était à long terme destinée à rester la principale puissance démographique et économique du continent, nous croyons qu'il y a discontinuité dans le rôle qu'ils voulaient lui voir jouer. Pour Rathenau, patriote prussien, l'Allemagne devait retrouver, par la mise en veilleuse des dispositions du traité

de Versailles, son statut de grande puissance tandis qu'Adenauer, plus modeste et nullement attaché à l'héritage prussien en matière de politique étrangère, visait plutôt à faire de son pays un partenaire égal en droits et en devoirs afin de ne pas éveiller les craintes de ses voisins à l'égard d'une renaissance de l'expansionnisme allemand.

La quatrième hypothèse nous amène à supposer que Walther Rathenau et Konrad Adenauer croyaient tous deux que l'existence d'une Allemagne forte était un préalable à l'intégration économique et politique de l'Europe. Pour le premier, « la ruine de l'Allemagne, c'est la ruine de l'Europe » tandis que pour le second, l'Allemagne doit prendre position au centre d'une « digue européenne » érigée dans le but de contrer l'avancée du communisme soviétique. C'est donc dire que pour les deux hommes, il est dans l'intérêt de l'Europe et de l'Occident de ne point écraser l'Allemagne, ce qui pourrait avoir pour conséquence de la livrer au bolchevisme.

La cinquième hypothèse touche aux relations franco-allemandes. Les relations nouées entre Rathenau et Louis Loucheur ainsi qu'entre Adenauer et Charles de Gaulle nous portent à croire que la réconciliation avec la France était prioritaire pour les deux hommes. Toutefois, les différences fondamentales des contextes dans lesquels ils évoluèrent menèrent à des résultats totalement opposés, les relations se détériorant après l'arrivée au pouvoir de Poincaré (janvier 1922) et la conférence de Gênes (avril 1922) et les liens entre la France et la R.F.A. restant solides après le départ d'Adenauer en 1963.

Notre dernière hypothèse est qu'en dépit de leur aversion commune pour le communisme soviétique, l'action des deux hommes à l'égard de la Russie soviétique constitue le principal élément de discontinuité dans leur politique européenne. Alors qu'Adenauer, soutenu par les Alliés occidentaux, préconisa toujours une politique d'opposition face à l'U.R.S.S., Rathenau, isolé tant à l'étranger qu'au sein du russophile ministère des Affaires étrangères, dut se résigner à signer le traité de Rapallo avec les Soviétiques malgré son désir de régler le cas des relations avec la Russie en accord avec les Occidentaux. Bien qu'il ait signé ce traité malgré lui, Rathenau, contrairement à

Adenauer, s'était montré prêt à s'associer avec la Russie pour reconstruire l'Europe centrale et orientale³.

Les hypothèses de travail précédemment énoncées constituent l'essentiel de l'apport aux connaissances. L'importance du sujet trouve sa valeur essentiellement dans le fait qu'il n'existe actuellement aucune étude ayant pour objet la comparaison entre la politique européenne de Walther Rathenau et celle de Konrad Adenauer, de même que très peu d'auteurs ont établi des liens entre la politique extérieure de la république de Weimar et celle de la République fédérale. Par ailleurs, l'analyse des discours de Rathenau portant sur l'Europe nous permettra de faire progresser le savoir historique sur une facette de la pensée et de l'action de cet homme qui n'est encore à ce jour que très peu connue. Bien que notre contribution à l'avancement des connaissances sur la politique européenne d'Adenauer soit plus modeste que dans le cas de Rathenau, nous croyons que l'analyse de ses discours pourra nous amener à formuler une interprétation nouvelle de sa politique européenne que nous pourrions confronter à ce qui a été écrit sur le sujet, et que le fait d'inscrire cette politique fructueuse en continuité avec les idées de Walther Rathenau contribuera à la diffusion d'une image positive de l'histoire de la république de Weimar. Finalement, il va de soi que le mémoire participera à l'éclaircissement de certains aspects et à l'ouverture de nouvelles pistes de recherche dans le domaine des relations entre l'Allemagne et les puissances victorieuses des guerres de 1914-1918 et de 1939-1945.

L'essentiel des sources utilisées pour analyser la politique européenne de Walther Rathenau sera composé des sept discours réunis dans le recueil intitulé *Cannes und Genua*. Nous aurons également recours à des lettres, articles et brochures dans lesquels Rathenau expose sa pensée sur l'Europe. Dans le cas de Konrad Adenauer, nous utiliserons principalement ses discours contenus dans le recueil de Hans-Peter Schwarz

³ Sur ce point, il convient toutefois de mentionner qu'en 1919-1920, Rathenau avait soutenu financièrement les corps francs pour les opposer tel un rempart à la révolution spartakiste et aux tentatives de déstabilisation des agents bolchéviques en Allemagne.

intitulé *Konrad Adenauer Reden 1917-1967. Eine Auswahl*. Les mémoires d'Adenauer feront également partie de nos sources.

Il va de soi que l'amélioration de nos connaissances sur le contexte général de la pensée et de l'action de Walther Rathenau et de Konrad Adenauer passera par la lecture complète ou partielle d'ouvrages généraux traitant de l'histoire de la république de Weimar et de celle de la R.F.A. Les monographies spécialisées, thèses de doctorat et biographies formeront une part importante de la documentation utilisée. Si la lecture complète de certaines d'entre elles sera de mise, il en est d'autres dont la lecture d'un seul ou de quelques chapitres touchant à notre sujet sera appropriée. Dans le cas de Rathenau, nous pouvons séparer ces monographies en trois catégories: celles traitant de la politique extérieure de la république de Weimar, celles portant sur le traité de Rapallo ainsi que les biographies de Rathenau. Nous distinguons aussi trois catégories de monographies dans le cas d'Adenauer: celles vouées à l'étude de la politique extérieure de la R.F.A., celles traitant de l'intégration européenne et les biographies d'Adenauer.

Nous ferons finalement usage dans un cas comme dans l'autre de plusieurs articles issus de périodiques et d'ouvrages collectifs portant sur des aspects de notre sujet que les monographies n'abordent qu'avec peu de profondeur. Pour Rathenau, nous avons sélectionné des articles se penchant principalement sur le traité de Rapallo, certains aspects de la politique extérieure de Weimar ainsi que sur la pensée et l'action de celui-ci en matière de réparations et de politique extérieure. Pour ce qui est d'Adenauer, les articles choisis aborderont les thèmes de la politique extérieure de la R.F.A. sous certains angles précis (ex: relations franco-allemandes), du rôle de l'Allemagne dans l'Europe d'après-guerre ainsi que l'europhisme du chancelier Adenauer.

CHAPITRE I

WALTHER RATHENAU : UN HOMME DE PAIX ISOLÉ

« *Io vò gridando Pace, Pace, Pace!* »

Plutarque, tel que cité par Walther Rathenau à Gênes, le 19 mai 1922.

1) L'homme et son contexte

A) « UN EUROPÉEN PRUSSIEN »

Il va de soi que les dimensions et l'objet du chapitre de notre étude portant sur Walther Rathenau ne nous permettent pas de décrire de façon détaillée le riche parcours qui mena cet homme du berceau aux plus hautes sphères de la diplomatie weimarienne¹. Une brève esquisse de la vie de Rathenau excluant la période qui nous intéresse s'avère néanmoins d'une nécessité absolue pour la compréhension de l'action politique de celui-ci entre 1919 et 1922.

Walther Rathenau est né à Berlin le 29 septembre 1867. Fils d'Emil Rathenau, grand industriel juif qui fondera en 1883 l'AEG², le jeune Rathenau grandit au sein d'un milieu bourgeois relativement libéral³.

¹ À cet effet, la lecture des biographies suivantes est recommandée : Peter Berglar, *Walther Rathenau. Ein Leben zwischen Philosophie und Politik*, Graz, Verlag Styria, 1987, 335 pages; Harry Graf Kessler, *Walther Rathenau. His Life and Work*, London, Gerald Howe Ltd, 1929, 400 pages; Paul Létourneau, *Walther Rathenau 1867-1922*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1995, 271 pages.

² Ce n'est qu'en 1887 que la « Deutsche Edison-Gesellschaft » prendra le nom de « Allgemeine Elektrizitäts-Gesellschaft ». Celle-ci deviendra avec Siemens l'un des géants de la construction électrique.

³ Les dirigeants des « industries nouvelles » (chimie, électricité) étaient alors réputés plus libéraux que ceux de l'industrie lourde, lesquels soutenaient activement la politique

Obtenant des résultats plutôt modestes au lycée, Rathenau s'affirme rapidement comme étant un individu qui n'accepte l'empire de quiconque. Par conséquent, il développe une remarquable capacité à se détacher de son environnement et à se complaire dans une solitude volontaire, traits de caractère qui s'avéreront déterminants tout au long de sa vie⁴. Lorsqu'en 1885 vient le temps d'entreprendre ses études universitaires, Rathenau, contre toute attente, opte pour la formation d'ingénieur, ce qui le prépare à prendre la relève d'un père avec qui les relations restèrent longtemps tendues⁵. Au terme de quatre années d'études à Berlin et à Strasbourg, celui-ci soutient devant le physicien Hermann von Helmholtz une thèse de doctorat intitulée « L'absorption de la lumière par les métaux ». S'étant tourné vers la chimie, qu'il étudie à Munich en 1890, il voit ces études interrompues, en septembre de la même année, en raison de son service militaire qu'il accomplit dans la cavalerie lourde pour une période d'une année.

Walther Rathenau décroche son premier emploi dans une filiale de l'AEG, l'*Aluminium-Industrie S.A.*, à Neuhausen en Suisse. Il y restera de 1891 à 1893 et prendra par la suite la direction des usines électrochimiques d'une autre entreprise affiliée à l'AEG, l'*Elektrochemische Werke GmbH* de Bitterfeld. Les sept années au cours desquelles Rathenau occupe ce poste seront celles de ses premières publications de nature philosophique ou économique. Ayant réalisé au cours de ses années d'apprentissage (et particulièrement au cours de son service militaire) que sa qualité de Juif ferait de lui à jamais un citoyen de deuxième classe dans cette Allemagne wilhelmiennne, Rathenau fait montre dans ses écrits (publiés sous divers

expansionniste wilhelmiennne. Gérard Vindt, « Walther Rathenau : un grand bourgeois à part », *Alternatives économiques*, #136 (avril 1996), p. 58.

⁴ Létourneau, *op. cit.*, pp. 32-33.

⁵ La mère de Rathenau, fille cultivée d'un riche banquier de Francfort, exerça une grande influence sur lui. Elle lui transmet sa passion pour la musique, la peinture et la littérature. Cela étant, Emil lui préférera son frère cadet Erich comme successeur à la direction de l'AEG. Létourneau, *op. cit.*, pp. 29-32.

pseudonymes) ainsi que dans sa vie privée d'un double sentiment d'attrance pour la « race nordique » et d'humiliation⁶.

Après un court passage (1899-1902) au sein du comité de direction de l'AEG, Rathenau approfondit ses connaissances en matière de finances en devenant co-proprétaire de la *Berliner Handels-Gesellschaft*. Les années 1907-1908 sont pour lui l'occasion d'entrer pour la première fois au service politique de l'Empire en prenant part à deux missions en Afrique orientale allemande puis dans le Sud-Ouest africain avec le titre semi-officiel d'assistant du secrétaire d'État aux Affaires coloniales Bernhard Dernburg. Dès lors, Rathenau développe d'étroites relations avec les dirigeants politiques et militaires en poste dans la capitale du Reich. Dans une longue série d'articles, d'essais, de mémoires et de discours, il énonce les fondements de sa pensée économique et politique. Déjà en 1898 il avait dans son premier article à caractère politique⁷ émis deux idées maîtresses que nous retrouverons dans maints écrits ultérieurs : l'économie et la technologie en tant qu'essence de la puissance politique et militaire ainsi que la recommandation pour l'Allemagne d'une politique orientée vers l'Est⁸. La pensée d'avant-guerre de Rathenau s'inscrit dans deux lignes passablement contradictoires : progressiste-libérale et impérialiste. Si celui-ci suggère une démocratisation de l'Allemagne visant à remédier à la détérioration de sa position sur la scène internationale et se montre en faveur de la création d'une union douanière européenne, il faut voir dans cette forme d'europhisme l'expression chez Rathenau d'une volonté de voir l'Allemagne s'assurer et maintenir une position hégémonique en Europe⁹.

Le déclenchement de la guerre en 1914 donne à Walther Rathenau la chance de se voir confier des responsabilités de grande envergure. Nommé dès le début des hostilités responsable de l'Office des matières premières, il

⁶ Jacques Benoist-Méchin, « La tragédie de Rathenau », *Mercure de France*, vol. 282, #953 (1^{er} mars 1938), pp. 228-229.

⁷ Walter Michael (pseud.), « Transatlantische Warnungssignale », *Die Zukunft*, 30 juillet 1898, pp. 200-203.

⁸ Eric C. Kollman, « Walther Rathenau and German Foreign Policy Thoughts and Actions », *Journal of Modern History*, vol. 24, #2 (juin 1952), p. 127.

entrera tout au long du conflit en relation avec les dirigeants politiques et militaires les plus influents¹⁰. De ce fait, celui qui prend la tête de l'AEG en juin 1915 (il avait quitté l'Office le 1^{er} avril) tentera à de multiples reprises et de plusieurs façons d'intervenir sur la scène politique et d'influencer la conduite de la guerre¹¹. Bien qu'étant engagé à fond dans l'effort de guerre de son pays, Rathenau ne perd pas de vue la paix à venir. Prévoyant la désintégration économique qui devait suivre inévitablement le conflit, il se fait l'avocat d'un traitement des problèmes économiques à l'échelle européenne. Cette approche intégrée de la reconstruction de l'Allemagne et de ses voisins se traduit dès la première semaine de la guerre par la présentation au chancelier Bethmann-Hollweg d'un mémorandum consacré à la défense d'un projet d'union douanière englobant l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique et la France¹². Même si le prolongement de la guerre à l'Ouest amène Rathenau à délaissier son orientation occidentale au profit d'un intérêt croissant pour les relations avec l'Europe orientale, une constante reste : la croyance dans le fait « qu'il est du devoir de l'Allemagne d'organiser et de renforcer le vieux corps européen »¹³.

B) À LA RECHERCHE D'UNE NOUVELLE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

La signature de l'armistice du 11 novembre 1918 marque pour les puissances vaincues, et particulièrement pour l'Allemagne, le début d'une période de profonde désillusion. Le plaidoyer fait neuf mois plus tôt par le président américain Wilson en faveur d'une paix sans annexions et sans dommages punitifs ne connaîtra que peu ou pas de suites. Au cours de la même année, les Alliés commencent à s'opposer à ces idées, si bien que le traité de paix signé à Versailles le 28 juin 1919 ne comprendra aucune

⁹ *Ibid.*, pp. 128-129.

¹⁰ Citons par exemple les noms de Bethmann-Hollweg et de Ludendorff. Pour les relations entre Rathenau et les milieux militaires, voir Gerhard Hecker, *Walther Rathenau und sein Verhältnis zu Militär und Krieg*, Boppard am Rhein, Harald Boldt Verlag, 1983, 544 pages.

¹¹ Kollman, *loc. cit.*, p. 129 ; Létourneau, *op. cit.*, p. 196.

¹² Gordon Craig, *From Bismarck to Adenauer. Aspects of German Statescraft*, Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1958, p. 62; Kollman, *op. cit.*, p. 130.

¹³ Walther Rathenau, *Politische Briefe*, Dresden, 1929, #6.

disposition en vue de la restauration économique de l'Europe, de l'organisation des nouveaux États, du bon voisinage ou de l'aide à la Russie¹⁴. En fait, chaque pays vainqueur ne cherche qu'à atteindre des objectifs nationaux précis et il devient vite clair que l'Europe d'après-guerre sera dominée par ceux-ci à travers des institutions telles le Conseil suprême allié, la Conférence des ambassadeurs et la Commission des réparations. Quant à la Société des Nations, elle sera dominée par les Alliés tout en servant parfois de forum pour les puissances de moindre importance¹⁵.

Cet état des choses n'est pas sans avoir de sérieuses répercussions sur la stabilité interne de la toute jeune république de Weimar. Étant donné la forte influence conservée par les élites socio-économiques du régime impérial, celle-ci doit, en dépit d'un nouveau système politique, composer avec des structures sociales archaïques¹⁶. Non seulement le poids de groupes parlementaires et extra-parlementaires encore imprégnés des anciennes valeurs antidémocratiques et conservatrices sera-t-il à l'origine de conflits dont sera tributaire la politique étrangère, mais aussi il deviendra la base d'un sentiment de méfiance répandu à l'étranger à l'égard du nouveau régime. En effet, nombreux sont ceux qui, à l'instar de Wilson lui-même, considèrent alors le cabinet Ebert-Scheidemann comme une continuation déguisée de l'Allemagne impériale et ce en dépit de la conversion d'une part non négligeable de la classe politique à des valeurs libérales et démocratiques héritées notamment du courant révolutionnaire de 1848¹⁷. En opposition avec les nationalistes conservateurs, ces hommes qui prennent le parti de la république faisaient de la préservation du système parlementaire une priorité liée aux demandes de révision du traité de Versailles qui, selon eux, privait

¹⁴ John Maynard Keynes, *Les conséquences économiques de la paix*, Paris, Nouvelle Revue française, 1920, p. 183.

¹⁵ Carole Fink, « Beyond Revisionism : The Genoa Conference of 1922 », Carole Fink et al., *Genoa, Rapallo, and European Reconstruction in 1922*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, p. 12.

¹⁶ John Hiden, *Germany and Europe 1919-1939*, London/New-York, Longman, 1977, p. 24; Walter A. McDougall, « French Structures for German Economic Integration after Versailles » in *Journal of Modern History*, vol. 51, #1 (mars 1979), pp. 4-5.

¹⁷ Hans Mommsen, *The Rise and Fall of Weimar Democracy*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1973, p. 107.

l'Allemagne du droit démocratique d'autodétermination, l'empêchant de ce fait de rétrécir le fossé avec l'Occident et de se départir de l'héritage bismarckien¹⁸. Pour eux, la révision du traité est aussi nécessaire pour faire accepter la République à la population, perçue par plusieurs comme un produit de la défaite imposé par les vainqueurs.

Le manque de préparation de l'opinion publique à affronter les conditions de paix annoncées le 7 mai 1919 sera pire pour la stabilité interne du régime naissant et la définition d'une politique étrangère que les effets de la difficulté des valeurs républicaines à s'imposer dans l'Allemagne d'après-guerre. Depuis la fin des hostilités, le public allemand avait vécu dans l'espoir qu'une « paix juste » soit instaurée en vertu des grands principes wilsoniens. Or, le gouvernement allemand n'ayant rien fait pour préparer la population aux pertes matérielles et territoriales imposées à Versailles, cette dernière est gagnée par un relent de nationalisme lorsqu'informée des conditions de paix. Cela confronte le gouvernement à l'éventualité de démonstrations massives de mécontentement, voire de soulèvements armés¹⁹.

Si à certains égards la position de l'Allemagne sur la scène européenne pouvait apparaître plus favorable qu'en 1914, les nouveaux rapports de force la contraignent à mener une politique sans puissance et, par conséquent, à espérer une révision rapide du traité de paix²⁰. En contraste avec l'instabilité intérieure de la république, la politique extérieure restera donc stable et prévisible. Coincée entre la France revanchiste et des États alliés à l'Occident et ayant de fortes minorités allemandes (Pologne, Tchécoslovaquie), l'Allemagne n'a d'autre choix que de faire de la paix le but exclusif de sa

¹⁸ *Ibid.*, pp. 90-91.

¹⁹ Hajo Holborn, *A History of Modern Germany 1840-1945*, Princeton, Princeton University Press, 1969, pp. 571-572.

²⁰ Michael Laffan, « Weimar and Versailles : German Foreign Policy, 1919-33 », Michael Laffan, éd., *The Burden of German History 1919-45. Essays for the Goethe Institute*, London, Methuen, 1988, p. 87. L'épuisement de la France, le vide stratégique créé par le démantèlement de l'Autriche-Hongrie, l'atténuation de l'hostilité de la Russie (ce qui faisait d'elle une alliée potentielle), l'antagonisme russo-britannique et l'isolationnisme américain peuvent être considérés comme des avantages pour l'Allemagne. La crainte que celle-ci profite de ces avantages peut expliquer l'adoption par la France de la ligne dure qui mena à Rapallo.

politique extérieure²¹. À travers cette politique pacifiste à laquelle leur pays est contraint, les diplomates allemands poursuivent des objectifs précis. Ceux-ci sont largement le produit des grandes attentes nourries envers le wilsonisme. Dans l'Allemagne de 1919, briser le carcan de Versailles et faire en sorte que le pays cesse d'être un objet de la politique d'autrui implique une volonté de contrer les sanctions qui lui sont imposées ainsi que l'espérance d'une rectification des frontières tenant compte de la germanité de certaines régions « arrachées » à l'ancien Reich (ex : Haute-Silésie).

Une telle politique ne peut être basée que sur une prémisse selon laquelle le rejet de l'ordre versaillais suivi de l'échec des négociations forceront les Alliés à s'accommoder avec l'Allemagne. Nombreux sont alors les hommes d'État et industriels allemands qui, confiants de voir leur pays regagner un statut de grande puissance grâce à sa force économique, croient les puissances alliées dépendantes de la coopération économique avec la nouvelle république²². Certains d'entre eux, tels le général Wilhelm Groener, iront jusqu'à espérer que les vainqueurs tiennent compte des intérêts allemands en échange de la collaboration à une campagne militaire contre la Russie bolchevique²³.

Bien que s'étant retrouvé dans un état d'isolement partiel au lendemain de la capitulation, Walther Rathenau commence à se forger une opinion sur l'élaboration de la politique étrangère weimarienne. Dès juillet 1919, il énonce dans une lettre adressée au ministre des Finances Matthias Erzberger les façons de régler ce qu'il appelle déjà le « problème de la reconstruction ». Pour lui, la normalisation des relations avec la France, l'amélioration des conditions de paix, le changement de la nature des indemnités à verser aux vainqueurs, la modification de la situation intérieure de l'Allemagne et la restauration de la conscience morale allemande doivent servir de charpente à une politique qui en bout de ligne mènera l'Allemagne vaincue à coopérer

²¹ Holborn, *op. cit.*, p. 577.

²² Mommsen, *op. cit.*, pp. 96-97.

²³ Laffan, *loc. cit.*, p. 83.

d'égal à égal avec ses partenaires européens à la grande œuvre de reconstruction d'un continent ravagé par quatre ans de guerre²⁴.

2) L'entrée en politique

A) SORTIR DE L'ISOLEMENT

La situation politique dans laquelle se retrouve Walther Rathenau à son entrée en politique n'a rien de celle d'un homme dont la pensée et l'action auront un impact majeur sur les relations entre l'Allemagne et ses voisins. Dépourvu de charisme et de base partisane (même au sein de son parti, le DDP²⁵), il voit son influence limitée principalement par la méfiance que tous les milieux politiques lui témoignent. La gauche allemande fait preuve de suspicion envers ses antécédents de grand industriel tandis que plusieurs de ses collègues de l'industrie voient d'un mauvais œil l'éventuelle venue en politique de l'un des pionniers d'une « économie socialisée »²⁶. C'est toutefois pour la droite nationaliste que Rathenau fait figure de bouc-émissaire parfait. Sa richesse, ses origines juives et sa qualité d'intellectuel lui aliènent toute sympathie auprès de ce courant politique. Même à l'extérieur de l'Allemagne les bons sentiments à son égard restent alors inexistantes. En effet, le nom de Walther Rathenau figure sur la liste des criminels de guerre qui devaient être livrés aux Alliés conformément aux termes du traité de paix. De plus, ces derniers sont indisposés par les activités des Corps francs et par le soutien financier que leur octroya Rathenau²⁷.

²⁴ Kessler, *op. cit.*, p. 284.

²⁵ *Deutsche Demokratische Partei*. Fondé en novembre 1918, le DDP était en grande partie composé d'éléments libéraux de l'industrie et de la finance ainsi que d'intellectuels de renom.

²⁶ D.G. Williamson, « Walther Rathenau : Realist Pedagogue and Prophet, November 1918 – May 1921 », *European Studies Review*, vol. 6 (1976), p. 102.

²⁷ Selon l'ancien chancelier Heinrich Brüning, Rathenau aurait personnellement fourni cinq millions de dollars aux Corps francs afin de défrayer des coûts de transport. Hecker, *op. cit.*, p. 479.

Ainsi écarté du pouvoir politique, Rathenau en vient à percevoir son devoir comme étant celui d'éduquer l'opinion publique par le biais de sa plume. L'année 1919 est donc en grande partie consacrée à la rédaction de pamphlets et d'articles de journaux dans lesquels il s'en prend à l'inefficacité des réformes sociales du gouvernement ainsi qu'à son incapacité à résoudre les problèmes financiers auxquels l'Allemagne était confrontée²⁸. Si le public s'intéresse aux écrits de Rathenau au point où ses pamphlets sont achetés aussitôt mis en vente, il en va tout autrement pour ce qui est de la classe politique qui persiste à lui faire la sourde oreille. Tout au plus, Rathenau est considéré par les gouvernements de Ebert puis de Scheidemann comme un industriel dont les compétences feraient de lui un conseiller potentiel dans la gestion de problèmes spécifiques²⁹.

Cet isolement du pouvoir politique vécu par le président de l'AEG s'inscrit dans le contexte de l'entrée en vigueur du traité de Versailles, contexte qui est caractérisé en Allemagne par un sentiment grandissant de désillusion et de désespoir au sein de la classe moyenne. La réaction de l'opinion publique face à la détermination des Alliés à ne faire aucune concession à l'Allemagne vaincue se traduit par un sérieux recul de l'appui au DDP lors des élections du Reichstag du 6 juin 1920³⁰. On assiste donc à un glissement du pouvoir des partis de gauche à ceux du centre et de la droite modérée, Konstantin Fehrenbach (Zentrum) succédant à Hermann Müller (SPD) à la chancellerie du Reich. Comme le souligne Ernest F. Fisher, il est intéressant de noter que c'est sous les gouvernements de deux chanceliers

²⁸ Williamson, *loc.cit.*, p. 105. À l'instar de plusieurs penseurs de gauche comme de droite, Rathenau n'entrevoit que peu d'avenir pour le parlementarisme classique hérité du XIX^e siècle. Tout en rejetant la « dictature » des conseils d'ouvriers et de soldats nés de la révolution de 1918, il concédait à ceux-ci le mérite d'avoir fait preuve de plus d'initiative que le Reichstag en cinquante ans. Voir O.E. Schüddekopf, *Linke Leute von Rechts. Die nationalrevolutionären Minderheiten und der Kommunismus in der Weimarer Republik*, Stuttgart, 1960; Walther Rathenau, *Kritik der Dreifachen Revolution, Gesammelte Schriften*, Berlin, 1929, p. 397.

²⁹ Williamson, *loc. cit.*, p. 103.

³⁰ Ernest F. Fisher, *Road to Rapallo. A Study of Walther Rathenau and German Foreign Policy 1919-1922*, Thèse de Ph. D. (Histoire), University of Wisconsin, 1952, pp. 18-19. Le nombre de députés du DDP passe de 74 à 45 tandis que le nombre de voix obtenues passe de 5 653 613 (janvier 1919) à 2 202 334.

(Fehrenbach et Joseph Wirth) appartenant au centre catholique que Rathenau pourra mettre en pratique sa politique étrangère et, de ce fait, exercer une influence déterminante sur la vie politique de la jeune république³¹.

B) SPA : LA NAISSANCE DE L'ERFÜLLUNGSPOLITIK

Du côté des Allemands comme de celui des Alliés, la nécessité de fixer le montant total des réparations ainsi que leurs modalités de paiement constitue une priorité dans l'agenda politique de l'année 1920. C'est dans cette optique que les puissances alliées invitent une délégation allemande dirigée par le chancelier Fehrenbach à prendre part du 5 au 16 juillet 1920 à la conférence de Spa³². Sous l'influence du ministre des Finances Joseph Wirth, avec qui il avait eu l'occasion de collaborer en siégeant au Conseil économique du Reich et à la deuxième Commission de socialisation, Rathenau est invité à se joindre à la délégation allemande en tant que conseiller technique.

Les conditions dans lesquelles Rathenau commence son apprentissage du métier de ministre des Affaires étrangères sont pour le moins difficiles. Venus à Spa en croyant pouvoir discuter pour la première fois du montant des réparations, les Allemands ont la désagréable surprise de constater que les Alliés, réunis à Boulogne le 22 juin précédent, avaient déjà fixé à 269 milliards de marks-or la somme à payer³³. En plus de s'avérer incapables d'exposer aux Alliés les limites de la capacité de payer de l'Allemagne, Fehrenbach et sa délégation voient le président français Alexandre Millerand sommer leur pays de s'acquitter des livraisons de charbon selon le plan établi

³¹ *Ibid.*, p. 19.

³² À l'agenda de la conférence figurent quatre points : l'exécution des clauses militaires du traité de paix, les réparations, les livraisons de charbon et les crimes de guerre.

³³ Létourneau, *op. cit.*, pp. 209-210.

par les Alliés sous peine d'occupation du territoire par les troupes belges, britanniques et françaises³⁴.

Loin de résider dans les discussions entre vainqueurs et vaincus, l'importance de la conférence de Spa pour l'étude de la politique européenne de Walther Rathenau se trouve dans l'affrontement de deux visions de la politique de réparation au sein de la délégation allemande. Les deux principaux protagonistes de ce conflit qui oppose également deux conceptions de l'organisation industrielle (verticale et horizontale) sont Hugo Stinnes et Walther Rathenau. Tout au long de la conférence, l'attitude de défi du premier fera contraste avec l'esprit conciliant du second. Stinnes, croyant pouvoir forcer les Alliés à se montrer moins gourmands, se fit l'avocat d'une politique de résistance (*Widerstandspolitik*) dont la pierre d'assise était le rejet de toute livraison de charbon ultérieure et ce au risque de voir une partie de l'Allemagne occupée et l'autre gagnée par le bolchevisme³⁵. Rathenau, quant à lui, voyait dans les négociations d'égal à égal le meilleur moyen de renforcer la position de l'Allemagne, adoptant ainsi le mot d'ordre de Talleyrand au congrès de Vienne : « Une fois les négociations possibles, tout est possible »³⁶. De ce fait, il dénonce le ton agressif adopté par Stinnes lors d'un discours prononcé le 10 juillet, le rendant en partie responsable du fait que les propositions alliées aient pris la forme d'un ultimatum³⁷. Jusqu'à la réunion de clôture que tient la délégation allemande le 16 juillet, Rathenau s'efforce de convaincre ses collègues des risques inhérents à l'adoption d'une politique de défi. Pour lui, une telle prise de position serait pour l'Allemagne beaucoup plus néfaste que le respect des termes du traité de paix puisqu'un refus de se soumettre aux volontés des Alliés entraînerait inévitablement l'occupation de la Ruhr et, par le fait même, la perte d'une plus grande quantité de charbon que les deux millions de tonnes par mois initialement

³⁴ À partir du 1^{er} août 1920, l'Allemagne devait livrer deux millions de tonnes de charbon au cours des six mois suivants. Fisher, *op. cit.*, p. 20. Voir également Carl Bergmann, *The History of Reparations*, Boston, 1927, pp. 32-43.

³⁵ Fisher, *op. cit.*, p. 20.; Létourneau, *op. cit.*, p. 210.

³⁶ Kessler, *op. cit.*, pp. 289-291.

exigées. De cet état des choses risquait également de naître une situation dans laquelle la France, en vendant ce charbon en Allemagne au prix fixé par le marché mondial et en s'arrogeant le contrôle de toutes les réserves de charbon d'Europe centrale, se retrouverait dans une position propice à l'exercice combiné de « dictatures » économique, politique et militaire³⁸. Finalement, Rathenau craignait qu'une intervention militaire française favorise les activités des mouvements indépendantistes bavarois et rhénans³⁹.

Comme allait l'affirmer Joseph Wirth en 1922, c'est à Spa que naquit la « politique d'exécution » (*Erfüllungspolitik*) qui allait devenir l'un des fondements de l'europhisme de Walther Rathenau. Cette politique reposait sur une démonstration de l'incapacité de l'Allemagne à payer les réparations en essayant, justement, de se soumettre de bonne foi aux exigences des puissances victorieuses. Dans l'esprit de Rathenau, l'*Erfüllungspolitik* était le moyen le moins dommageable pour une jeune république aux structures économiques et politiques encore instables de voir le fardeau des réparations être atténué. Cette manifestation de bonne foi et d'esprit de coopération devait finalement paver la voie à la république vers une « place parmi les grandes puissances démocratiques de l'Occident ».⁴⁰

C) DE LA « PROPOSITION RATHENAU » À L'ULTIMATUM DE LONDRES

En dépit du pas en avant que constitue le fait qu'à Spa une délégation allemande ait été pour la première fois invitée à négocier certains aspects du traité de Versailles, les résultats à court terme de la conférence apparaissent sous un jour plutôt sombre pour les hommes qui, à la suite de Rathenau, prônent la révision par l'exécution. Malgré tout l'intérêt que peut susciter l'*Erfüllungspolitik*, les circonstances font en sorte que celle-ci est plus

³⁷ Hartmut Pogge von Strandmann, *Walther Rathenau. Industrialist, Banker, Intellectual and Politician. Notes and Diaries 1907-1922*, Oxford, Clarendon Press, 1985, p. 246.

³⁸ *Ibid.*, pp. 247-248.

³⁹ Williamson, *loc. cit.*, p. 114.

difficile à faire accepter à la population que la politique de résistance de Stinnes. En effet, dans toutes les couches de la société allemande, le ressentiment à l'égard du nouveau régime est exprimé par le rejet de l'exécution du traité de Versailles⁴¹. La désillusion des diplomates allemands sur le déroulement et les résultats de la conférence de Spa, les termes sévères du protocole sur les livraisons de charbon et l'incapacité d'en venir à une entente sur le montant total des réparations font également en sorte que même si la politique d'exécution constitue une forme de révisionnisme, elle n'en sera pas moins dans un premier temps conduite de façon peu inspirée⁴².

Les représentants alliés (surtout français) persistant dans leur volonté d'éviter les négociations avec l'Allemagne et de faire preuve de dûreté avec cette dernière, le gouvernement allemand, assisté de conseillers issus des milieux de l'industrie et de la finance passera la majeure partie de la fin de l'été et de l'automne 1920 à compiler des statistiques sur l'économie allemande en vue de déterminer les sommes qu'il serait possible de payer ainsi que les modalités de paiement qu'il serait souhaitable d'adopter⁴³. De ces discussions dans lesquelles Walther Rathenau est grandement impliqué naîtra ce que l'on convient de désigner sous l'appellation de « proposition Rathenau ». En vertu de ce plan, l'Allemagne devait s'engager à payer 1,95 milliards de marks-or par année sur une période de 41 ans⁴⁴. Plus importante que ce montant qui devait être soumis aux Alliés lors de la conférence de Londres en mars 1921 était l'argumentation développée par Rathenau au sujet

⁴⁰ Benoist-Méchin, *loc. cit.*, p. 230.

⁴¹ Hiden, *op. cit.*, p. 28.

⁴² Fisher, *op. cit.*, p. 32.

⁴³ Cette fermeté manifestée à l'égard de l'Allemagne témoigne de la vision de Rathenau qui fait des négociations « l'arme la plus dangereuse de l'Allemagne et le plus efficace instrument de sa réhabilitation ». Kessler, *op. cit.*, p. 296.

⁴⁴ Pogge von Strandmann, *op. cit.*, p. 250.

de la question des réparations⁴⁵. Ainsi commentait Rathenau la proposition à faire aux Alliés⁴⁶ :

- 1- Les réparations ne doivent pas être simplement considérées comme une contrainte matérielle, mais également comme un devoir moral pouvant mener à la réconciliation des peuples.
- 2- En vertu des demandes excessives des Alliés, on peut difficilement espérer un résultat positif à Londres. L'Allemagne, néanmoins, doit aller jusqu'à l'ultime limite de ses capacités pour maintenir sa position, et ce même suite à une rupture des négociations.
- 3- Les réparations ne peuvent être acquittées sans la coopération américaine.
- 4- [...]
- 5- L'offre de prise en charge de la dette américaine doit venir de nous. C'est une erreur d'attendre des initiatives venant des Alliés puisque dans un tel cas les bénéfiques [...] ne nous reviendraient pas.
- 6- Une offre maximale d'un milliard de marks par année constitue une sous-estimation de la capacité de l'Allemagne. Lorsque notre dispositif économique aura été remis sur pied [...] notre production s'accroîtra. Je ne crois pas qu'il soit plus facile pour nous de payer deux milliards de marks au cours des deux premières années; au contraire, il serait souhaitable que notre fardeau soit allégé au cours des premières années.
- 7- [...]
- 8- Si les demandes alliées restent inacceptables, le gouvernement devra rester ferme et le peuple devra en accepter les conséquences. Elles seront [les demandes] révisées à la baisse s'il peut être prouvé que nos offres représentent la limite absolue de ce qui nous est possible de faire.

En faisant cette proposition qu'il qualifiait de pratique, consistante et apte à « faire honnête impression sur les nations du monde », Rathenau espérait vaincre l'intransigeance française expérimentée à Spa en gagnant la sympathie de l'opinion publique internationale⁴⁷. Ce discours suscite toutefois l'ire des magnats de l'industrie lourde (Krupp, Thyssen, Hugenberg, Stinnes) pour qui les plans de Rathenau signifient une autre diminution de la

⁴⁵ Entre-temps avait eu lieu la conférence de Bruxelles (16 au 26 décembre 1920). Bien qu'une délégation allemande (incluant Rathenau) y ait pris part, il fut décidé, suite aux pressions françaises sur le Conseil de la SDN, de ne pas aborder les questions restées en suspens après la conférence de Spa. Kessler, *op. cit.*, pp. 296-297.

⁴⁶ Pogge von Strandmann, *op. cit.*, pp. 251-252.

⁴⁷ Williamson, *loc. cit.*, p. 115.

consommation d'acier en Allemagne et, de ce fait, la ruine complète⁴⁸. La proposition Rathenau sera donc tout d'abord rejetée par les experts allemands et par le ministère des Affaires étrangères lors de deux réunions préparatoires tenues en février 1921, pour finalement être approuvée par le cabinet tout juste avant le début de la conférence de Londres.

À la conférence de Londres, qui dure du 1^{er} au 7 mars, la contreproposition allemande est considérée comme un défi par les Alliés qui, à leur tour et à la satisfaction de la France, fixent le montant à payer à 220 milliards de marks-or⁴⁹. Déjà en retard dans le paiement de son acompte en nature de vingt milliards de marks-or, l'Allemagne refuse cette somme et voit dès le 8 mars les villes de Düsseldorf, Duisbourg et Ruhrort occupées par les troupes alliées. Sous l'influence modératrice des Britanniques (que Rathenau avait déjà palpée à Spa), le montant total des réparations est révisé à la baisse pour atteindre la somme tout de même considérable de 132 milliards de marks-or⁵⁰. Cette offre est adressée à Berlin le 5 mai sous forme d'un ultimatum franco-britannique qui ne sera accepté qu'au prix d'une grave crise gouvernementale qui se solde par la dissolution du gouvernement Fehrenbach et le début d'une nouvelle phase dans la carrière politique de Walther Rathenau.

3) Une main tendue à la France

A) MINISTRE DE LA RECONSTRUCTION

Aussitôt nommé chancelier du Reich, l'ancien ministre des Finances Joseph Wirth tentera de convaincre Walther Rathenau de joindre son cabinet en acceptant les difficiles responsabilités de ministre de la Reconstruction. Le principal intéressé traversera tout au long du mois de mai 1921 une pénible

⁴⁸ Benoist-Méchin, *loc. cit.*, pp. 230-231.

⁴⁹ Robert Frank et René Girault, *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941*, Paris, Masson, 1988, p. 128; Kessler, *op. cit.*, pp. 298-299.

période d'hésitation avant de délaissier une position très confortable au profit d'un ministère précaire au service d'un régime impopulaire et fort peu stable. Tirailé entre un irrésistible appel à l'action et au pouvoir et la conscience d'un danger personnel résultant de la montée de l'antisémitisme et de la multiplication de ses détracteurs, Rathenau attendra jusqu'au 29 mai pour laisser son patriotisme l'emporter sur sa réflexion intellectuelle et sauter dans l'arène de la politique active⁵¹.

Dès son premier discours au Reichstag, Rathenau énonce clairement son objectif principal en tant que ministre de la Reconstruction en affirmant qu'il fallait « découvrir des façons de réintégrer le monde »⁵². Pouvant enfin mettre ses idées en pratique, il espère montrer à la face du monde les difficultés auxquelles l'Allemagne est alors confrontée. De ce fait, les buts qu'il espère atteindre dans l'immédiat sont l'obtention d'un prêt étranger et l'allègement du fardeau imposé à Londres, deux mesures destinées à améliorer l'atmosphère politique et à gagner du temps⁵³. Bien que Rathenau considère que sa tâche consiste à montrer la voie à d'éventuels successeurs qui, eux, bénéficieront de conditions propices à la réintégration de l'Allemagne dans le concert des démocraties, son entrée au cabinet donne rapidement un souffle nouveau à la politique extérieure allemande. Elle provoque aussi un changement palpable dans la position de la république de Weimar sur l'échiquier européen puisque les diplomates alliés sentent que le dossier des réparations repose maintenant dans les mains d'un homme d'une importance, d'une expérience et d'une crédibilité considérables⁵⁴. Une fois pour toutes, l'*Erfüllungspolitik* pourra être conduite à fond, et ce sont les délicates relations franco-allemandes qui en seront le premier laboratoire.

⁵⁰ Frank et Girault, *op. cit.*, p. 128. L'Allemagne devait payer deux milliards par an ainsi qu'un montant équivalent à 26% de ses exportations.

⁵¹ Kessler, *op. cit.*, p. 303; Létourneau, *op. cit.*, p. 211.

⁵² Kessler, *op. cit.*, p. 305.

⁵³ Kollman, *loc. cit.*, p. 135.

B) DE L'EXPLOITATION À L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE

Lorsqu'est signé le traité de Versailles, l'hégémonie militaire et politique de la France en Europe qui en résulte semble offrir aux politiciens de ce pays l'occasion de réaliser un rêve qui les hantait depuis 1871 : l'anéantissement de la puissance allemande en Europe centrale⁵⁵. Pour la classe politique comme pour l'opinion publique françaises, ce vœu d'écrasement du voisin d'outre-Rhin ainsi que la sécurité du territoire national étaient tributaires de la stricte exécution du traité par l'Allemagne. Si la menace d'une nouvelle agression allemande semble à moyen terme écartée par la limite de 100 000 hommes imposée à la Reichswehr de même que par la constitution d'un réseau d'alliances ayant la France pour principal pôle, il en va tout autrement pour ce qui est du facteur économique⁵⁶. En 1921, la faiblesse du mark, la fortune allemande en devises dans les banques étrangères et surtout son potentiel industriel qui est presque équivalent à celui de 1914 font en sorte que la France vit encore dans la hantise du poids de l'industrie allemande, ce qui explique l'importance accordée aux projets français d'exploitation de l'économie allemande⁵⁷.

Du côté allemand, la capacité de conciliation du nouveau chancelier Wirth est fortement reliée au règlement de la question de Haute-Silésie, dont la perte des industries et des ressources minières rendait le paiement des réparations plus ardu. Cette attitude n'est pas sans irriter les dirigeants français qui soutiennent fermement l'allié polonais dans ses revendications territoriales⁵⁸. Face à l'appropriation ou à l'exploitation de ses gisements houillers et de ses centres industriels par des puissances étrangères, Wirth et

⁵⁴ Kessler, *op. cit.*, pp. 303-304; Peter Krüger, *Die Aussenpolitik der Republik von Weimar*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1993, p. 145.

⁵⁵ Fisher, *op. cit.*, p. 45.

⁵⁶ La France conclut des alliances avec la Belgique en 1920 et avec la Pologne en 1921. Au cours de cette période est formée la Petite Entente (Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie).

⁵⁷ Jacques Bariéty, « L'Allemagne et l'équilibre européen », Marta Petricoli, dir., *Une occasion manquée? 1922 : la reconstruction de l'Europe*, Actes du colloque tenu à Florence, 1-3 octobre 1992, Berne, Peter Lang, 1995, pp. 133-134.

Rathenau cherchent à gagner du temps pour que la situation économique et politique de l'Allemagne puisse s'améliorer. Pour eux, le seul espoir de cette amélioration de la situation intérieure du pays reste dans la promotion du commerce extérieur au moyen des relations diplomatiques⁵⁹. Cette politique est toutefois vue d'un mauvais œil en France. Même au sein des milieux modérés, on considère l'*Erfüllungspolitik* comme étant beaucoup plus nuisible aux intérêts français que la résistance ouverte au traité de paix puisqu'elle prive la France des avantages économiques, matériels, militaires et politiques inhérents à l'occupation de la Ruhr⁶⁰.

En dépit de sa volonté de réduire à néant la puissance allemande, la France doit rapidement se rendre à l'évidence qu'il ne lui sera pas possible d'exploiter l'économie allemande comme bon lui semble. Les artisans de la politique française à l'égard de l'Allemagne doivent tenir compte du retrait progressif des Britanniques et des Américains des affaires européennes. Alors que les premiers dénoncent l'intransigeance française, faisant valoir qu'une telle attitude pourrait éventuellement pousser une Allemagne isolée et saignée à blanc à envisager une alliance avec la Russie bolchévique, ou du moins à donner plus d'importance à ses relations avec celle-ci qu'à celles avec les États d'Europe occidentale, les seconds démantèlent leur économie de guerre et se défilent du partage des coûts de la guerre et de la paix⁶¹. Dans sa quête de garanties de sécurité, de capital étranger et de matières premières et en vertu de telles circonstances, la France ne peut donc que se faire l'avocate de solutions internationales aux problèmes nationaux. Loin d'être perçue comme un rêve libéral ou un pas vers la réconciliation, l'intégration économique franco-allemande est vue comme une nécessité criante de résoudre le dilemme sur la façon de maintenir une Allemagne affaiblie assez forte pour

⁵⁸ Bien que 60% des électeurs aient opté pour le rattachement à l'Allemagne lors du plébiscite du 21 mai 1921, une décision prise en octobre par la SDN consacre la partition de cette région et l'attribution des secteurs les plus industrialisés à la Pologne.

⁵⁹ Krüger, *op. cit.*, pp. 133 et 144.

⁶⁰ Fisher, *op. cit.*, p. 52.

⁶¹ *Ibid.*, p. 48; McDougall, *loc. cit.*, p. 10.

supporter le poids des réparations⁶². En faisant de la sécurité politique une condition de l'intégration économique, la conception française du redressement de l'Europe entre en contradiction avec la vision allemande du problème, celle-ci supposant que la paix économique est à la base de la détente politique. C'est à deux hommes de paix, Louis Loucheur et Walther Rathenau, que reviendra la tâche de créer une compatibilité entre ces deux conceptions.

C) L'ACCORD DE WIESBADEN

Dès 1919, la reconstruction des départements du nord de la France avait préoccupé Walther Rathenau⁶³. Tout en insistant sur le fait que l'Allemagne n'était pas l'unique responsable des dommages de guerre, Rathenau avançait que la prise en charge directe de la reconstruction des régions dévastées par la guerre pourrait constituer une éloquente démonstration de l'esprit de réconciliation qui animait les Allemands⁶⁴. Bien que du côté français un plan allant dans ce sens ait été imaginé par Jacques Seydoux, sous-directeur des Affaires commerciales au Quai d'Orsay, c'est du côté allemand et de Walther Rathenau que vient l'initiative d'une rencontre bilatérale visant la conclusion d'un accord franco-allemand sur les réparations⁶⁵.

Convaincu que les entretiens privés entre ministres étaient le meilleur moyen de dialogue entre États, Rathenau passe outre aux recommandations de la Commission des réparations qui lui enjoignaient de se rendre à Paris pour une nouvelle ronde de discussions et établit un contact direct avec Louis

⁶² McDougall, *loc. cit.*, pp. 8-11.

⁶³ Dans une lettre adressée à Matthias Erzberger le 16 juillet 1919, Rathenau affirme que « chaque Allemand doit savoir que notre salut commence en France ». Walther Rathenau, *Briefe*, vol. II, Dresden, 1926, #551.

⁶⁴ Etta Federn-Kohlhaas, *Walther Rathenau. Sein Leben und Wirken*, Dresden, 1927, p. 265.

⁶⁵ Selon le « plan Seydoux », les réparations auraient pu s'effectuer sous la forme de livraisons de matières premières et de versements en marks-papier qui auraient permis aux entreprises françaises d'acquiescer des participations dans les firmes allemandes. En échange, des commandes françaises auraient été adressées aux industries allemandes. Frank et Girault, *op. cit.*, p. 129.

Loucheur, ministre des Régions libérées dans le cabinet d'Aristide Briand⁶⁶. Les deux hommes se rencontrent donc en secret le 12 juin 1921 à Wiesbaden pour entamer les premiers entretiens entre un ministre allemand et un ministre français depuis la guerre. Rathenau espère par ce contact personnel sensibiliser les Français aux dangers pour l'Europe entière de l'effondrement économique et politique de l'Allemagne. Tout comme lui, Loucheur admet qu'une situation dans laquelle l'un paye et l'autre reçoit est intenable et convient du besoin d'aide mutuelle pour relancer l'économie de deux pays ruinés⁶⁷. Une telle dynamique dans les relations entre deux États européens ne pouvant profiter qu'aux Etats-Unis (et, à la limite, au Royaume-Uni), les deux ministres se posent en promoteurs de l'interdépendance des économies nationales. Ce faisant, ils espèrent redonner à l'Europe assez de force pour soutenir une concurrence américaine de plus en plus sérieuse.

Après quatre mois de négociations marqués par une seconde rencontre entre Loucheur et Rathenau (25 et 26 août), l'Accord de Wiesbaden est conclu et signé les 6 et 7 octobre 1921. La première partie du document complexe que constitue cet accord définit une procédure permettant aux entreprises françaises d'acheter aux entreprises allemandes les matériaux nécessaires à la reconstruction des zones dévastées, tandis que la seconde partie concerne l'octroi à l'Allemagne d'un crédit couvrant une partie des sommes dues à la France⁶⁸. En termes pratiques, cela signifierait que des biens seraient directement livrés aux sinistrés français (sous la supervision des gouvernements signataires), ceux-ci recevant des livraisons d'une valeur de sept milliards de marks-or sur une période de quatre ans et demi et les compagnies allemandes devant par la suite être remboursées par le gouvernement allemand⁶⁹. En faisant du nord de la France le « laboratoire »

⁶⁶ Industriel juif, Loucheur appartient à un petit groupe de parlementaires, d'industriels et de diplomates qui entrevoyaient le problème des réparations sous l'angle économique plutôt que politique.

⁶⁷ Pogge von Strandmann, *op. cit.*, p. 255.

⁶⁸ John Maynard Keynes, *Nouvelles considérations sur les conséquences de la paix*, Paris, Stock, 1922, p. 90. Le texte complet de l'Accord de Wiesbaden se trouve à l'annexe VIII (pp. 236-252).

⁶⁹ Kessler, *op. cit.*, p. 306; Létourneau, *op. cit.*, p. 211.

de la reconstruction européenne, Rathenau espérait favoriser l'essor du commerce extérieur allemand ou encore, dans le cas d'un échec, établir une nouvelle démonstration de l'incapacité de l'Allemagne à supporter le fardeau des réparations ainsi que du manque de volonté des Alliés de participer à l'œuvre de reconstruction européenne.

Malheureusement pour les pionniers de la réconciliation franco-allemande, les industriels de part et d'autre du Rhin réservent un accueil plutôt froid à leurs propositions. Du côté français, on craint les effets de la concurrence allemande tandis qu'en Allemagne, l'opposition à l'accord trouve son fondement dans la crainte que la valeur des livraisons à la France excède le montant qui lui était dû selon les calculs effectués avant l'ultimatum de Londres⁷⁰. En raison de l'ampleur de l'opposition et de la lenteur de la Commission des réparations à donner le feu vert à la concrétisation de l'Accord de Wiesbaden, cette politique réaliste ébauchée par Loucheur et Rathenau devra être abandonnée⁷¹.

Bien que l'Accord de Wiesbaden ait donné lieu à des résultats insignifiants sur le plan économique, il a pu, au niveau politique, aider l'Allemagne et l'Europe à se tirer de l'impasse en démontrant la possibilité de relations bilatérales franco-allemandes. La crainte et l'incompréhension de l'autre qui régnaient alors en Allemagne comme en France rend encore plus remarquable l'œuvre de Walther Rathenau qui, tout en ayant établi un dialogue avec l'ennemie d'hier et créé une atmosphère plus propice à une révision du traité de paix, contribue à préserver l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Allemagne en l'épargnant d'une occupation militaire de la Ruhr⁷². La conclusion de l'Accord de Wiesbaden qui, dans une telle

⁷⁰ Kessler, *op. cit.*, p. 307; Létourneau, *op. cit.*, p. 211.

⁷¹ L'accord n'est approuvé que le 31 mai 1922. La Commission des réparations admettait les principes généraux de l'Accord de Wiesbaden et approuva même à l'unanimité la première partie du document. Toutefois, la seconde partie entrerait en contradiction avec les accords interalliés existants au sujet de l'ordre et de la proportion de la répartition des versements allemands. Hiden, *op. cit.*, p. 52; Keynes, *op. cit.*, pp. 89-90.

⁷² Pogge von Strandmann, *op. cit.*, p. 265. Sur la politique française, l'Accord de Wiesbaden et la chute de Briand, voir Jacques Bariéty, *Les relations franco-allemandes après la Première Guerre mondiale : 10 novembre 1918 – 10 janvier 1925 : de l'exécution à la négociation*, Paris, Pedone, 1977, pp. 82-101.

conjoncture, relève de l'exploit diplomatique, sera toutefois le dernier geste important de Walther Rathenau en tant que ministre de la Reconstruction puisque deux semaines plus tard, soit le 22 octobre 1921, il démissionne en tant que membre du DDP et quitte le gouvernement en signe de protestation contre la partition de la Haute-Silésie.

4) Nouveaux espoirs : Londres et Cannes

A) SYMPATHIES BRITANNIQUES

Après la crise gouvernementale qui aboutit à la formation d'un second cabinet Wirth le 26 octobre 1921, Walther Rathenau continue à graviter dans l'orbite du chancelier en remplissant les fonctions de représentant non officiel du gouvernement. Il reste donc fortement impliqué dans les négociations sur les réparations et dans l'établissement de contacts avec les gouvernements français et britannique, entre lesquels le fossé s'était élargi de façon appréciable à chaque crise diplomatique ou demande française pour des représailles en Allemagne depuis la signature du traité de paix. Cet état des choses, combiné aux pronostics des experts financiers voulant que l'Allemagne se trouve en cette fin d'année 1921 dans l'impossibilité de faire le moindre paiement, rendit nécessaire la tenue d'une réunion du Conseil suprême allié en décembre⁷³.

Désireux d'exploiter cette apparente souplesse dont les diplomates britanniques faisaient montre (surtout depuis l'été 1921), Joseph Wirth envoie Walther Rathenau, un homme que les Britanniques perçoivent comme étant le diplomate allemand le plus souple et le plus désireux de régler le problème des réparations par la coopération internationale, à Londres avec pour mission de convaincre les politiciens et financiers britanniques d'accorder un

⁷³ À ce moment, seul un prêt étranger aurait pu lui permettre d'acquitter ses dettes mais aucun investisseur n'était prêt à engager des fonds « dans un navire sur le point de couler ». John R. P. McKenzie, *Weimar Germany 1918-1933*, Totowa, Rowman and Littlefield, 1971, p. 111.

moratoire aux versements prévus pour février 1922⁷⁴. Rathenau discutera donc avec le premier ministre David Lloyd George des façons de réduire le fardeau des réparations. Tout en attirant l'attention de ses interlocuteurs sur les difficultés vécues par l'Allemagne depuis la partition de la Haute-Silésie (chute de la production industrielle et houillère, dépréciation du crédit international de l'Allemagne et colère du peuple à l'égard du gouvernement), Rathenau profite de l'occasion pour protester contre l'attitude rigide de la France et l'isolationnisme croissant des Etats-Unis⁷⁵. Au cours de ce séjour à Londres, qui s'étend du 28 novembre au 10 décembre, Rathenau aborde aussi le thème des relations avec la Russie en compagnie de Sir Robert Horne, chancelier de l'Échiquier. D'une convergence de vues à l'effet que la reprise des échanges commerciaux avec la Russie puisse constituer une partie de la solution aux difficultés économiques de leurs pays respectifs émanera l'idée d'un consortium européen pour l'aide à la Russie qui sera au centre des discussions aux conférences de Cannes et de Gênes⁷⁶.

Si Rathenau réussit à Londres à obtenir un moratoire que les Britanniques désignent sous le vocable de « réduction temporaire », sa plus grande réussite tient de l'impression qu'il fait sur Lloyd George. Au cours de la visite de Rathenau dans la capitale anglaise, le premier ministre britannique dénonce le revanchisme français et se dit en faveur d'une « Allemagne forte, saine et florissante »⁷⁷. De plus, celui-ci envisage d'inviter l'Allemagne et la Russie bolchévique à discuter de la reconstruction économique de l'Europe d'égal à égal avec les autres nations du continent.

⁷⁴ Létourneau, *op. cit.*, p. 212; Pogge von Strandmann, *op. cit.*, p. 273.

⁷⁵ Pour un compte rendu des discussions auxquelles Rathenau prit part, voir Pogge von Strandmann, *op. cit.*, pp. 273-283.

⁷⁶ Pour les Britanniques, un rapprochement avec la Russie signifiait l'ouverture d'un nouveau marché pour leurs produits manufacturés et l'accès à une source de matières premières peu coûteuses. L'Allemagne espérait trouver en Russie les marchés et matières premières que l'Occident lui refusait en raison de ses dettes et d'une pénurie en valeurs étrangères. Fisher, *op. cit.*, p. 85.

⁷⁷ Bariéty, « L'Allemagne... », p. 137.

B) CANNES : VERS UNE RÉVISION?

Il va de soi que suite à sa visite à Londres, Walther Rathenau constituait un choix logique pour la direction de la délégation allemande dont Lloyd George avait imposé la présence à Cannes aux autres participants. Bien que le représentant du chancelier Wirth n'anticipe pas de succès foudroyants à cette conférence qui, pour la première fois, plaçait une délégation allemande sur un pied d'égalité avec celles des vainqueurs de 1918 (Rathenau croyait qu'il faudrait encore au moins un an de rencontres régulières avant que l'on parvienne à une solution), celui-ci peut se réjouir de l'adoption, une semaine avant son arrivée (11 janvier 1922), d'une résolution visant à mettre sur pied un consortium européen d'aide économique à la Russie⁷⁸. En effet, ce projet qui avait été l'objet de discussions à Londres était en partie le reflet d'une vision de la reconstruction économique de l'Europe centrale et orientale développée par Rathenau depuis la fin de la guerre⁷⁹.

Malgré ces signes encourageants, la conférence connaît une fin abrupte lorsqu'ajournée le 12 janvier, après qu'à Paris on eut jugé les concessions faites par Briand inacceptables, provoquant ainsi sa démission et son remplacement par Raymond Poincaré. Bien que ce partisan de l'exécution intégrale du traité de Versailles n'ait manifesté nul intérêt pour le projet de consortium, il n'a d'autre choix que d'accepter que l'Allemagne soit invitée à une grande conférence économique internationale qui aura lieu à Gênes en avril-mai 1922. Une attitude contraire n'aurait fait que nuire aux relations avec l'allié britannique et placé la France dans une situation d'isolement potentiel⁸⁰. Cette tournure des choses n'empêchera pas la conférence de Cannes de constituer un remarquable succès pour Rathenau et pour la diplomatie allemande. Pour la première fois, un homme d'État allemand aura forcé le monde à considérer ses doléances au sérieux et à prendre réellement conscience de la précarité de la situation économique de la république de Weimar. Ceci constitue une éloquente démonstration du bien fondé de

⁷⁸ Fisher, *op. cit.*, pp. 87 et 90.

⁷⁹ *Ibid.*, p. 90.

l'*Erfüllungspolitik* de Rathenau, laquelle, on commence alors à le réaliser, peut véritablement mener à une révision des réparations et du traité de Versailles. À cet effet, le comte Kessler dit juste en affirmant que la conférence de Cannes marqua le début de la réinsertion de l'Allemagne dans le concert des nations⁸¹.

Malgré toute l'importance que peuvent revêtir ces acquis pour l'Allemagne weimarienne, l'intérêt de la conférence de Cannes pour l'étude de la politique européenne de Rathenau réside dans la façon dont il décrit la situation de son pays devant l'assemblée des délégations des puissances victorieuses. Dans un discours de plusieurs heures prononcé le 12 janvier, Rathenau expose d'abord les difficultés économiques de son pays⁸². Pour lui, le règlement de la question des réparations en fonction de la quantité d'argent, de biens et de matières premières que l'Allemagne peut livrer sans s'écrouler est une condition *sine qua non* de la participation de l'Allemagne à la reconstruction de l'Europe. Prisonnière des limites de sa production industrielle et agricole créées par la ruine résultant d'une guerre perdue, d'un lourd déficit et d'une révolution, l'Allemagne, selon Rathenau, supporte de loin un plus lourd fardeau que n'importe quelle autre nation. Cela étant, il dénonce le refus d'octroyer un prêt à son pays. Finalement, il fait valoir que « le fardeau des réparations sera rendu supportable si le mark cesse sa dévaluation » car « tant qu'une monnaie reste en déséquilibre sur les marchés internationaux, il est impossible de faire un budget en règle de manière sûre »⁸³.

Cela étant dit, Walther Rathenau réaffirme la volonté de l'Allemagne de faire sa part dans l'œuvre de reconstruction européenne. Cette partie de l'allocution de Rathenau consacrée à la remise sur pied économique du continent européen nous intéresse non seulement dans la mesure où le

⁸⁰ Mommsen, *op. cit.*, p. 120.

⁸¹ Kessler, *op. cit.*, p. 314.

⁸² Walther Rathenau, « Rede vor dem obersten Rat der Alliierten in Cannes vom 12. Januar 1922 », *Cannes und Genua. Vier Reden zum Reparationsproblem*, Berlin, 1922, pp. 9-18.

⁸³ *Ibid.*, p. 12. Rathenau établit un lien entre la hausse du cours du mark et le début des pourparlers franco-britanniques sur le règlement des obligations allemandes pour 1922.

représentant allemand marque la disposition de l'Allemagne à participer à un programme allié, mais surtout en raison de l'orientation de la politique de Rathenau vers l'Est qu'on y décèle⁸⁴. À défaut de se trouver en position de prendre des décisions au même titre que les puissances victorieuses, l'Allemagne, fait remarquer Rathenau, peut et se doit de jouer un rôle clé dans la reconstruction de l'Europe centrale et orientale (et particulièrement de la Russie) en raison de sa position géographique et d'une connaissance approfondie des coutumes, des mentalités et de la culture économique ainsi que politique de ces régions, connaissance due à plusieurs siècles d'interactions de tous genres. On peut penser que le fait que Rathenau ait atténué son intérêt pour la reconstruction des régions dévastées du nord de la France au profit du développement économique de l'est du continent est dû aux pronostics voulant que sous la gouverne de Poincaré le programme de Wiesbaden soit mis au rancart⁸⁵. Le fait que Rathenau tienne à aider ses voisins orientaux en accord avec les puissances occidentales démontre toutefois que celui qui, quatre mois plus tard, allait signer un traité de coopération économique et militaire avec la Russie bolchévique, nourrissait toujours de grands espoirs à l'égard de la normalisation de ses relations avec l'Occident.

5) Les derniers accents

A) RATHENAU, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Après le succès obtenu à Cannes, Walther Rathenau constitue un candidat logique pour combler le poste de ministre des Affaires étrangères laissé vacant par Friedrich Rosen. Le père de l'*Erfüllungspolitik* hésitera encore une fois longuement avant d'accepter, le 31 janvier 1922, de rejoindre le second cabinet de Joseph Wirth. Plus que jamais, le défi à relever est grand :

⁸⁴ *Ibid.*, pp. 17-18.

⁸⁵ Fisher, *op. cit.*, p. 89.

formuler une politique étrangère qui est compatible avec les principes de l'*Erfüllungspolitik* tout en améliorant la position internationale de l'Allemagne⁸⁶. Rathenau devra donc faire passer l'Allemagne de Weimar d'un rôle d'acteur passif à un rôle actif dans un contexte qui, en dépit des percées réalisées au cours des deux derniers mois, est encore bien loin de lui sourire.

La période allant de la nomination de Rathenau au début de la conférence de Gênes (10 avril 1922) n'est pas très prometteuse au niveau des possibilités d'entente entre les anciens belligérants. Ceux-ci, que ce soit par crainte de l'isolement ou en raison de divergences de vues quant à l'application du traité de paix, se forment une image démonisée de l'autre qui ne peut que nuire au travail des hommes de paix. Cette situation s'applique particulièrement aux relations franco-allemandes qui, dès l'arrivée au pouvoir de Poincaré, se dégradent au point d'empoisonner la scène internationale. En tant que ministre des Affaires étrangères, Rathenau supporte tout le poids de l'intransigeance française et de la désillusion qui s'ensuit en Allemagne. La tension atteint son paroxysme en mars avec l'envoi par l'ambassade française à Berlin et la Commission militaire alliée de plus d'une centaine de notes au ministère des Affaires étrangères, ce qui a pour effet de paralyser le travail des fonctionnaires⁸⁷. Rathenau ne cessera de dénoncer cette attitude en avertissant notamment l'ambassadeur Laurent des dangers auxquels la France exposait l'Allemagne et l'Europe en « jouant à ce jeu »⁸⁸. Celui-ci qualifie également de « dangereux mécomptes » les croyances selon lesquelles l'Allemagne est redevenue prospère et ne fait preuve d'aucune volonté de payer et de se démilitariser, faussetés qui, combinées à l'occupation et à la

⁸⁶ McKenzie, *op. cit.*, p. 112.

⁸⁷ Fisher, *op. cit.*, pp. 99-100.

⁸⁸ Pour Rathenau, « la situation européenne ne dépend que des relations franco-allemandes ». Puisqu'à l'intérieur il s'exposait à de grands dangers en se montrant trop conciliant avec la France et qu'advenant la poursuite d'une politique intransigeante de la part de celle-ci, il ne serait plus en mesure de poursuivre son œuvre de reconstruction, c'était au gouvernement français de faire le prochain pas. Pogge von Strandmann, *op. cit.*, pp. 293-294.

pacification incomplète de l'Allemagne, font en sorte que l'état de guerre règne encore en Europe, mais sous une autre forme que le conflit armé⁸⁹.

Malgré l'ombre au paysage européen portée par l'aggravation des rapports franco-allemands, le ministre des Affaires étrangères du Reich garde foi dans la viabilité de sa politique d'exécution qui est endossée par un nombre croissant de personnalités depuis la conférence de Cannes⁹⁰. De toute évidence, Poincaré n'avait pu empêcher Lloyd George de rallier le reste de l'Europe et les dominions à sa vision conciliatrice, faisant en sorte que rarement au cours de l'histoire on avait vu des vainqueurs tendre la main si rapidement aux vaincus⁹¹. De ce fait, Rathenau a de bonnes raisons de croire que l'on commence à l'étranger à comprendre les problèmes de l'Allemagne. En faisant « parler les faits », l'*Erfüllungspolitik* avait forcé la plupart des ex-belligérants à admettre la nécessité d'étudier le problème des réparations sous un nouvel angle, c'est à dire en le considérant non pas comme un problème spécifiquement allemand, mais plutôt comme un problème européen⁹². Pour que cette politique continue de profiter à l'Allemagne, il fallait éviter d'en faire une fin en soi pour plutôt en faire un outil de coopération d'égal à égal. Pour ce faire, Rathenau entendait, dans ses nouvelles fonctions, opposer une attitude ferme face à l'intransigeance de la Commission des réparations car un oui continuels aux exigences alliées ne pouvait que ramener l'Allemagne au statut d'objet de la politique d'autrui.

B) LE RAPPROCHEMENT GERMANO-RUSSE

Autre paria de l'ordre européen créé au lendemain de la Première Guerre mondiale, la Russie bolchévique occupera une place de plus en plus importante dans la politique étrangère allemande à la veille de la conférence de Gênes. À l'aube de l'existence de la république de Weimar, des contacts

⁸⁹ Walther Rathenau, « Reichstagsrede vom 29. März 1922 », *Cannes und Genua*, pp. 37 et 43.

⁹⁰ Rathenau, « Rede vor dem Hauptausschuß des Reichstages vom 7. März 1922 », *Ibid.*, p. 20.

⁹¹ Fink, *loc. cit.*, p. 15. ; Fink, « 1922-23 From Illusion to Disillusion », Petricioli, dir., *op. cit.*, p. 21.

avec la Russie avaient été établis sans qu'il n'y ait pour autant de relations diplomatiques officielles entre les deux pays. Dans une Allemagne qui se sent rejetée par l'Occident, *Ostpolitik* devient un mot qui anime les plus grands espoirs. Jusqu'à la nomination de Walther Rathenau au poste de ministre des Affaires étrangères, les échanges avec la Russie sont essentiellement l'œuvre de militaires et d'industriels prussiens que la russophilie traditionnelle pousse à développer une notion de « communauté de destin » (*Schicksalsgemeinschaft*) avec la Russie⁹³. Ces contacts germano-russes doivent être reliés à une volonté chez leurs artisans de contrer les effets pervers du traité de Versailles. Si la plupart des groupes impliqués dans ces premiers balbutiements d'une alliance avec la Russie veulent exploiter les liens économiques (et, finalement, le rapprochement politique) pour compenser les pertes dues à la guerre, les plus nationalistes vont jusqu'à mettre de l'avant l'idée d'une nouvelle forme de *Mitteleuropa* visant à enrayer la pénétration française en Europe centrale et orientale et à espérer que d'éventuels accords officiels viennent bloquer l'intégration à l'Ouest⁹⁴. Les hésitations qui résultent des divergences de vues entre ces nationalistes conservateurs et les personnalités émettant des réserves en raison des répercussions d'un rapprochement avec la Russie sur les relations avec l'Ouest font en sorte qu'avant 1922, il n'y a pas lieu en Allemagne de parler d'une *Ostpolitik* coordonnée.

Une importante étape du rapprochement avec la Russie est franchie le 6 mai 1921 à l'occasion de la signature d'un accord provisoire germano-russe. Cet accord qui établissait la reconnaissance *de jure* du régime soviétique par l'Allemagne et assurait la protection des avoirs allemands en Russie en

⁹² Rathenau, *loc. cit.*, p. 21.

⁹³ Les partisans d'une *Ostpolitik* active (militaires, industrie lourde, diplomates, DVP, DNVP) sont également les principaux opposants théoriques au communisme soviétique. Après 1918, la russophilie traditionnelle des milieux conservateurs prussiens prend la forme d'une opposition à l'influence « décadente » du libéralisme occidental. Hagen Schulze, *Weimar. Deutschland 1917-1933*, Berlin, Siedler Verlag, 1982, p. 234. Voir également Renata Fritsch-Bournazel, *Rapallo : naissance d'un mythe*, Paris, Fondation nationale pour les études politiques, 1974, pp. 25-26.

⁹⁴ Hiden, *op. cit.*, p. 87; Mommsen, *op. cit.*, p. 121.

convertissant les agences d'aide aux prisonniers de guerre en missions consulaires fut, au lendemain de l'ultimatum de Londres, considéré comme un geste de défi à l'égard de l'Occident⁹⁵. La hausse des exportations allemandes en Russie qui suit la conclusion de cet accord provoque dans ce pays le développement d'une industrie de l'armement qui suscite l'intérêt des dirigeants de la Reichswehr, augmentant ainsi l'influence déjà prépondérante des industriels et des militaires dans l'élaboration d'une *Ostpolitik*⁹⁶.

En tant que ministre des Affaires étrangères, Walther Rathenau se montre très prudent avec ce dossier qui prend de plus en plus d'importance en ces premiers mois de 1922 où, du jour au lendemain, l'Allemagne peut se retrouver soit isolée, soit intégrée au reste de l'Europe. Dès décembre 1918, il avait vanté aux Alliés la capacité de l'Allemagne à servir de bouclier de l'Europe contre le bolchévisme⁹⁷. De plus, ses intérêts industriels (l'industrie légère a des affiliations avec le capital occidental) le poussent dans le camp occidental. Malgré tout, Rathenau et le chancelier Wirth sont conscients de la nécessité de ne pas confronter la Russie en adhérant à une association lui étant économiquement hostile. De ce fait, le maintien par Rathenau des contacts établis par ses prédécesseurs à l'*Auswärtiges Amt* reflète son espérance d'officialiser les relations germano-russes dans le cadre d'une entente russo-européenne⁹⁸.

La délicatesse de la situation dans laquelle se trouve Rathenau apparaît évidente lors de deux rondes de négociations germano-russes qui ont lieu à Berlin en janvier et février ainsi qu'en avril 1922. Au cours de la première

⁹⁵ Hiden, *op. cit.*, p. 86.

⁹⁶ Karl-Dietrich Erdmann, *Die Weimarer Republik*, Stuttgart, Klett Verlag, 1973, p. 154. Bien qu'étant essentiellement le fruit de contacts établis par des diplomates, industriels et militaires conservateurs peu enclins à ancrer l'Allemagne dans le monde occidental, l'entente était considérée comme un exemple pour un accord commercial ultérieur avec le Royaume-Uni ainsi que comme une invitation faite aux Russes à considérer les possibilités de coopération économique avec le reste de l'Europe.

⁹⁷ Kollman, *loc. cit.*, p. 136. Tout en craignant de voir « la frontière de l'Asie être reportée au Rhin » ainsi qu'une « pensée économique non-européenne menacer la paix des nations », Rathenau s'est montré intéressé par l'idée des soviets. Il considérait les organes d'une forme de gouvernement supra-démocratique comme étant « admirablement compatibles avec un renouveau de la société par ses racines ».

ronde, un accord de principe est établi sur les principales clauses du futur traité de Rapallo. On ébauche donc un programme en cinq points qui servira de base de discussion lors de la seconde phase des négociations⁹⁹ :

- 1- Renonciation réciproque aux dettes de guerre et aux réparations pour dommages militaires.
- 2- Reprise des relations diplomatiques et consulaires.
- 3- Règlement des réclamations concernant les droits des ressortissants allemands frappés par les mesures de socialisation dans des négociations ultérieures.
- 4- Application du principe de la nation la plus favorisée dans les rapports économiques et commerciaux.
- 5- « Échange de vues préalable » à tout règlement international des questions économiques intéressant les deux pays.

Si les Russes se montrent désireux de signer le traité à Berlin tout juste avant la conférence de Gênes, il en va autrement pour Rathenau. Bien que la peur de perdre la « course économique russe » avec les puissances occidentales soit présente chez lui, il refuse d'entériner cet accord par volonté de ne pas compromettre les travaux de la conférence de Gênes ainsi que les chances d'une révision du traité de Versailles¹⁰⁰. De plus, le désir de régler la question des relations avec la Russie en accord avec les puissances occidentales amène Rathenau à répondre négativement au désir des Soviétiques de voir l'Allemagne renoncer à sa participation au consortium international pour la reconstruction de la Russie. Malgré ces obstacles à la conclusion d'un accord formel entre ces deux pays mis au ban des nations

⁹⁸ Lionel Kochan, *Russia and the Weimar Republic*, Cambridge, Bowes & Bowes, 1954, pp. 49-50.

⁹⁹ Politisches Archiv des Auswärtigen Amts Bonn, Delegation Genua, Band 13., *Geheimaufzeichnung Maltzan für Rathenau*, 1^{er} avril 1922. Cité par Fritsch-Bournazel, *op. cit.*, pp. 71-72.

¹⁰⁰ Fritsch-Bournazel, *op. cit.*, p. 72; Hiden, *op. cit.*, pp. 89-90. La ligne dure adoptée par la France en 1922 fit également craindre à Wirth et à Rathenau qu'un accord entre les Alliés et la Russie sur la base de l'article 116 du traité de Versailles (annulation du traité de Brest-Litovsk et droit à la Russie de profiter des réparations) était à envisager dans un proche avenir.

européennes, Rathenau partira pour Gênes en ayant dans son jeu une possibilité supplémentaire de faire sortir l'Allemagne de l'isolement économique et diplomatique.

C) LA CONFÉRENCE DE GÈNES ET LE TRAITÉ DE RAPALLO

Premier véritable test pour sa politique étrangère, la conférence de Gênes, qui doit débiter le 10 avril 1922, crée un certain enthousiasme chez Rathenau. Dans un discours prononcé le 7 mars, il établit ses attentes à l'endroit de cette conférence qui réunira les représentants de 34 États¹⁰¹. Il voit dans celle-ci le début d'une nouvelle ère d'échanges qui verra l'Allemagne s'insérer « dans un nouveau concert des nations et qui ramènera les réparations à une somme raisonnable ». Pierre angulaire de la paix, la conférence doit donc donner la chance aux pays n'appartenant à aucune alliance d'établir de nouveaux contacts et d'exposer leurs doléances. Mais par-dessus tout, Rathenau voit là l'occasion de démontrer l'influence économique des problèmes de l'Allemagne sur l'Europe.

À une semaine du début de la conférence, Rathenau devra faire face à une toute autre réalité quand Lloyd George déclare aux Communes « que Gênes n'est pas le lieu pour discuter d'une révision quelconque du traité de Versailles »¹⁰². Les événements qui marquent les premiers jours de la conférence accentuent également le pessimisme du chef de la diplomatie allemande. À travers la « politique de Gênes », Lloyd George voulait initier un rapprochement entre les principaux joueurs sur l'échiquier politique européen et une action solidaire face aux problèmes européens¹⁰³. Les choses ne se passent toutefois pas comme prévu et dès le début, le déroulement de la conférence met en évidence le manque d'unité, de confiance envers l'Allemagne et la Russie, de leadership et de capacité conciliatrice des Alliés. En plus de voir la France s'opposer à ce que leur délégation puisse siéger

¹⁰¹ Walther Rathenau, « Rede vor dem Hauptausschuß... », pp. 19-30.

¹⁰² Fritsch-Bournazel, *op. cit.*, p. 148.

dans chaque sous-commission, droit dont s'étaient prévalués les cinq « puissances hôtes » (Belgique, Etats-Unis, France, Italie, Royaume-Uni), les Allemands sont exclus de certaines réunions informelles. Cela n'empêche pas Rathenau d'espérer améliorer les relations avec la France avant la fin du sommet¹⁰⁴.

La délégation allemande eut de nouvelles raisons de se sentir isolée lorsque le 14 avril se propagea une rumeur voulant que Français et Britanniques aient entamé des pourparlers avec la délégation russe en vue d'un accord basé sur l'article 116 du traité de Versailles. Plusieurs indices feront croire que les négociations allaient bon train et même qu'un accord séparé avait été conclu au matin du 15 avril alors qu'en réalité, les discussions s'étaient avérées infructueuses et les Soviétiques avaient craint plus que jamais qu'Allemands et Alliés signent un accord séparé¹⁰⁵. Dans ces conditions, Rathenau prêtera une oreille plus attentive au baron Ago von Maltzan, chef du département oriental à la Wilhelmstrasse et partisan de longue date d'une *Ostpolitik* active¹⁰⁶. Après une tentative avortée pour contacter les Britanniques, Rathenau ne mettra que très peu de temps pour rencontrer les Soviétiques à Rapallo et signer, le 16 avril, le traité que ces derniers avaient tenté de conclure à Berlin quelques jours plus tôt.

La signature du traité de Rapallo transformera complètement l'allure de la conférence de Gênes, la France durcissant plus que jamais ses positions et le Royaume-Uni étant poussé dans le camp de celle-ci. De ce fait, certains

¹⁰³ Krüger, *op. cit.*, p. 152.

¹⁰⁴ Kessler, *op. cit.*, pp. 326-327. Rathenau proposera à Jacques Seydoux de payer quatre ans de réparations au moyen d'un prêt afin de disposer de cette période pour trouver une solution définitive. La signature du traité de Rapallo, le 16 avril, mettra fin aux pourparlers.

¹⁰⁵ *Ibid.*, pp. 333-338. Le comte Kessler, présent à Gênes à l'invitation de Walther Rathenau, fait une remarquable description de la façon dont les rumeurs d'accord russo-allié furent interprétées dans le camp allemand. Rejetant l'adhésion à un accord sur lequel l'Allemagne n'aurait aucune influence, Rathenau aurait émis le commentaire suivant : « Cet accord avec la Russie a été fait sans nous consulter. On a arrangé un beau dîner, on ne nous a pas invités, mais on nous demande si le menu nous plaît. ».

¹⁰⁶ Létourneau, *op. cit.*, p. 214. De l'avis de plusieurs (dont Kessler), von Maltzan savait pertinemment que les négociations russo-alliées étaient vouées à l'échec. Toutefois, il aurait contribué à répandre les rumeurs de succès de celles-ci et retardé l'annonce de leur avortement à Rathenau dans le but d'accentuer le ressentiment de la délégation allemande à l'égard des Occidentaux.

projets (dont un concernant un prêt international à l'Allemagne) seront abandonnés sous l'effet de la panique et de la colère des Alliés¹⁰⁷. Malgré la tenue d'entretiens entre Lloyd George et Rathenau ainsi que la volonté de ce dernier d'inclure l'accord avec la Russie dans un grand traité européen, rien ne peut empêcher l'échec de la conférence de Gênes. Si l'absence de solutions aux grands problèmes européens est dénoncée par Rathenau dans son discours de clôture prononcé le 19 mai, celui-ci qualifie néanmoins le rapprochement germano-soviétique de « résultat historique » ainsi que de moyen par lequel « l'Allemagne espère favoriser les efforts pour la paix entre l'Est et l'Ouest »¹⁰⁸.

Fruit de l'isolement politique et moral des Allemands, de l'intransigeance française ainsi que de la déception à l'égard des Britanniques, le traité de Rapallo, outre le choc psychologique qu'il cause, ne semble pas dans l'immédiat apporter d'avantages concrets à l'Allemagne puisqu'il freine momentanément tout progrès dans les relations avec les Alliés¹⁰⁹. En contrepartie, nombreux sont les atouts que le cours des années révélera à l'Allemagne et au monde. Tout d'abord, ce traité marque un point tournant dans l'histoire de l'entre-deux-guerres dans le sens où il y a modification des rapports de force en faveur de l'Allemagne. En signant avec la Russie soviétique le premier traité qui rétablit des relations normales entre ex-belligérants, l'Allemagne montre qu'il n'est plus possible de décider de son sort sans son consentement tout en démontrant que la politique de force de Poincaré ne pouvait empêcher le Reich de briser son isolement¹¹⁰. Véritable « raccourci vers l'inévitable », Rapallo est le levier tant attendu par l'Allemagne pour exercer une influence accrue sur la scène européenne ou, du moins, pour que l'on tienne compte d'elle, qui ne doit toutefois pas être

¹⁰⁷ Dans les jours qui suivent la signature du traité de Rapallo, les réactions alliées prennent parfois des formes grotesques. Lloyd George réclame une annulation du traité tandis que Poincaré soupçonne l'existence d'une clause secrète d'assistance militaire soviétique en cas d'occupation de la Rhénanie. Kessler, *op. cit.*, p. 345.

¹⁰⁸ Walther Rathenau, « Rede vor der Vollversammlung der Genueser Konferenz vom 19. Mai 1922 », *Cannes und Genua*, pp. 51-52.

¹⁰⁹ Craig, *op. cit.*, p. 68; Mommsen, *op. cit.*, p. 123.

¹¹⁰ Fritsch-Bournazel, *op. cit.*, pp. 163-164; Kessler, *op. cit.*, p. 357.

considéré comme le signe d'une réorientation totale de la politique étrangère allemande vers l'Est¹¹¹. Loin de tourner le dos à l'Occident, Rathenau et Wirth considèrent le traité comme un message à l'effet que les Alliés devront désormais tenir compte de la capacité de l'Allemagne de poursuivre une politique indépendante malgré leurs tentatives pour en faire un objet passif de leur politique.

D) LA FIN

L'acte politique le plus important de la carrière de Walther Rathenau recevra un accueil mitigé en Allemagne. Pour la plupart des Allemands, la signature du traité de Rapallo constitue un moment fort puisqu'on y voit le début d'une nouvelle ère dans les relations avec l'ennemi d'hier. Chez les parlementaires toutefois, les critiques sont nombreuses et ce, de part et d'autre du spectre politique¹¹². Tandis qu'à gauche, on se contente de qualifier le pacte avec la Russie de « provocation inutile » à l'égard de l'Occident, la critique de la droite nationaliste prend la forme d'une campagne raciste contre le Juif qui aurait trahi l'Allemagne en s'alliant aux bolchéviques.

Dans une Allemagne où les hommes s'identifiant au régime républicain devaient assumer la responsabilité de décisions impopulaires forcées par les Alliés, où les opposants à l'exécution du traité de Versailles étaient vus comme des patriotes et où l'assassinat politique s'était institutionnalisé, la vie de Walther Rathenau ne pouvait qu'être en danger. Malgré la virulence du relent de nationalisme raciste qui mène au meurtre de Rathenau le 24 juin 1922, c'est dans les jours qui suivent la mort de celui-ci que l'Allemagne de Weimar vivra ses plus fortes manifestations d'appui à la paix et à la démocratie. Dans plusieurs grandes villes d'Allemagne, des milliers de citoyens prennent part à des processions en faveur de la République tandis qu'au Reichstag les députés nationalistes de droite se font chahuter par

¹¹¹ McKenzie, *op. cit.*, p. 116.

l'assemblée. L'Allemagne pleurerait le plus grand martyr politique du nouveau régime mais c'était trop peu trop tard : un quart de siècle serait encore nécessaire pour que d'autres hommes de paix, plus nombreux et disposant d'assises plus solides, suivent les traces et complètent l'œuvre de Rathenau.

*

* *

« La ruine de l'Allemagne, c'est la ruine de l'Europe. L'Allemagne ne réclame la pitié de personne au monde, mais elle demande la compréhension des nations dans l'unité et l'interdépendance des intérêts mondiaux. L'Allemagne demande aux peuples de la Terre la possibilité [...] de collaborer à la reconstruction commune. Une telle collaboration ne peut être obtenue sous la contrainte, mais seulement par une coopération volontaire et honnête des nations [...]. Nous, qui avec vous et en votre nom, avons la responsabilité de mener la politique du Reich, luttons de trois façons. Nous luttons pour l'existence du peuple, nous luttons pour l'intégrité et l'unité du Reich, nous luttons pour la paix et la reconstruction. Ce but nous est commun. Aucune âme en cette maison n'en est exclue. Pour cette raison, laissez-nous aussi poursuivre ce but tous ensemble »¹¹³.

Ces mots prononcés par Walther Rathenau au terme de son allocution au Reichstag du 29 mars 1922 résument l'essentiel de sa pensée en matière de politique étrangère. En dépit de la durée éphémère de sa carrière politique, Rathenau aura su triompher d'un contexte diplomatique et d'un contexte politique intérieur des plus hostiles pour parvenir à poser les jalons de la politique étrangère de la république de Weimar. Rathenau chercha avant tout à créer en Europe une situation d'interdépendance économique et de coopération politique dans laquelle l'Allemagne aurait pu retrouver la place qui lui revenait. S'il est évident qu'il ne put concrétiser ce vœu de son vivant, force nous est toutefois de constater que le chemin parcouru par la république de Weimar dans sa quête d'une personnalité politique internationale à part entière fut énorme entre 1919 et 1922. À la mort de Rathenau, l'Allemagne a

¹¹² Seul le DDP approuve entièrement le traité, ce qui ne l'empêche pas d'être ratifié par le Reichstag le 4 juillet 1922. Erdmann, *op. cit.*, p. 157.

¹¹³ Rathenau, « Reichstagsrede... », pp. 46-47.

rompu son isolement diplomatique et convaincu des voisins quelque peu condescendants de la prendre au sérieux. Mieux encore, la politique d'exécution commence à produire des dividendes et continuera ainsi à servir les successeurs de Rathenau tout au long de la décennie. Le pragmatisme, la crédibilité et la bonne volonté de Rathenau ont établi un lien de confiance avec les ennemis de la veille et tranquillement, l'Allemagne sort du gouffre.

Comme tout homme d'État, Rathenau n'a pas connu que le succès. L'avortement de l'Accord de Wiesbaden et l'incapacité de régler le dossier des relations avec la Russie en accord avec les puissances occidentales doivent être retenus comme étant les deux grandes déceptions de l'œuvre de Rathenau. Ce qu'il nous faut toutefois retenir de ces soi-disants échecs, c'est la volonté du diplomate de faire de l'intégration de l'Allemagne à la communauté des démocraties occidentales l'assise d'une nouvelle Europe interdépendante et pacifiée. En ce sens, l'europhisme de Rathenau était l'annonceur prématuré de la politique européenne d'une autre république allemande qui verra le jour suite à un autre grand « suicide européen ».

CHAPITRE II

KONRAD ADENAUER : « UN PATRIOTE QUI OPTA POUR L'OUEST »

« *Die Demokratie ist für uns eine Weltanschauung.* »

Konrad Adenauer à Neheim-Husten, le 6 mars 1946.

1) L'homme et son contexte

A) DU REICH BISMARCKIEN À L'OCCUPATION ALLIÉE

Tout comme dans le cas de Walther Rathenau, les premières pages de ce chapitre seront consacrées à un rapide survol de la vie et de la carrière politique de Konrad Adenauer avant la période qui fait l'objet de notre recherche¹. Ici encore, la connaissance des principaux jalons d'une carrière politique qui s'échelonna sur près de soixante ans s'avère nécessaire à la compréhension de l'europhisme d'Adenauer.

Konrad Adenauer est né à Cologne le 5 janvier 1876. D'origine modeste (son père, Johann Konrad, était conseiller à la chancellerie de la Cour d'appel de Cologne tandis que sa mère, Helena Scharfenberg, était la fille d'un commis de banque), le jeune Adenauer est élevé dans un milieu où la religion catholique joue un rôle central². Après des études au

¹ Il existe une multitude de bibliographies consacrées à Konrad Adenauer. La plus complète est sans doute celle écrite par Hans-Peter Schwarz, *Adenauer*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1986 et 1991, 2 vol.

² En ces années d'apogée du *Kulturkampf* bismarckien, Cologne est considérée comme le bastion du catholicisme militant en Allemagne. Dans le foyer Adenauer, les règles et rites de la religion catholique sont scrupuleusement respectés. Voir Joseph Rovin, *Konrad Adenauer*, Paris, Beauchesne, 1987, pp. 15-19.

Apostelgymnasium de Cologne (il obtient son baccalauréat en 1894), il entame ses études en droit aux universités de Freiburg (1894), Munich (1894-1895) et Bonn (1895-1897). Les années 1897 à 1901 sont consacrées à la préparation au haut service civil. De ce fait, il occupe des postes de stagiaire dans diverses cours civiles et criminelles de la région de Cologne pour finalement obtenir le droit de pratiquer en octobre 1901.

Adenauer obtient son premier emploi au Parquet de Cologne mais quitte deux ans plus tard l'administration de la justice pour entrer au service de Hermann Krausen, avocat réputé et président du groupe du Zentrum (Centre catholique) à l'Assemblée municipale. C'est grâce à ce dernier qu'il accède en 1906 à la fonction d'adjoint au maire de Cologne. Dès lors, le jeune juriste gravira de façon méthodique les échelons de l'administration municipale : nommé premier adjoint au maire en 1909 (il restera le plus jeune échevin jusqu'en 1912), il devient huit ans plus tard le plus jeune maire de l'histoire de la ville et tout cela malgré un système au sein duquel le principe de l'ancienneté prédomine³.

À 41 ans, Konrad Adenauer devient une figure de premier plan dans la vie politique allemande⁴. Les premières années du mandat d'Adenauer sont marquées par la défaite de l'Allemagne et ses conséquences sur la vie quotidienne des Rhénans. Manifestant une vive antipathie à l'égard du prussianisme centralisateur, le maire de Cologne (qui occupera aussi la fonction de président du Conseil d'État – *Staatsrat* – de la Prusse de 1921 à 1933) est rapidement séduit par l'idée d'un rapprochement avec la France. Opposé à l'annexion de la Rhénanie à la France, il propose néanmoins dès 1919 la création d'une république ouest-allemande séparée de la Prusse mais faisant partie du Reich ainsi que la création d'intérêts économiques communs entre cet État et son voisin d'outre-Rhin⁵. Malgré cet appel à la réconciliation

³ Adenauer devient alors également le plus jeune maire de Prusse.

⁴ Les maires de grandes villes rhénanes étaient élus pour une période de douze ans et disposaient, grâce à de très larges libertés municipales, de vastes possibilités d'action. Alfred Grosser, *L'Allemagne de notre temps 1945-1970*, Paris, Fayard, 1970, p. 206.

⁵ *Ibid.*, p. 207; Paul Legoll, *Konrad Adenauer et l'idée d'unification européenne. Janvier 1948 – mai 1950*, Berne, Peter Lang, 1989, p. 17.

des Allemands avec l'ennemi d'hier, Adenauer condamne de façon virulente le « Diktat de Versailles » qu'il considère comme un simulacre de paix.

À partir de 1923, la pensée européenne d'Adenauer s'enrichit d'éléments qui seront à la base de son européisme d'après 1945. En effet, il se pose en partisan de la création d'une entité économique regroupant la Rhénanie, la Westphalie, la Lorraine et le Luxembourg, la constitution d'une telle communauté d'intérêts économiques devant mener à la coopération politique⁶. Dans la même foulée, le maire de Cologne en vient à souscrire aux idées d'unification européenne du comte de Coudenhove-Kalergi, aristocrate autrichien fondateur du mouvement Pan-Europa. Bien que favorable à ce projet, Adenauer estime que sa réalisation à court terme est peu probable en raison d'une multitude de facteurs reliés à l'environnement national et international. Cela étant, il n'affiche que très sporadiquement ses idées européennes et évite de prendre part à l'action militante de Coudenhove-Kalergi⁷.

En dépit du caractère modéré de l'engagement d'Adenauer pour la cause du mouvement d'unification européenne, sa pensée est déjà marquée par la conscience de l'affaiblissement de l'Europe dans le monde, sentiment qui sera renforcé après 1945 par l'émergence des deux superpuissances. De plus, on retrouve dans les objectifs politiques du maire de Cologne des éléments qui seront à la base de la politique étrangère du premier chancelier fédéral : fin de l'occupation, ancrage de la politique étrangère allemande à l'Ouest, création d'une « Allemagne occidentale » ayant d'étroites relations économiques avec les autres pays rhénans (surtout la France) et développement de liens culturels entre les peuples de civilisation chrétienne-occidentale, tout cela avec l'objectif final de favoriser l'émergence d'une culture politique démocratique et libérale en Allemagne⁸.

⁶ Legoll, *op. cit.*, pp. 22-23.

⁷ *Ibid.*, pp. 24-26.

⁸ *Ibid.*, p. 30. Voir aussi Karl-Dietrich Erdmann, *Adenauer in der Rheinlandpolitik nach dem Ersten Weltkrieg*, Stuttgart, Klett, 1966, 386 pages.

Bien qu'ayant parfois été considéré comme candidat à la chancellerie, l'administrateur rhénan préfère se tenir à l'écart du pouvoir central et de Berlin. Membre du comité de direction du Zentrum, il s'oppose à la montée du nazisme. Prétextant de trop grandes dépenses et un soi-disant encouragement au séparatisme rhénan après 1918, les nazis destituent à leur arrivée au pouvoir celui qui présidait aux destinées de la ville de Cologne depuis plus de 15 ans. Arrêté en 1934 puis interdit de séjour à Cologne, Adenauer se retire à Rhöndorf. Bien qu'il ait évité de rejoindre les rangs de l'opposition à la dictature hitlérienne, le maire déchu est de nouveau arrêté et interné suite à l'attentat du 20 juillet 1944. Relâché en novembre, il devra attendre la fin du conflit et la chute du IIIe Reich pour briser son isolement.

B) « L'ANNÉE ZÉRO »

Lorsque le 8 mai 1945 les canons se taisent, l'Allemagne n'est plus. Pour un pays qui, quatre ans auparavant faisait trembler l'Europe et le monde, la défaite est complète. Six années de guerre auront coûté la vie à environ dix millions d'Allemands. Les villes sont complètement ravagées par les bombardements, ce qui, combiné à l'afflux de réfugiés en provenance des anciennes provinces orientales et des zones à fortes minorités germanophones d'Europe centrale et orientale, crée de graves problèmes de logement, de famine, de maladie et de criminalité. Cette situation chaotique est aggravée par la paralysie des réseaux routier et ferroviaire, des postes et des télécommunications.

Sur le plan territorial et politique, les pertes que doit subir l'Allemagne sont d'une ampleur bien plus considérable qu'en 1918-1919. Le retour aux frontières de 1937 signifie bien sûr la perte de tous les territoires annexés en Autriche, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en France, en Belgique, au Luxembourg, en Yougoslavie et en Lituanie. La perte des territoires situés à l'est de la ligne Oder-Neiße et le partage de la Prusse orientale entre la Pologne et l'URSS ampute l'Allemagne de 24% de son territoire de 1937. En plus de ces pertes territoriales sans précédent, le pays doit composer avec

l'occupation militaire des Etats-Unis, de la France, du Royaume-Uni et de l'URSS. Dépossédée de tous les attributs conférés par la souveraineté nationale, l'Allemagne devient un objet de la politique des puissances victorieuses, lesquelles appliquent chacune à sa façon le programme en quatre « D » élaboré à la conférence de Potsdam (17 juillet au 2 août 1945) : démilitarisation, dénazification, démocratisation, décentralisation.

Cependant au beau milieu de la tourmente se mettent peu à peu en place les conditions favorables à la naissance d'une nouvelle Allemagne. Une Allemagne nouvelle tant par son régime politique que dans la mentalité de ses dirigeants et de ses habitants. Tout d'abord, les différences qui se font jour entre Soviétiques et Alliés occidentaux annoncent l'éventuelle partition du pays. Alors que les premiers entament, dès la capitulation allemande, la soviétisation forcée de leur zone, les seconds assurent l'unité économique du territoire et contribuent au renouveau d'une vie politique locale assise sur des principes démocratiques⁹. La perspective d'une bipolarisation de l'Europe constitue alors le premier préalable d'un rapprochement entre l'Allemagne et l'Occident. La fin du conflit mondial entraîne également un renouveau des valeurs sociales et politiques chez les Allemands. Vraisemblablement, la guerre avait détruit le « culte des valeurs viriles et martiales si caractéristique de l'Allemagne d'autrefois » au point où on en vint à considérer ces valeurs comme étant « dangereuses et provocatrices »¹⁰. Ce rejet des valeurs militaires et patriarcales dans l'Allemagne de 1945 s'accompagne d'une perte d'intérêt pour les idéologies politiques et d'un sentiment de culpabilité à l'égard des atrocités perpétrées par le régime nazi. Cette mutation de la mentalité des Allemands qui plus jamais ne voulaient se retrouver au centre d'un conflit armé, combinée à l'émergence d'un contexte de guerre froide jouèrent un rôle important dans la création d'une conjoncture favorable à la montée d'hommes pour qui la solution aux problèmes de l'Allemagne se

⁹ Florence Gauzy, *L'exception allemande, XIXe – XXe siècle*, Paris, Armand Colin, 1998, p. 83.

¹⁰ Dennis L. Bark et David R. Gress, *Histoire de l'Allemagne depuis 1945*, Paris, Robert Laffont, 1992, p. 41.

trouvait dans l'idée d'unification européenne. Konrad Adenauer sera l'un d'eux.

2) Rompre avec le passé (1945-1949)

A) L'HOMME DE LA SITUATION

Le fait que la situation politique du pays échappe totalement à toute forme de contrôle de la part de dirigeants allemands potentiels constitue une évidence au cours des mois qui suivent la fin de la Seconde Guerre mondiale. Comme en fait foi la directive américaine JCS 1067 datée du 26 avril 1945, les Alliés occupent l'Allemagne non pas « dans l'intention de la libérer » mais, bien au contraire, « comme un État ennemi vaincu »¹¹. Tous ceux qui espéraient que l'unité du pays soit préservée perdent peu à peu leurs illusions car à mesure que le temps avance, cet objectif se détache de l'évolution de la politique mondiale que la coalition des puissances victorieuses laisse se dégrader. L'Allemagne plus que tout autre pays subit les répercussions d'un système dans lequel chacun des quatre « grands » agit selon son bon vouloir. Ceci dit, si l'Armée rouge pénètre dans le IIIe Reich avec des projets précis de bolchévisation, les Alliés occidentaux n'ont pour leur part aucun plan d'ensemble¹².

Alors que le conflit faisait encore rage, les puissances alliées avaient commencé à faire appel à certaines personnalités allemandes afin de les assister dans la gestion de cet « État allemand sans nom » et d'y poser les bases d'un renouveau sur le plan sociopolitique. Lorsqu'en mars 1945 les Américains investirent Cologne, l'ancien maire Konrad Adenauer fut appelé à reprendre ses fonctions à la tête de l'administration municipale. Si sa longue expérience en tant que maire de Cologne et président du Conseil d'État (Staatsrat) prussien lui confère une grande compétence administrative, une

¹¹ Klaus Hildebrand, *Integration und Souveränität. Die Aussenpolitik der Bundesrepublik Deutschland 1949-1982*, Bonn, Bouvier Verlag, 1991, p. 98.

habileté politique certaine et une bonne connaissance des élites allemandes, rien ne laisse présager à l'époque que cet homme maintenant âgé de 69 ans s'imposera comme représentant du peuple allemand auprès des Alliés puis comme initiateur d'une « nouvelle tradition » en matière de politique étrangère. Très peu qualifié pour les relations internationales, Adenauer est handicapé par son unilinguisme. N'ayant pratiquement jamais séjourné à l'étranger (mis à part au cours de vacances alors qu'il étudiait à Munich), il reste typiquement provincial et n'a aucune idée des problèmes et des mœurs étrangères (surtout en ce qui a trait au monde anglo-saxon).

En dépit de ce manque d'expérience des problèmes internationaux, Adenauer fera montre d'une capacité à comprendre et à s'adapter à la nouvelle situation politique de l'Europe mieux que tout autre politicien allemand à cette époque¹³. Dès 1945, il considère la partition du pays comme étant inévitable. Constatant une absence de « conception originale, cohérente et claire » du problème allemand de la part des Alliés occidentaux, celui qui devient président de la CDU¹⁴ dans la zone britannique en janvier 1946 prend position en août de la même année en faveur du regroupement des trois zones occidentales qu'il considère comme partie intégrante de l'Europe occidentale¹⁵.

Peu d'options s'offrent alors à Adenauer, qui rapidement saura s'imposer comme chef de file national. Bien que la dépendance de l'Allemagne envers l'Occident en soit le prix à payer, la réintégration au sein de la communauté internationale et la reconquête graduelle de la souveraineté sont de loin préférables à la prolongation du régime d'occupation. À travers la réalisation de cet objectif, Adenauer établit, avant même que ne soit fondée la République fédérale, les fondements de ce que Hans-Peter Schwarz

¹² Henri Brugmans, *L'idée européenne 1920-1970*, Bruges, De Tempel, 1970, p. 114.

¹³ Hans-Peter Schwarz, « Adenauer as Political Innovator », Gabriel Sheffer, ed., *Innovative Leaders in International Politics*, New-York, 1993, p. 123.

¹⁴ La CDU (Christlich-Demokratische Union) est créée le 17 juin 1945.

¹⁵ Legoll, *op. cit.*, p. 87; Hans-Peter Schwarz, « Adenauer und Europa », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, vol. 27, #4 (1979), p. 475. En raison de ses origines et de sa méfiance envers l'est du pays, Adenauer se serait même félicité de la possibilité de créer une « Allemagne rhénane ».

qualifie avec justesse de « nouvelle tradition » dans la politique étrangère allemande¹⁶. Cette nouvelle vision du rôle de l'Allemagne dans le concert des nations est d'abord fondée sur le constat à l'effet duquel l'Allemagne ne peut mener une politique étrangère que de façon restreinte. Cela étant, son but doit être de participer à « la coopération pacifique des peuples dans l'unité des nations et sur un pied d'égalité »¹⁷. Pour ce faire, il s'avère impératif pour la classe politique et aussi pour l'ensemble de la population de procéder à un rejet systématique des concepts inhérents à la conduite de la politique étrangère allemande depuis 1871 (politique de grande puissance, militarisme, primauté de la nation, guerre en tant qu'instrument ultime de politique étrangère) pour les remplacer par des notions de coopération, de fidélité aux traités et de respect des intérêts d'autrui¹⁸. Le nouvel agenda diplomatique allemand est également influencé par l'éventuelle partition du pays. En dépit de certaines hésitations et de multiples objections, Adenauer est déterminé de façon évidente à partir de juillet 1948 à créer un État ouest-allemand.

Pour le futur chancelier, il est finalement primordial que les Alliés laissent à l'Allemagne plus de liberté afin que le peuple allemand puisse se défaire des « impuretés du national-socialisme », retrouver sa place dans le cercle des nations libres et offrir tout son potentiel à l'Europe et au monde¹⁹. Son engagement en faveur de l'unification européenne lui donnera la chance d'atteindre cet objectif.

B) LA RÉVÉLATION D'UN EUROPÉISTE

Le contraste qui se développe et s'accroît entre la zone d'occupation soviétique et les zones occidentales en Allemagne au cours de la période 1945-1949 contraint les Alliés à adopter à l'égard du vaincu une politique constructive qui donne des chances à l'idée européenne de passer de l'utopie

¹⁶ Voir Schwarz, *loc. cit.*, pp. 492-508.

¹⁷ Konrad Adenauer, « Le discours de Cologne » (24 mars 1946), Rovan, *op. cit.*, p. 101.

¹⁸ Schwarz, *loc. cit.*, pp. 495-496.

¹⁹ Konrad Adenauer, « Das deutsche Volk wird wieder eintreten in der Kreis der Nationen », Felix Becker, éd., *Konrad Adenauer Reden und Gespräche 1946-1967*, Köln, Böhlau, 1998, pp. 39-40.

qu'elle constituait dans les années 1920 à un projet réaliste « d'Etats-Unis d'Europe » qui, aux dires d'Adenauer, constitue « un nouvel espoir » pour l'Allemagne et pour l'Europe²⁰. En effet, malgré le caractère rigoureux des instructions ayant trait à la dénazification et à la démilitarisation contenues dans la directive JCS 1779 du 11 juillet 1947, il était énoncé en son préambule « qu'une Europe ordonnée et prospère demande la contribution économique d'une Allemagne productive et stable »²¹. Dans une Allemagne d'après-guerre où les malheurs individuels ou collectifs étaient souvent attribués à la politique extérieure, cette ouverture des puissances victorieuses à la participation allemande au projet européen allait permettre à Konrad Adenauer de s'imposer en tant que chef de file de l'europhisme aux côtés d'hommes tels que Robert Schuman.

Convaincu que les intérêts allemands et européens sont identiques, Adenauer tient à prendre part aux diverses manifestations pro-européennes qui ont lieu dans l'après-guerre immédiat. C'est ainsi qu'après avoir adhéré au BDF (Bund Deutscher Föderalisten : Union des fédéralistes allemands)²² en novembre 1947, il fait son entrée sur la scène internationale en janvier 1948 par sa participation à la rencontre des *Nouvelles Équipes Internationales* (association de chrétiens-démocrates) à Luxembourg. Bien que cette rencontre de trois jours n'ait donné lieu qu'à des échanges de vues, elle permet néanmoins à Adenauer de s'imposer comme représentant attitré des chrétiens-démocrates européens en Allemagne et lui fournit une occasion en or de s'ouvrir aux réalités internationales. Dès lors, il jouera de plus en plus un rôle de leader d'opinion dans cette Europe se préparant à subir de profondes mutations. De ce fait, il multiplie les gestes et les déclarations démontrant son engagement dans l'œuvre de construction européenne²³.

²⁰ Konrad Adenauer, « Eine Hoffnung für Europa », Hans-Peter Schwarz, éd., *Konrad Adenauer Reden 1917-1967. Eine Auswahl*, Stuttgart, DVA, 1975, p. 127.

²¹ Grosser, *op. cit.*, p. 124.

²² Quelques mois plus tôt, Adenauer avait pourtant affirmé que la situation internationale de l'Allemagne ne se prêtait pas à la création d'une organisation structurée pour propager l'idée européenne dans le pays. Legoll, *op. cit.*, p. 97.

²³ Solidaire des autres europhistes par conviction et par sens des réalités politiques, Adenauer éprouve toutefois une attirance et une sympathie beaucoup plus fortes pour les représentants

Voulant à tout prix éviter l'émergence d'une situation dans laquelle l'un profite et l'autre se sacrifie, chose qui ne ferait que nourrir les germes d'un nouveau nationalisme, Adenauer insiste sur la nécessité à ce que l'influence de l'Allemagne sur la construction de la nouvelle Europe soit égale à celle des autres pays désireux d'y collaborer²⁴.

Bien qu'au cours de ces années la majorité des militants européens aient opté pour l'union politique, Adenauer croyait que l'économie devait servir de fondement et de ciment à l'édifice européen. Ayant réalisé plus de vingt ans auparavant que l'intégration des industries allemandes et ouest-européennes était le meilleur moyen d'établir la confiance entre l'Allemagne et ses voisins et ainsi donc, d'assurer la paix, c'est tout naturellement qu'il préconise dès 1946 l'union douanière entre l'Allemagne, la France et les pays du Benelux en tant que stade transitoire du processus d'unité de l'Europe²⁵. Les destins de ces pays étant voués à rester liés du fait qu'ils sont voisins, il était impératif d'ordonner leurs relations. L'intensification des échanges économiques avec les voisins immédiats de la partie occidentale de l'Allemagne procède donc de cette volonté de régularisation des relations interétatiques en Europe occidentale. Rapidement, Adenauer précise ses vues sur la question et va beaucoup plus loin en proposant d'imbriquer les économies de ces « pays rhénans » dans l'espoir que cette coopération donne naissance à une « Union des États d'Europe occidentale »²⁶. Ainsi donc, dix-huit mois avant que ne soit créée la C.E.C.A. (Communauté européenne du charbon et de l'acier), il suggère l'instauration d'une coopération économique permanente en Europe²⁷.

de sa génération (Churchill, Coudenhove-Kalergi, Monnet, Schuman) que pour les hommes de gauche issus de la résistance. Lagoll, *op. cit.*, p. 75.

²⁴ Legoll, *op. cit.*, pp. 185-186; Schwarz, *loc. cit.*, p. 494.

²⁵ Legoll, *op. cit.*, p. 35; Schwarz, « Adenauer as Political Innovator », p. 124.

²⁶ Legoll, *op. cit.*, p. 89.

²⁷ L'importance de l'intégration économique avec la France et le Benelux dans la politique européenne d'Adenauer avant 1950 amène l'historien Waldemar Besson à qualifier cette période de sa carrière politique de « phase rhénane ». Voir Waldemar Besson, *Die Aussenpolitik der Bundesrepublik. Erfahrungen und Maßtrabe*, München, R. Piper & Co., 1970, 473 pages.

Dans son désir de tisser des liens avec les voisins occidentaux de l'Allemagne, Konrad Adenauer porte une attention toute particulière au cas de la France. Lorsqu'il affirme dans son *Discours de Cologne* du 24 mars 1946 que « les Etats-Unis de l'Europe sont l'assurance la meilleure, la plus sûre et la plus durable pour les voisins occidentaux de l'Allemagne », c'est en grande partie à une France traumatisée par les invasions de 1870, 1914 et 1940 qu'Adenauer s'adresse²⁸. Bien qu'à cette époque l'attitude française à l'égard de l'Allemagne ne soit guère des plus encourageantes (en mars 1947, elle signe avec le Royaume-Uni un traité d'assistance mutuelle en cas d'attaque allemande), le futur chancelier espère que la définition de sa politique européenne fera changer les choses de façon favorable. Insistant sur la proximité géographique, les origines culturelles identiques et le cheminement historique similaire pour mettre en évidence l'interdépendance entre les deux pays, Adenauer annonce clairement son intention de faire des relations franco-allemandes le pivot de sa politique européenne²⁹.

L'aversion de Konrad Adenauer pour le communisme soviétique constitue un autre élément capital de sa pensée européenne. Considérant que le KPD (Parti communiste allemand) « n'est rien d'autre qu'une troupe de choc de l'impérialisme russe », Adenauer et son parti s'efforcent d'extirper d'Allemagne occidentale les racines de la dictature et à promouvoir les principes chrétiens pour faire de leur pays et de l'Europe « un bloc uni pouvant résister à l'expansion soviétique »³⁰. Une telle politique ne pouvait que l'aider à gagner l'appui d'un électorat dont la majorité préférerait la certitude de l'occidentalisation d'une partie du pays aux risques d'une soviétisation de l'Allemagne unifiée.

²⁸ Adenauer, « Le discours de Cologne », p. 103.

²⁹ Legoll, *op. cit.*, pp. 163 et 167.

³⁰ Adenauer, « Eine Hoffnung für Europa », p. 123; Legoll, *op. cit.*, p. 62.

3) Faire l'Europe (1949-1954)

A) L'ANCRAGE À L'OUEST

Dès la fin de la Première Guerre mondiale, le thème de l'Europe et de l'appartenance de l'Allemagne au monde occidental a occupé une place centrale dans la pensée politique de Konrad Adenauer. Son accession au poste de chancelier de la nouvelle République fédérale d'Allemagne en 1949 lui permettra de faire de cette pensée l'un des principes directeurs de l'action de cet État en matière de politique extérieure³¹. Poursuivant sur la même lancée qu'au cours de la période précédant la création de la République fédérale, Adenauer deviendra durant les années 1949-1954 l'un des principaux artisans de la construction européenne et ce au point où, selon les dires de Herbert Blankenhorn³², il prendra presque les commandes de l'Europe³³.

Chez Adenauer, l'idée européenne relève d'abord d'un système de valeurs communes aux peuples d'Europe occidentale. L'essentiel du territoire allemand se trouvant à l'Ouest, la nécessité première consistait dans sa conservation comme constituante de la Chrétienté occidentale, base dont la préservation devait mener à un retour naturel des régions périphériques (Europe centrale et orientale) dans le « corps commun ». Pour Adenauer, cela signifiait d'abord conserver à l'Allemagne son caractère chrétien (religieusement et culturellement) et l'amener à mériter sa place et sa dignité

³¹ La République fédérale d'Allemagne est fondée le 21 septembre 1949 et Adenauer en est élu chancelier le 15 septembre. Contrairement à la R.D.A. qui dès la formation du cabinet Grotewohl (11 octobre 1949) possède un ministère des Affaires étrangères, la R.F.A. devra attendre mars 1951 pour être autorisée à former le sien (Adenauer en sera le premier titulaire). Les dossiers ayant trait aux relations internationales sont traités par un ministère pour les Affaires du Plan Marshall, un ministère des Questions panallemandes (Gesamtdeutsche Fragen) et surtout par les puissances occupantes. Ces dernières signent au nom de l'Allemagne près de 400 accords avec plus de 70 pays et organisations internationales. Grosser, *op. cit.*, p. 519.

³² Principal conseiller d'Adenauer en matière de politique extérieure puis ambassadeur auprès de l'OTAN, au Royaume-Uni et en France.

³³ Hans-Peter Schwarz, *Konrad Adenauer. A German Politician and Statesman in a Period of War, Revolution and Reconstruction*, vol. I : *From the German Empire to the Federal Republic, 1876-1952*, Providence/Oxford, Berghahn, 1995, p. 618.

dans la famille occidentale³⁴. En termes politiques, cela devait se traduire par la volonté de faire de la R.F.A. un membre égal en droits et en devoirs d'une Europe fédérative afin qu'elle puisse contribuer à la préservation de la culture occidentale et au maintien de la paix. Ce faisant, l'Allemagne pourrait prendre position au centre d'une « digue européenne » érigée dans le but de contrer l'avancée du communisme soviétique et de la « barbarie asiatique »³⁵.

L'aversion du chancelier Adenauer pour le communisme soviétique est probablement le facteur qui joua le rôle le plus déterminant dans le choix de l'ancrage à l'Ouest de la R.F.A. en tant que priorité de sa politique étrangère. En effet, il existe dans les discours d'Adenauer portant sur l'ancrage à l'Ouest une panoplie de passages dans lesquels il insiste sur le fait que l'intégration européenne et la manifestation d'une appartenance claire au monde occidental sont les meilleurs moyens pour le pays d'éviter de tomber dans l'orbite de l'Union soviétique³⁶. Constamment, il met en garde les Allemands et les Européens contre la politique expansionniste d'une puissance qu'il ne considère pas comme étant européenne, politique qui restera inchangée tant que l'URSS ne fera pas face à un front commun des peuples d'Europe occidentale. L'épisode des « Notes de Staline » permettra à Adenauer de démontrer les dangers que comporte le neutralisme préconisé par les opposants à l'ancrage à l'Ouest dans un contexte où Moscou disposait, grâce aux divers partis communistes, de « cinquièmes colonnes » dans plusieurs États d'Europe occidentale³⁷. Pour lui, la neutralité n'était pas une garantie suffisante de sécurité puisqu'en plus de rompre l'équilibre des forces en Europe et de rendre l'intégration européenne impossible, le départ des troupes alliées souhaités par les Soviétiques risquant de favoriser

³⁴ Konrad Adenauer, « Ansprache vor dem American Committee on United Europe in New-York » (14 septembre 1951), Schwarz, éd., p. 296; Rován, *op. cit.*, pp. 45-46.

³⁵ Rován, *op. cit.*, pp. 140-141.

³⁶ À ce sujet, voir en particulier Konrad Adenauer, « Deutschlands Stellung und Aufgabe in der Welt », Rede auf dem 1. Bundesparteitag der CDU in Goslar (20 octobre 1950) et « Deutschland und der Friede in Europa », Ansprache vor den *Nouvelles Équipes Internationales* in Bad Ems (14 septembre 1951), Schwarz, éd., pp. 181-193 et 224-232.

³⁷ Le 10 mars puis le 9 avril 1952, le gouvernement soviétique proposa aux puissances occidentales un projet de réunification allemande assorti du retrait de toutes les forces étrangères et de la neutralisation du pays.

l'implantation du communisme soviétique dans la totalité du pays. Bien que cette offre ait essuyé un refus catégorique de la part du chancelier ouest-allemand et des puissances occidentales, Adenauer sut en tirer un certain profit. Exploitant la bonne réaction d'une part non-négligeable de la population allemande pour qui la réunification devait passer avant toute chose, il pressa les Alliés de respecter leurs promesses d'égalité, ce qui mènera à la signature du Traité général le 26 mai 1952³⁸.

Pour le chancelier ouest-allemand, l'idée européenne et l'ancrage à l'Ouest impliquent une redéfinition du concept de souveraineté nationale. Dans plusieurs discours d'Adenauer sur l'Europe, nous pouvons voir des références à la fin de l'ère de l'État-nation ou à la nécessité de changer l'éducation politique des peuples orientée sur l'idée de la communauté nationale comme valeur suprême³⁹. Malgré le rejet de la notion de souveraineté totale, Adenauer ne voit pas de contradiction entre les gains de souveraineté de la R.F.A. et sa participation à l'intégration européenne⁴⁰. Croyant en la fonction de l'État pour représenter un peuple et attaché à la préservation du caractère particulier des nations, Adenauer s'opposait à une intégration trop rigide. Plus fédérative que centralisatrice, celle-ci devait, selon lui, prendre la forme d'un « tuteur commun pour un développement sain, correspondant aux particularités légitimes de chaque État »⁴¹. Par conséquent, le chancelier ne tenait pas mordicus aux institutions supranationales. De plus, l'intégration se devait d'être réalisée de façon graduelle et dans un ordre « naturel et logique » : elle devait d'abord être économique, puis politique et finalement militaire. Le déclenchement de la guerre de Corée en 1950 bouleversera toutefois ces priorités.

³⁸ Bark et Gress, *op. cit.*, pp. 288-294; Peter H. Merkl, *German Foreign Policies, West & East. On the Threshold of a New European Era*, Oxford, Clío Press, 1976, pp. 85-86. Le Traité général mettait fin au régime d'occupation, reconnaissait le souveraineté de la R.F.A. dans les affaires internationales et faisait d'elle un partenaire à part entière au sein de la Communauté européenne de défense (C.E.D.).

³⁹ Adenauer, « Ansprache... », pp. 291-298.

⁴⁰ Wolfram F. Hanrieder, « The Foreign Policies of the Federal Republic of Germany, 1949-1989 », *German Studies Review*, vol. 12, #2 (mai 1989), p. 315.

⁴¹ Adenauer, *loc. cit.*, p. 295; *Mémoires*, Tome III (1956-1963), Paris, Hachette, 1969, p. 16.

Cette redéfinition du concept de souveraineté nationale est fortement influencée par le rejet du nationalisme chez Adenauer. Considérant le morcellement de l'Europe comme un anachronisme, le chancelier écrira dans ses *Mémoires* que « les États nationaux n'avaient plus d'avenir en Europe, et cela ni dans le domaine politique, ni dans le domaine économique. Aucun d'entre eux ne pouvait garantir par ses propres forces un destin assuré à son peuple »⁴². Ainsi prend forme dans l'esprit d'Adenauer un certain type de nationalisme européen. Reposant sur la prémisse en vertu de laquelle aucun État ne pouvait rivaliser avec les superpuissances, ce nationalisme exprime le vœu de constitution d'une « troisième force » économique et politique. Bien que ce projet ait pour but d'éviter que l'Europe subisse l'hégémonie des Américains et/ou des Soviétiques, Adenauer ne voit pas de contradiction entre l'intégration européenne et la coopération atlantique. La manace créée par la guerre froide contribue d'ailleurs à raffermir chez lui comme chez plusieurs autres européistes la croyance dans la nécessité du parapluie nucléaire américain (sentiment qui s'accroîtra chez Adenauer entre 1954 et 1958). Percevant l'Ouest comme une « unité idéologique », l'association d'une fédération européenne avec les États-Unis en matière de défense de ses idéaux sociaux et humains lui apparaissait comme une solution avantageuse pour l'ensemble du monde occidental⁴³.

Tout comme au cours de la période précédente que nous avons étudiée, le chancelier ouest-allemand continue à œuvrer à la création d'une « nouvelle tradition » en matière de politique étrangère allemande. Le processus d'unification européenne qui s'enclenche avec la création du Conseil de l'Europe en mai 1949 et l'adhésion de la R.F.A. deux ans plus tard fournit maintenant à Adenauer les instruments nécessaires au remplacement de la *Schaukelpolitik* bismarckienne traditionnelle (politique de bascule entre l'Est

⁴² Adenauer, *Mémoires*, Tome I (1945-1953), Paris, Hachette, 1965, p. 459. Cité dans Brugmans, *op. cit.*, p. 181.

⁴³ Martin Saeter, *The Federal Republic, Europe, and the World. Perspectives on West German Foreign Policy*, Oslo, Universitetsforlaget, 1980, p. 17.

et l'Ouest) par un nouveau concept « d'option pour l'Ouest »⁴⁴. Ceci dit, il n'est plus question pour les Allemands de rêver d'une politique étrangère totalement indépendante. En insistant sur ce changement dans la mentalité des Allemands, Adenauer double la notion de contrôle externe de celle de contrôle interne, ce qui permet la réhabilitation politique et morale d'une Allemagne devenue partenaire. De ce fait, il réussit aussi à éviter que soit conclue une entente entre les vainqueurs aux dépens de son pays, chose qui constitue sa plus grande crainte entre 1949 et 1954⁴⁵.

En cette période où la réunification du pays semblait encore du domaine du possible (surtout lors de l'épisode des notes de Staline), la politique d'ancrage à l'Ouest de Konrad Adenauer essuya de vives critiques en Allemagne. En effet, plusieurs groupes de pression (notamment ceux étant composés d'expulsés des provinces orientales et de réfugiés de la zone soviétique) se joignirent au Parti social-démocrate de Kurt Schumacher pour dénoncer son manque d'empressement à l'égard de la réunification⁴⁶. Même si une large part de la société préférerait la certitude de l'occidentalisation de la R.F.A. au risque d'une soviétisation de l'Allemagne unifiée, des données recueillies tout au long du mandat d'Adenauer démontrent qu'une part non-négligeable d'Allemands de l'Ouest (à certains moments la majorité d'entre-eux) considéraient qu'il était plus urgent de procéder à la réunification du pays qu'à la réalisation de l'unité européenne⁴⁷. Accusant ses adversaires de ne pas tenir compte du contexte de bipolarisation de l'Europe et du monde, Adenauer n'interprète pas l'ancrage à l'Ouest comme un refus de l'unité allemande, mais plutôt comme la seule option envisageable dans une situation

⁴⁴ Le préambule de la Loi fondamentale affirme la volonté du peuple allemand de servir « la paix mondiale en tant que partenaire égal dans une Europe unie ».

⁴⁵ Schwarz, « Adenauer und Europa », p. 480.

⁴⁶ Frank R. Pfetsch, *West Germany : Internal Structures and External Relations. Foreign Policy of the Federal Republic of Germany*, New-York, Praeger, 1988, p. 184.

⁴⁷ Karl W. Deutsch et Lewis J. Edinger, *Germany Rejoins the Powers. Mass Opinion, Interest Groups and Elites in Contemporary German Foreign Policy*, Stanford, Stanford University Press, 1959, pp. 25-27.

où, en raison de sa position géographique, la R.F.A. ne pouvait se détacher de l'alliance occidentale sans perturber l'équilibre du système⁴⁸.

B) VERS L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE : LA C.E.C.A.

Le projet d'une Communauté européenne du charbon et de l'acier constitue l'un des deux piliers (avec la Communauté européenne de défense) sur lesquels Konrad Adenauer comptait fonder sa politique européenne au cours des premières années d'existence de la République fédérale. Comme nous l'avons vu, le chancelier avait dès 1945 pris position en faveur de l'intrication des économies ouest-allemande, française, belge, néerlandaise et luxembourgeoise au moyen d'une structure étatique organisée sur le mode fédéral. Rappelant dans ses discours que l'Union douanière allemande (Zollverein) et les traités économiques avaient joué un rôle de premier plan dans l'unité politique allemande, Adenauer tenait à faire de l'intégration économique un instrument politique⁴⁹. C'était également pour lui un moyen de présenter les doléances allemandes au nom de l'unité européenne plutôt qu'à celui d'un nationalisme discrédité. Si l'atmosphère de la Guerre froide crée une ambiance qui rend les Américains et leurs alliés favorables à la croissance économique allemande et que la politique économique alliée (ex : Plan Marshall) vise à une libéralisation des politiques de commerce et de paiement européennes, les entraves à la reconstruction économique allemande sont en 1950 encore nombreuses et importantes : infrastructures industrielles détruites, démantelées ou soumises au contrôle allié, déficit de la balance des paiements en commerce international, investissement insuffisant, taux de chômage dépassant 10%⁵⁰.

Lorsqu'en 1951 Robert Schuman et Jean Monnet proposent la création d'un « pool » du charbon et de l'acier en Europe occidentale, le chancelier Adenauer s'enthousiasme rapidement pour ce projet et pour cause : celui-ci

⁴⁸ Renata Fritsch-Bournazel, *L'Allemagne un enjeu pour l'Europe*, Bruxelles, Complexe, 1987, p. 109; Schwarz, *loc. cit.*, pp. 502 et 510.

⁴⁹ Legoll, *op. cit.*, p. 233.

comporte des clauses visant la suppression du contrôle des industries du bassin de la Ruhr et des restrictions sur l'acier. En bref, c'est pour la R.F.A. l'occasion de faire un pas de plus vers la souveraineté⁵¹. Qui plus est, les négociations qui mènent à l'entrée en vigueur du traité (25 juillet 1952) auront mis la R.F.A. sur un pied d'égalité avec ses partenaires sur le plan du protocole. Pour les Alliés occidentaux toutefois, la C.E.C.A., reliée au contexte de la guerre de Corée et du réarmement possible de la R.F.A., est un moyen d'exploiter le potentiel industriel et militaire allemand tout en le contrôlant. Initialement, Adenauer aurait voulu que le nombre de votes à l'assemblée parlementaire soit proportionnel à la production de chaque État, mais connaissant la peur d'une domination allemande éprouvée par les Français (avec lesquels il voulait d'abord réaliser seul à seul la C.E.C.A. pour ensuite y incorporer les pays du Benelux), il dut accepter la proposition de Jean Monnet voulant que la France et la R.F.A. disposent du même nombre de votes⁵².

En étroite relation avec le débat sur la C.E.C.A. se déroule au cours de la même période celui portant sur le statut politique et économique de la Sarre. Liée économiquement à la France, celle-ci avait vu ses mines de charbon placées sous séquestre dès la fin du conflit. Bien qu'au moment où la R.F.A. fut créée son chancelier considère la Sarre comme une partie intégrante du territoire national (il reconnaît encore les frontières de 1937), celui-ci en vient à accepter la solution « d'eupéanisation » du territoire que propose Robert Schuman puisque la position internationale du pays ne l'habilitait pas à revendiquer ce territoire⁵³. Malgré son désir de contribuer à l'édification de ce véritable « laboratoire de l'Europe », Adenauer rejette l'idée voulant que la Sarre se voit attribuer un statut autonome au Conseil de

⁵⁰ Graeme P. Auton et Wolfram F. Hanrieder, *The Foreign Policies of West Germany, France and Britain*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1980, pp. 30-31.

⁵¹ Si l'avantage politique de l'égalité est une raison pour appuyer la C.E.C.A., la CDU l'appuie aussi pour des motifs de doctrine économique et d'avantages industriels (victoire de la libre-entreprise sur la planification économique et les cartels). Ernest B. Haas, *The Uniting of Europe. Political, Social and Economic Forces 1950-1957*, Stanford, Stanford University Press, 1968, p. 129.

⁵² Schwarz, *Konrad Adenauer. A German Politician...*, p. 609.

l'Europe, la constitution d'États-nains allant à l'encontre du processus d'abolition des frontières.

C) RÊVE ET AVORTEMENT DE LA C.E.D.

Le réarmement de la R.F.A. doit être considéré comme l'une des clés de l'atteinte des objectifs politiques de Konrad Adenauer au cours des années 1949 à 1954. À peine cinq ans après la chute du III^e Reich, le déclenchement de la guerre de Corée, qui survient dans un contexte d'affrontement Est-Ouest, donne l'occasion à Adenauer d'offrir l'aide de son pays aux Occidentaux. Dans les semaines qui suivirent le début des hostilités (25 juin 1950), Winston Churchill proposa au Conseil de l'Europe la création d'une armée de coalition à laquelle l'Allemagne serait associée, tandis que les Américains demandèrent à leurs alliés de donner leur accord à l'intégration de contingents allemands au sein de l'OTAN sans qu'il y ait pour autant création d'une armée nationale (plan Spofford). Effrayé par la perspective d'une renaissance du militarisme allemand, Adenauer manifeste quelques réticences envers ces projets. Opposé au départ à la formation d'une armée nationale, il finit par accepter l'idée d'une armée européenne⁵⁴. À l'occasion du dépôt de deux mémorandums adressés le 31 août 1950 aux puissances occidentales, le chancelier se montre disposé à fournir un contingent à une armée européenne en échange de quoi il espère une révision du statut d'occupation, l'acquisition de la souveraineté et la fin de l'état de guerre⁵⁵. À travers le réarmement allemand, le chancelier recherche donc à la fois la sécurité et l'égalité.

Lorsqu'en février 1951 le ministre français des Affaires étrangères René Pleven entama avec Adenauer des négociations sur l'éventuelle participation allemande à son projet de Communauté européenne de défense (C.E.D.), le chancelier fédéral en fit rapidement l'un de ses chevaux de

⁵³ Legoll, *op. cit.*, pp. 205-210.

⁵⁴ Adenauer, « Deutschlands Stellung... », pp. 188-189.

⁵⁵ Alfred Wahl, *Histoire de la République fédérale d'Allemagne*, Paris, Armand Colin, 1993, pp. 36-37.

bataille dans la quête de souveraineté de la R.F.A. C'est d'ailleurs à l'occasion des négociations sur la C.E.D. que la République fédérale fut autorisée à former un ministère des Affaires étrangères (6 mars 1951). L'armée européenne, qui devait être édifée sur le modèle de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (Haute autorité de neuf membres, Conseil des ministres, assemblée parlementaire et cour), apparut aux yeux d'Adenauer comme un gage de sécurité en cas de désengagement américain en Europe⁵⁶. Outre le scepticisme anglo-américain sur la capacité opérationnelle d'une armée européenne et la réticence du président Eisenhower à faire des concessions politiques à la R.F.A., l'indécision française résultant d'une contradiction entre la phobie du revanchisme allemand et le désir de se protéger contre une éventuelle agression soviétique caractérisa les négociations en vue de la signature du traité sur la C.E.D..

Né du désir de rendre la participation allemande à la défense européenne acceptable aux yeux des Français, le projet de la C.E.D. fut néanmoins rejeté par l'Assemblée nationale française le 30 août 1954 suite à des pourparlers entre Allemands, Américains et Britanniques visant à y renforcer la position de la R.F.A.. Cet échec fut ressenti par Adenauer comme un échec du fédéralisme européen, la C.E.D. n'ayant pour lui de sens que si elle est une étape vers l'Europe fédérale des Six. Malgré cette décevante tournure des événements, il eut la satisfaction de voir les traités de Paris (19-23 octobre 1954) consacrer le statut d'État indépendant de la R.F.A. sur le plan international ainsi que son droit à reconstituer sa propre armée et à devenir membre de l'OTAN. Selon Marion Dönhoff, Adenauer aurait toujours désiré l'admission de la RFA dans l'OTAN et conféré à l'option de la C.E.D. un caractère intérimaire (il avait d'ailleurs proposé en février 1952 l'intégration de la C.E.D. au sein de l'OTAN)⁵⁷. Toutefois, l'échec de la C.E.D. et l'admission de la R.F.A. dans l'OTAN favoriseront un

⁵⁶ Schwarz, *op. cit.*, pp. 624-625.

⁵⁷ Marion Dönhoff, *Foe into Friend. The Makers of the New Germany from Konrad Adenauer to Helmut Schmidt*, New-York, St. Martin's Press, 1982, p. 50.

rapprochement avec les Etats-Unis tout en freinant l'intégration si chère au chancelier fédéral.

4) Dans l'œil de l'Aigle

A) L'ADMISSION DANS L'OTAN

Bien que l'admission de la R.F.A. dans l'OTAN et le rapprochement avec la superpuissance américaine soient les faits saillants du milieu des années 1950, un autre événement contribue à améliorer la position de la République fédérale sur la scène internationale et, de ce fait, à augmenter le prestige du chancelier Adenauer : la signature du traité de Rome (25 mars 1957) et la création de la Communauté économique européenne (C.E.E.), étape de l'intégration à l'égard de laquelle Adenauer nourrit de grands espoirs⁵⁸.

Suite à l'échec de la C.E.D. en 1954, l'accentuation de l'intégration économique apparut aux yeux de plusieurs comme l'instrument de l'heure pour la réalisation de l'unité européenne. L'économie allemande étant en 1957 assez compétitive (surtout dans le cas des produits industriels) pour profiter pleinement des avantages du libre-échange, Adenauer percevait l'établissement d'une tarification commune pour les produits agricoles et industriels sur douze ans comme un moyen de favoriser la progression du dossier de la réunification en raison de la compatibilité entre reconstruction économique et reconstruction politique⁵⁹. De plus, le chancelier voyait dans la C.E.E. un autre moyen d'ancrer le pays à l'Ouest tout en représentant une alternative à un arrangement entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur le statu quo en Allemagne. Malgré l'impossibilité de conclure les ententes que

⁵⁸ Le traité de Rome est signé par les six membres de la C.E.C.A. (R.F.A., France, Italie, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg). En vertu de ce traité, les barrières tarifères entre les signataires devaient être abolies et une tarification douanière commune devait être adoptée pour les relations commerciales avec les États non membres.

⁵⁹ Auton et Hanrieder, *op. cit.*, p. 32.

désiraient les industriels allemands sur le libre-échange avec les non-membres, cette nouvelle étape de l'intégration européenne fera franchir un pas important à la politique européenne d'Adenauer et les gains à long terme réalisés par la R.F.A. s'avéreront substantiels⁶⁰.

D'une façon qui peut paraître quelque peu paradoxale, l'instauration du Marché commun se réalise en parallèle avec une intensification des relations germano-américaines. Toujours effrayé par la perspective d'une tentative d'expansion du bloc communiste (surtout après l'intervention soviétique en Hongrie en 1956), Konrad Adenauer se fait l'avocat de la coopération atlantique. Cela signifie donc que pour le chancelier ouest-allemand, l'option Europe est inséparable de l'option Atlantique. Croyant que sans l'appui que les Etats-Unis avaient donné à tous les projets relatifs à l'union européenne, l'Europe aurait été progressivement engagée dans l'orbite de l'Union soviétique, il n'hésite pas à affirmer que la direction du « monde libre » doit être confiée aux États-Unis⁶¹. Cela ne veut pas dire pour autant que le chancelier ait été prêt à voir la R.F.A. et l'Europe s'engager de façon inconditionnelle à suivre les grandes lignes de la politique mondiale américaine. Adenauer compte plutôt sur la force des liens transatlantiques pour promouvoir une « auto-affirmation réussie de l'Europe » (*erfolgreiche Selbstbehauptung Europas*) qui s'effectuerait dans le cadre d'un système atlantique formé de deux sous-ensembles (Amérique du Nord et Europe)⁶². Cela dit, en dépit des progrès effectués sur le chemin de l'unification, l'Europe est, dans l'optique d'Adenauer, vouée à poursuivre son évolution en étroite symbiose avec la puissance américaine et ce, tant que la division idéologique du continent et du monde restera insurmontable.

D'un certain point de vue, force est d'admettre que la coopération atlantique et l'intensification des relations avec la superpuissance d'outre-mer

⁶⁰ *Ibid.*, p. 33.

⁶¹ Konrad Adenauer, « Die Selbstbehauptung Europas » Rede bei der ersten Tagung der « Europäischen Kulturstiftung » in Amsterdam (23 novembre 1957), Schwarz, éd., p. 375; « Die Beseitigung der west-östlichen Spannung ist Voraussetzung für die Wiedervereinigung », Becker, éd., p. 119.

⁶² Adenauer, « Die Selbstbehauptung Europas », p. 377.

constituaient plus des obligations que des choix dont Adenauer était entièrement maître. En effet, le système bipolaire et le fragile équilibre des forces qui le caractérisait faisaient en sorte que le chancelier ouest-allemand ne pouvait prendre d'initiative politique majeure sans l'accord des Etats-Unis. Même si le rapprochement germano-américain contribuait à affermir la division de l'Allemagne, celui-ci resta un sacrifice auquel Bonn consentit afin d'acquérir le statut de partenaire indispensable⁶³. D'ailleurs, les avantages inhérents à une telle politique étaient tels que le fait de s'en priver aurait pu s'avérer fort préjudiciable pour la République fédérale. Tout d'abord, la R.F.A. se devait de garder la faveur d'une puissance qui avait, depuis 1945, fait preuve d'une rare générosité à l'égard d'un vaincu en lui assurant protection militaire, avantages économiques et soutien dans le dossier de la réunification. La R.F.A. se trouvant littéralement sur le *Limes* de l'Occident, donc dans une situation fort peu enviable advenant une attaque menée par les forces du Pacte de Varsovie, il lui était impératif de pouvoir jouir du parapluie nucléaire américain.

B) LA DOCTRINE HALLSTEIN

Dans ses efforts pour faire de la R.F.A. un partenaire indispensable de l'Occident, Konrad Adenauer promeut nécessairement une politique d'opposition à l'Est. Un peu à la façon dont Bismarck puis l'empereur Guillaume II avaient fait de la crainte du revanchisme français un élément apte à rallier les sujets de l'empire derrière les artisans de la diplomatie du *Ile Reich*, le chancelier fédéral tire profit de la menace communiste pour en faire un ennemi contre lequel les citoyens de la R.F.A. et de ses partenaires occidentaux doivent faire front commun. Refusant de se résigner à l'existence du bloc soviétique et à la partition de l'Allemagne, Adenauer croit que la « force tranquille » du monde libre et les contradictions du système communiste (qu'il déteste autant que le régime nazi) seront plus efficaces que le nationalisme pour le disloquer, d'autant plus qu'un fort ressentiment anti-

⁶³ Hanrieder, *loc. cit.*, p. 317.

allemand anime au lendemain de la Seconde Guerre mondiale les peuples d'Europe centrale et orientale⁶⁴.

L'existence de la R.D.A. constitue le principal obstacle à la normalisation des relations avec les pays situés à l'est du rideau de fer. Refusant de reconnaître le statut d'État souverain de l'ancienne zone d'occupation soviétique, Adenauer fait de la « doctrine Hallstein »⁶⁵ la position officielle de la R.F.A. en matière de politique extérieure à l'égard des pays d'obédience communiste. Cette politique, initiée en 1955 suite au voyage d'Adenauer à Moscou, stipule que l'établissement par tout autre État que l'Union soviétique de relations diplomatiques avec la R.D.A. « serait considéré comme un geste inamical par la République fédérale, puisqu'il contribuerait à accentuer la division de l'Allemagne »⁶⁶. Rapidement, celle-ci perdra toute souplesse et prendra la forme simpliste de la rupture des relations diplomatiques avec quiconque reconnaît la R.D.A. et de l'absence de relations avec ceux qui la reconnaissent déjà. Contrairement à la politique de coopération avec l'Ouest, la politique de confrontation avec l'Est, qu'Adenauer souhaitait voir suivre par ses alliés, ne connaîtra pour ainsi dire aucun succès et ne fera qu'élargir le fossé entre les deux Allemagnes. Ses demandes exigeantes (ex : frontières de 1937, appartenance à l'OTAN d'une Allemagne réunifiée) réduiront, quant à elles, à néant toute chance d'obtenir des concessions de la part de l'URSS et de ses satellites, lesquels reconnaitront tour à tour la R.D.A.⁶⁷.

L'obstination avec laquelle le chancelier Adenauer poursuit une « politique de force » qu'il voudrait bien voir adoptée par les Etats-Unis et ses autres alliés occidentaux contribuera à une progressive détérioration des rapports germano-américains. À partir de 1957, la politique que préconise

⁶⁴ Joseph Rovin, « L'héritage de Konrad Adenauer », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, vol. 21, #3 (juillet-septembre 1989), pp. 313-314.

⁶⁵ La doctrine Hallstein, bien qu'elle porte le nom du vice-ministre des Affaires étrangères Walther Hallstein, est initialement fondée sur un mémorandum de Wilhelm Grewe, professeur de droit et directeur des Affaires politiques à la Koblenzerstraße.

⁶⁶ Grosser, *op. cit.*, p. 566.

⁶⁷ John K. Sowden, *The German Question, 1945-1973. Continuity in Change*, London, Bradford University Press, 1975, p. 255.

Adenauer à l'égard du bloc communiste devient peu à peu incompatible avec les mutations du système international qui amenaient les autres puissances à adopter une politique de détente⁶⁸. Dès lors, le chancelier ne cessera de presser les Occidentaux à rester fermes face à l'Est, attitude qui est sans doute motivée par la crainte de voir les deux superpuissances parvenir à un accord au sujet du statut de l'Allemagne. Outre le refus de faire des concessions et le rejet du statu quo par Adenauer, les changements dans l'administration et la diplomatie américaines influenceront sur la qualité des rapports entre les Etats-Unis et leur partenaire ouest-allemand. Si les relations avec l'administration Eisenhower étaient restées cordiales (surtout avant la mort du secrétaire d'État John Foster Dulles⁶⁹ survenue en 1959), il en sera tout autrement dans le cas de John F. Kennedy, lequel appartient à une génération pour laquelle le « vieil homme » ne ressent que très peu d'affinités⁷⁰. Cette nouvelle tiédeur dans les relations germano-américaines favorisera au tournant de la décennie le rapprochement avec la France.

5) La réconciliation franco-allemande (1958-1963)

A) L'ATTRAIT DU « DÉFI GAULLISTE »

Durant les années qui suivirent la fin de la Seconde Guerre mondiale, la France fut sans doute parmi les puissances occidentales celle qui se montra la plus méfiante à l'égard de l'Allemagne. Cela étant, la réconciliation avec le voisin d'outre-Rhin occupe une place de première importance dans la politique extérieure du premier chancelier fédéral. Pour Konrad Adenauer, l'héritage carolingien qu'avaient en commun les descendants des Teutons et des Francs devait servir de base à l'idée d'une Europe fédérée fondée sur le tandem franco-allemand afin de créer une troisième grande force mondiale.

⁶⁸ Pfetsch, *op. cit.*, p. 188.

⁶⁹ Farouche opposant au communisme, Dulles fut sans doute avec de Gaulle le partenaire étranger dont Adenauer se sentit le plus proche.

⁷⁰ Hiscocks, *op. cit.*, pp. 268-269.

Qui plus est, en tant que Rhénan, Adenauer se sentait plus proche des voisins occidentaux de l'Allemagne que des Allemands de l'Est⁷¹.

Bien que cette affinité culturelle ressentie par Adenauer ait joué un rôle appréciable dans le désir de rapprochement franco-allemand, c'est principalement pour des motifs d'intérêt politique que le chancelier ouest-allemand sera amené à donner une importance croissante à un partenariat qu'il viendra à considérer comme un préalable non seulement à une politique de coopération européenne, mais aussi à la paix en Europe et dans le monde⁷². Du côté français, si la Guerre froide avait poussé une grande partie de la population et des décideurs à accepter le partenariat avec la nouvelle Allemagne occidentale, c'est maintenant le désir de se défaire de la tutelle américaine et de mener une action plus indépendante sur la scène internationale qui amène le président de la Ve République Charles de Gaulle à promouvoir un renforcement des liens avec la République fédérale.

Le rapprochement avec la France doit donc être relié au contexte de la prise de distances d'Adenauer à l'égard des Etats-Unis, laquelle donnera lieu à un dilemme quant au choix entre les options gaulliste et atlantiste qui se perpétuera après son départ en 1963. Plus confiant dans la « force de frappe » autonome française que dans la « réponse flexible » américaine, Adenauer espère tirer profit avec de Gaulle d'une crainte commune des superpuissances⁷³. Le fait que de Gaulle soit le seul chef d'État occidental qui ait toujours refusé de faire des concessions à Moscou au sujet de Berlin et de l'unification allemande, son besoin d'un appui d'Adenauer pour contrer l'hégémonie des superpuissances ainsi que le désengagement américain en Europe qui se précise en 1962 poussent le chancelier ouest-allemand à rechercher l'institutionnalisation de ses liens privilégiés avec de Gaulle, quitte

⁷¹ Terence Prittie, *The Velvet Chancellors. A History of Post-War Germany*, London, Frederick Muller Limited, 1979, p. 50.

⁷² Kurt Sontheimer, *The Government and Politics of West-Germany*, London, Hutchinson University Library, 1972, p. 179 ; Konrad Adenauer, « Tischrede in der Prefektür von Reims beim Staatsbesuch in Frankreich » (8 juillet 1962), Schwarz, éd., p. 442.

⁷³ Merkl, *op. cit.*, pp. 104-106.

à ce que la construction de l'Europe soit marquée par une certaine forme d'hégémonie française⁷⁴.

Bien qu'en cette période de détente l'image d'une Europe fidèle et subordonnée aux Etats-Unis commence à faire place à celle d'une « troisième force » plus indépendante et que le chancelier ouest-allemand désapprouve la nouvelle doctrine stratégique américaine, ce dernier fait preuve de la plus grande prudence quant à l'appartenance de la R.F.A. à l'Alliance atlantique. En effet, pour une majorité d'Allemands de l'Ouest, l'idée de rapprochement avec la France se heurte au besoin de protection américaine. Cela étant, on ne croit pas alors qu'une entente franco-allemande puisse substituer sa garantie à celle de la présence américaine en sol allemand et de l'appartenance du pays à l'OTAN⁷⁵. Puisque la situation internationale est encore trop défavorable pour l'élaboration et la concrétisation d'un concept d'alternative européenne à l'hégémonie américaine, Konrad Adenauer, en dépit de ses différends avec l'administration Kennedy et sa sympathie pour les conceptions de Charles de Gaulle en matière de politique internationale, continue de croire qu'il est du devoir des Etats-Unis de garder « la conduite de la défense du monde libre »⁷⁶.

B) L'INSTITUTIONNALISATION DES LIENS : LE TRAITÉ DE L'ÉLYSÉE

Le problème de la Sarre avait constitué un premier test pour les relations franco-allemandes et pour leur potentiel à servir de base à une coopération économique impliquant d'autres pays d'Europe occidentale. En 1947, ce territoire allemand avait été lié économiquement à la France et ses mines de charbon placées sous séquestre. C'est sous l'impulsion de Konrad

⁷⁴ Wahl, *op. cit.*, p. 76. Après les discussions de Camp David entre le président américain Eisenhower et le Premier ministre britannique MacMillan (1960), Adenauer affirme que « ces anglo-saxons doivent réaliser qu'ils ne peuvent plus mener le continent. L'Allemagne et la France sont les leaders du continent. » Hiscocks, *op. cit.*, p. 276; Marion Dönhoff, *Die Bundesrepublik in der Ära Adenauer*, Hamburg, Rowohlt, 1963, p. 134.

⁷⁵ Rovan, *Konrad Adenauer*, pp. 61-62.

Adenauer et du ministre français des Affaires étrangères Robert Schuman que fut attribué à la Sarre un statut autonome et un siège au Conseil de l'Europe en vue d'une éventuelle « européanisation » du territoire. Cependant, le rejet de toute solution de compromis par les Sarrois provoqua la tenue d'un référendum en 1955 qui mena en 1957 au rattachement politique de la Sarre à la R.F.A. Malgré cette tentative avortée de donner naissance à l'embryon d'une Europe sans frontières, les relations franco-allemandes s'intensifièrent, surtout suite à l'arrivée au pouvoir du général Charles de Gaulle en 1958.

Beaucoup plus que dans tout autre cas, la relation personnelle établie entre le chancelier fédéral et le président de la République jouera un rôle prépondérant dans la réconciliation entre la R.F.A. et son principal voisin puis dans l'institutionnalisation de la coopération entre deux rivaux de longue date. Bien qu'à l'arrivée au pouvoir de Charles de Gaulle, Adenauer ait ressenti quelques inquiétudes en raison de certaines prises de position hostiles à l'Allemagne et à l'idée d'unification européenne de la part du général, il est rapidement convaincu de trouver en la personne du chef de l'État français quelqu'un avec qui le dialogue s'établira sous le signe de la compréhension⁷⁷. Même si de Gaulle ne peut en quelques années effacer le souvenir d'un siècle d'antagonisme franco-allemand, il réussit rapidement à donner à la politique étrangère française une nouvelle direction qui n'est pas sans plaire à Adenauer qui, tout autant que le président français, redoute de voir la politique des superpuissances nuire au rayonnement international de son pays⁷⁸. La première rencontre entre ces deux hommes issus de la même génération (à Colombey-les-Deux-Églises, le 14 septembre 1958) sera d'ailleurs suivie par la conclusion d'un accord implicite en vertu duquel la R.F.A. se montrait compréhensive à l'égard de l'action indépendante de la France sur la scène internationale (et particulièrement envers l'Alliance

⁷⁶ Schwarz, « Adenauer und Europa », p. 487; Konrad Adenauer, « Tischrede beim Essen zu Ehren von Präsident Kennedy beim Staatsbesuch in der Bundesrepublik Deutschland » (23 juin 1963), Schwarz, éd., p. 449.

⁷⁷ Hiscocks, *op. cit.*, pp. 273-274.

⁷⁸ Schwarz, *loc. cit.*, p. 486.

atlantique), tandis que la France assurait son soutien à la République fédérale dans son *Ostpolitik*⁷⁹.

Adenauer se montre ouvert à toutes sortes d'approches en matière de relations franco-allemandes. Celle qu'il privilégie consiste en un renforcement de la coopération franco-allemande dans le cadre de l'Europe des Six. Par la force des choses (échec du plan Fouchet⁸⁰ puis d'un projet d'entente trilatérale entre la R.F.A., l'Italie et la France), il en viendra à opter pour l'organisation bilatérale⁸¹. Les rencontres bilatérales entre le chancelier fédéral et le président de la République ainsi qu'entre leurs ministres des Affaires étrangères et les divers accords franco-allemands conclus jusqu'en 1963 sont donc des acquis qu'Adenauer tint à sauvegarder de façon contractuelle au point d'insister pour qu'un véritable traité (ce sera le traité de l'Élysée) soit signé⁸². Ces accords seront d'ailleurs à la base des conférences des ministres des Affaires étrangères du Conseil de l'Europe. En signant le traité de l'Élysée (22 janvier 1963), Adenauer s'attire toutefois des critiques à l'effet que ce geste marquerait une caution du chancelier à l'égard du rejet par de Gaulle de la candidature du Royaume-Uni pour l'admission au sein de l'Union européenne⁸³. Cependant, la signature du traité franco-allemand s'accompagne d'un geste visant à confirmer l'engagement inconditionnel de la R.F.A. au sein de l'OTAN puisque au moment de sa ratification (16 mai 1963), le Bundestag y ajoute un préambule stipulant que le traité ne devait pas porter entrave à la participation à l'Alliance atlantique. De ce fait, démonstration était faite du caractère indispensable de chacun des deux grands partenaires de la R.F.A..

⁷⁹ Grosser, *op. cit.*, p. 554.

⁸⁰ Le plan Fouchet (du nom de l'ambassadeur de France à Copenhague) était un projet d'union politique des Six prévoyant une politique étrangère et de défense commune. Le plan fut rejeté en octobre 1961.

⁸¹ Schwarz, « Adenauer as Political Innovator », p. 125.

⁸² François-Georges Dreyfus, « Les relations franco-allemandes », Henri Ménudier, dir., *La République fédérale d'Allemagne dans les relations internationales*, Bruxelles, Complexe, 1990, p. 55.

*
* *
*

Si aujourd'hui l'Allemagne unifiée est considérée comme un pilier d'une Europe sur la voie de l'unification et comme l'une des puissances les plus influentes d'Occident, elle le doit en grande partie à Konrad Adenauer. Par son action prudente mais néanmoins caractérisée par un constant rejet du statu quo, le premier chancelier fédéral sut susciter la confiance des Alliés occidentaux au point où à peine dix ans après la défaite de 1945, la R.F.A. était devenue membre à part entière de l'Alliance atlantique et, qui plus est, avec un rôle de premier plan.

Si l'ancrage de la R.F.A. à l'Ouest joua un rôle majeur dans la politique européenne d'Adenauer, l'établissement de liens privilégiés avec la France, pays où les années 1870, 1914 et 1940 avaient laissé des taches indélébiles dans la mémoire collective, fut sans doute l'aspect de la construction européenne qui lui tint le plus à cœur. Les accords conclus avec le voisin d'outre-Rhin donneront naissance au fameux tandem franco-allemand qui aujourd'hui tend à assumer le leadership de l'Union européenne.

Comme tout homme d'État, Konrad Adenauer essuya la critique de ses compatriotes. Tantôt accusé de se plier aux volontés des Alliés occidentaux, tantôt blâmé pour la sourde oreille faite aux propositions d'unification allemande des Soviétiques, le « vieil homme » vit à plusieurs reprises le peuple allemand douter de sa volonté de faire passer les intérêts nationaux en tête de ses priorités. Bien au contraire, en se servant de l'ancrage à l'Ouest et de l'intégration européenne pour provoquer une mutation radicale dans la mentalité des Allemands, Konrad Adenauer ne pouvait mieux préparer son peuple pour le grand défi de la réunification, méritant ainsi de plein droit le qualificatif de « patriote qui opta pour l'Ouest ».

⁸³ Hiscocks, *op. cit.*, p. 281.

CHAPITRE III

UNE CONTINUITÉ DANS DES CONTEXTES DIFFÉRENTS

« The patients need neither drugs nor surgery, but healthy and natural surroundings in which they can exert their own recuperative powers. »

John Maynard Keynes, *A Revision of the Treaty Being a Sequel to the Economic Consequences of the Peace* (1922).

Bien que Walther Rathenau et Konrad Adenauer aient suivi deux parcours distincts et dirigé la diplomatie allemande sous deux régimes et, de ce fait, dans deux contextes fort différents, il nous est possible de cerner plusieurs éléments de continuité dans la pensée européenne des deux hommes. Ce troisième et dernier chapitre sera donc celui dans le cadre duquel nous puiserons les réponses à la question centrale du mémoire et confirmerons les hypothèses qui en découlent en nous livrant à une comparaison de l'europhisme de Rathenau et d'Adenauer. Pour ce faire, nous nous pencherons sur six thèmes qui occupèrent une place importante dans le discours et l'action politique de ceux-ci. Dans l'ordre, nous aborderons la quête de confiance des puissances occidentales, l'intégration européenne, la place de l'Allemagne dans l'Europe, l'existence d'une Allemagne forte en tant que condition à la stabilité politique en Europe, les relations franco-allemandes et, finalement, l'Ostpolitik.

1) L'Allemagne : une démocratie occidentale

Le caractère prioritaire chez les deux hommes de la nécessité pour l'Allemagne de regagner la confiance des puissances occidentales au lendemain des deux conflits mondiaux constitue le principal point sur lequel leur pensée politique se rejoint. En effet, leur politique européenne avait pour principal objectif la réconciliation de l'Allemagne avec la démocratie et l'Occident ainsi que la recherche avec lui d'intérêts convergents. Pour ce faire, l'un comme l'autre ont opté pour le pragmatisme des vaincus et la négociation dans l'espoir de voir les puissances victorieuses faire preuve de modération dans leur politique à l'égard de l'Allemagne. Dans leurs négociations avec celles-ci, Rathenau et Adenauer insistèrent donc sur le fait que la démocratie allemande était bien vivante et qu'il fallait la protéger contre les courants réactionnaires, qu'ils soient de type conservateur ou bolchevique.

L'*Erfüllungspolitik* (politique d'exécution) fut le principal moyen privilégié par Walther Rathenau pour convaincre l'ennemi d'hier de la bonne volonté de l'Allemagne weimarienne à remplir ses obligations envers ses voisins et à s'engager sur la voie de la démocratisation. Comme nous l'avons vu au premier chapitre, les objectifs de cette politique d'exécution étaient multiples, le principal étant de démontrer que le montant trop élevé des réparations empêchait l'Allemagne de respecter les demandes des Alliés. Pour Rathenau, la dette de l'Allemagne à l'égard de ses anciens ennemis devait prendre la forme d'un tribut dont l'acquittement constituait à l'époque une condition *sine qua non* de la consolidation de la paix en Europe¹. En plus du paiement des réparations fixées par les termes du traité de Versailles, l'Allemagne devait se livrer à un désarmement qui, espérait Rathenau,

¹ Walther Rathenau, « Rede vor dem Hauptschuß des Reichstages vom 7. März 1922 », *Cannes und Genua. Vier Reden zum Reparationsproblem*, Berlin, S. Fischer Verlag, 1922, p. 27.

initierait une démilitarisation généralisée du continent². En préconisant le respect de ces engagements par le gouvernement allemand, Rathenau tentait manifestement de jouer la carte de la conciliation de certains pays qu'il croyait ou savait disposés à soutenir l'intégration de son pays dans le cercle des démocraties occidentales (ex : Royaume-Uni, Etats-Unis). Ce faisant, le diplomate allemand cherchait à obtenir des prêts de la part des puissances capitalistes afin d'alléger le fardeau financier de la jeune république³.

Bien que dans ses discours et sa correspondance Rathenau insiste régulièrement sur le fait qu'une variante allemande de la démocratie libérale occidentale était en train de renaître en la république de Weimar, il se retrouvera, comme la majorité des hommes de paix de son époque, isolé autant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Allemagne. En effet, la politique de coopération préconisée par Rathenau n'est alors la politique d'aucun parti en Allemagne, où d'ailleurs le rejet généralisé du traité de Versailles se transforme souvent en ressentiment à l'égard du nouveau régime⁴. Ce rejet de la démocratie qui, en réalité, n'est le propre que d'éléments conservateurs minoritaires, sera hélas exploité à l'étranger par ceux qui, surtout en France, cherchaient à réduire à néant la puissance allemande en s'accrochant aux réparations et aux représailles. En dépit de ce contexte pour le moins défavorable, Walther Rathenau aura eu le mérite de se poser en initiateur d'une politique de rapprochement avec les puissances occidentales, politique qui sera par la suite reprise par Gustav Stresemann⁵.

D'une façon beaucoup plus affirmée que Walther Rathenau, Konrad Adenauer fera à l'Europe et au monde la démonstration de l'attachement de l'Allemagne à la démocratie et de son appartenance au monde occidental.

² Id., « Reichstagsrede vom 29. März 1922 », *Ibid.*, p. 40.

³ Id., « Rede vor dem Hauptschuß... », p. 27.

⁴ John Hiden, *Germany and Europe 1919-1939*, London/New-York, Longman, 1977, pp. 28 et 50.

⁵ Nous ne partageons pas entièrement la thèse voulant que les échecs de la politique d'exécution aient été une cause du bâillonnement de la démocratie et de la montée de la droite nationaliste dans l'Allemagne de Weimar. Voir David Felix, *Rathenau and the Weimar Republic*, London/Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1971, pp. 186-187.

Dans la politique du premier chancelier fédéral, l'ancrage à l'Ouest joue un rôle similaire à celui de l'*Erfüllungspolitik* de Rathenau. Pour lui, la fidèle adhésion au « monde libre » au moyen de traités signés avec les Alliés constituait la prémisse de base à l'obtention graduelle d'égalité au sein de la communauté des nations européennes⁶. Les premières années d'existence de la R.F.A. verront donc le chancelier profiter de chaque opportunité de coopération avec l'Occident. Persuadé que la R.F.A. gagnera un jour sa place parmi les « peuples libres », il considère les divers traités, statuts et ordonnances comme autant d'étapes par lesquelles l'Allemagne doit passer afin de regagner la confiance de ses voisins et du monde⁷. Adenauer va même jusqu'à considérer qu'une certaine dépendance envers l'Ouest était le prix à payer pour la réinsertion de son pays dans la communauté internationale. Il prend donc parti pour le rejet de toute forme de *Sonderweg* (voie propre à l'Allemagne) faisant de la traditionnelle politique de louvoisement entre l'Est et l'Ouest un gage de sécurité pour lui substituer un nouveau concept « d'option pour l'Ouest » : selon lui, « une Allemagne puissante, libre de ses mouvements au centre de l'Europe, faisait planer une menace générale au dépens de sa propre sécurité »⁸.

Contrairement à Walther Rathenau, Konrad Adenauer jouira d'un contexte favorable à l'expression publique de son « programme » de démocratisation et d'occidentalisation de la vie politique allemande et à l'atteinte des objectifs qui en découlent. Tout d'abord, la nature beaucoup plus perverse du régime nazi (par rapport au régime impérial des Hohenzollern) fait en sorte que l'adhésion au libéralisme occidental est généralement beaucoup mieux vue après 1945 que sous la république de Weimar. Cela étant, Adenauer dispose dans la C.D.U. d'une large base partisane pour laquelle l'antinazisme, les valeurs chrétiennes et le dévouement pour l'unité européenne comme moyen de réhabilitation de

⁶ Joseph Rovin, « L'héritage de Konrad Adenauer », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, vol. 21, #3 (juillet-septembre 1989), p. 314.

⁷ Konrad Adenauer, *Mémoires*, Tome I (1945-1953), Paris, Hachette, 1965, pp. 252-253.

⁸ Henry Kissinger, *Diplomatie*, Paris, Fayard, 1996, p. 452.

l'Allemagne doivent jouer un rôle crucial⁹. Deuxièmement, il va sans dire que l'évolution de la situation internationale joua en faveur de la réalisation de la politique d'ancrage à l'Ouest d'Adenauer. La menace incarnée par l'Union soviétique et ses satellites ainsi que la volonté dans plusieurs pays d'Europe occidentale d'unifier l'Europe engendrent au lendemain de la Seconde Guerre mondiale une dynamique dans les rapports entre vainqueurs et vaincus qui diffère totalement de celle qui prévalait sous l'ordre versaillais. Finalement, le caractère plus « sérieux » de l'ancrage à l'Ouest par rapport à la politique d'exécution de Rathenau peut en partie s'expliquer par le fait que l'incorporation d'une Allemagne occidentale et rhénane dans une Europe démocratique et chrétienne ait pratiquement constitué le mobile de toute une vie pour Adenauer tandis que la conversion de l'industriel prussien aux valeurs de la démocratie et de l'Occident ne fut pas une constante qui caractérisa la totalité de sa vie publique. Malgré tout, force est d'admettre que ces deux politiques formulées à un quart de siècle d'intervalle répondaient à des impératifs similaires et ce, au cours des deux périodes les plus difficiles de l'histoire de l'Allemagne au XXe siècle.

2) L'unification européenne

L'intérêt pour l'idée d'unification européenne partagé par Walther Rathenau et Konrad Adenauer constitue un deuxième point de convergence dans la pensée politique des deux hommes. Dans les deux cas, l'approche modérée et coopératrice dans les relations avec les anciens ennemis de l'Allemagne que nous avons évoquée plus haut eut pour fondement la notion d'interdépendance économique et politique entre l'Allemagne et ses voisins occidentaux afin de faciliter la réintégration du pays dans l'ensemble des nations européennes.

⁹ Ernest B. Haas, *The Uniting of Europe. Political, Social and Economic Forces 1950-1957*, Stanford, Stanford University Press, 1968, p. 127.

À l'époque où Walther Rathenau était ministre au sein des deux cabinets de Joseph Wirth il n'existait certes aucune ouverture comparable à celle d'après 1945 pour l'idée d'unification européenne, et surtout aucune organisation nationale ou supranationale vouée à la réalisation d'un projet allant en ce sens (Pan-Europa ne sera fondé qu'en 1922). Cependant, il adopta au sujet d'une éventuelle intégration économique européenne une ligne de pensée qui faisait de lui un précurseur des architectes de la Communauté économique européenne qui naîtra dans les années 1950. En une période où les difficultés économiques de l'Allemagne et des autres nations européennes étaient directement reliées à quatre années de conflit armé au cours desquelles elles s'étaient entredéchirées, il apparut clairement aux yeux de l'industriel devenu diplomate que l'élimination des rivalités économiques était le meilleur moyen de liquider les armées, les frontières politiques et, de ce fait, les conflits entre régimes démocratiques¹⁰. Puisque le traité de Versailles avait lié les peuples les uns aux autres « par la chaîne des endettements matériels », il fallait créer une grande communauté économique bénéficiant du soutien financier de l'Amérique, premier créancier au monde¹¹. À la différence de Konrad Adenauer et des pères de la C.E.E., Rathenau faisait de l'intégration des « régions périphériques » de l'Europe (donc de l'Europe orientale et de la Russie) au sein de ce grand ensemble économique un objectif à court terme, comme en fait foi son appui au projet de consortium européen pour la reconstruction de la Russie, ce que le contexte de la Guerre froide rendra impossible après 1945 (l'URSS et ses satellites rejettent alors l'aide offerte dans le cadre du plan Marshall)¹².

¹⁰ Jacques Benoist-Méchin, « La tragédie de Rathenau », *Mercure de France*, #282 (1938), p. 234; Harry Graf Kessler, *Walther Rathenau. His Life and Work*, London, Gerald Howe Ltd., 1929, p. 295.

¹¹ Walther Rathenau, « Rede vor der Vollversammlung der Genueser Konferenz vom 19. Mai 1922 », *Cannes und Genua*, p. 49; Ernst Schulin, « Rathenau et la France », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, vol. 3 (1972), p. 553.

¹² Kessler, *op. cit.*, p. 294; Walther Rathenau, « Rede, gehalten am 9. Juni 1922 in Stuttgart, vor einem geladenen Kreis aller Parteien », *Cannes und Genua*, p. 58.

Même s'il existe une ressemblance frappante entre l'idée d'intégration économique chez Rathenau et les idées qui engendreront après 1945 les succès que constitueront le plan Marshall, la C.E.C.A. puis la C.E.E., le projet se soldera au début des années 1920 par un échec que nous imputons essentiellement à des raisons contextuelles. En 1921-1922, la participation d'un ministre allemand de l'importance de Walther Rathenau à l'ébauche de projets d'union européenne était sans doute prématurée. En effet, les mentalités n'ayant que très peu changé trois ans après la fin du conflit, les ambitieux projets de reconstruction européenne de Rathenau et de Lloyd George n'avaient aucune chance de jouir de la faveur d'une grande partie de la classe politique des principales puissances d'Europe, situation fort différente de ce qui prévaudra après 1945.

À l'instar de Walther Rathenau, Konrad Adenauer fit de l'intégration économique la pierre d'assise de l'édifice européen. Bien que pour ce dernier l'imbrication économique doive d'abord être centrée sur l'Europe occidentale et plus particulièrement sur les pays rhénans, l'objectif de base reste le même : tuer le nationalisme et l'animosité entre les nations européennes. En raison d'un contexte comportant des différences fondamentales avec celui des années 1920, le premier chancelier fédéral poursuit à travers sa politique européenne d'autres objectifs d'une importance notable, soit la réunification allemande et la constitution en Europe occidentale d'une « troisième force » dotée d'une influence économique et politique comparable à celle des deux superpuissances. En dépit des craintes d'Adenauer à l'égard d'une perte d'influence du continent européen dans le monde (crainte partagée par Rathenau), le chancelier ouest-allemand, tout comme Rathenau, insiste sur le fait que la construction européenne n'est possible sans le concours des Américains auxquels incombe un « rôle de gardiens et défenseurs des intérêts européens »¹³.

¹³ Paul Legoll, *Konrad Adenauer et l'idée d'unification européenne. Janvier 1948 – mai 1950*, Berne, Peter Lang, 1989, p. 308.

Tant en Allemagne que sur la scène internationale, Adenauer a pu jouir de conditions favorables à la réalisation d'un projet que Walther Rathenau n'avait pu mettre en œuvre au lendemain de la Première Guerre mondiale. Tout d'abord, il est évident que la réceptivité des Allemands face à l'europhisme est beaucoup plus grande en R.F.A. que dans la république de Weimar. Pour les Allemands de l'Ouest, l'idée de l'Europe est un élément-clé du processus par lequel leur pays redeviendra une nation européenne à part entière avec l'approbation des Américains et de leurs alliés¹⁴. Penser et agir en Européen correspond donc aux intérêts nationaux de la République fédérale. Pour la première fois alors, un europhiste allemand dispose de moyens politiques pour réaliser le projet européen : opinion publique favorable, majorité au Bundestag, mouvements européens actifs et contexte géopolitique propice¹⁵. Puisque l'idée européenne n'est pas spécifique à la R.F.A., Adenauer, en plus de bénéficier du soutien de politiciens et d'intellectuels de son pays, est sollicité par des hommes d'État étrangers pour mener à bien un projet commun.

3) L'Allemagne dans l'Europe

Si, en ce qui concerne la place de l'Allemagne en Europe, les deux hommes semblent d'accord sur le fait qu'en dépit du prix économique, politique et territorial à payer suite à la défaite, l'Allemagne était à long terme destinée à rester la principale puissance démographique et industrielle du continent, nous croyons qu'il existe certaines différences dans le rôle qu'ils voulaient lui voir jouer.

¹⁴ Kurt Sontheimer, *The Government and Politics of West Germany*, London, Hutchinson University Library, 1972, p. 180.

¹⁵ Legoll, *op. cit.*, p. 355. Il ne faudrait toutefois pas négliger l'existence d'une tendance qui, regroupée autour du Parti Social-démocrate et de son chef Kurt Schumacher, prône le neutralisme et qualifie Adenauer de « chancelier des Alliés ».

Pour Walther Rathenau, l'Allemagne devait retrouver, par la mise en veilleuse des dispositions du traité de Versailles, son statut de grande puissance. En vertu de certaines contradictions qui caractérisent ses prises de position avant, pendant et après la Première Guerre mondiale, il nous est permis de croire que Rathenau, malgré son européisme que l'on peut qualifier d'avant-gardiste pour son époque, n'était pas exclusivement modéré et pacifiste. Pour de nombreux historiens, la politique étrangère de ce patriote prussien s'inscrit dans la tradition bismarckienne, faisant ainsi de lui un continentaliste qui tient à préserver le rôle de chef de file industriel de l'Allemagne en Europe et à compenser sa position géographique précaire par un alignement sur la France et, si nécessaire, sur la Russie¹⁶. Malgré cela, il serait faux de voir en Rathenau un partisan d'une politique d'expansion et de prépondérance allemande en Europe. Loin de désirer une restauration de la puissance allemande d'avant-guerre, il espère plutôt améliorer la coopération en Europe et atténuer les tensions sociales internes en faisant en sorte que l'Allemagne retrouve une place allant de pair avec son poids démographique et son potentiel industriel¹⁷.

En poursuivant une telle politique, Walther Rathenau, tout comme le fera Konrad Adenauer plus tard, ne faisait que rechercher pour l'Allemagne le meilleur sort qu'elle pouvait espérer compte tenu du contexte européen et mondial. L'ampleur de la défaite étant en 1918 d'un tout autre degré qu'en 1945, l'Allemagne pouvait, jusqu'à un certain point, se permettre de prétendre à certains avantages politiques ou économiques qui seront hors de portée du pays occupé et privé de sa souveraineté après la chute du IIIe Reich. Cela étant, Rathenau usera au maximum de la possibilité pour l'Allemagne de gérer ses relations diplomatiques et commerciales pour tenter

¹⁶ Eric C. Kollman, « Walther Rathenau and German Foreign Policy. Thoughts and Actions », *Journal of Modern History*, #24 (1952), p. 139. Ce sont surtout les historiens appartenant à l'école classique de Weimar qui ont insisté sur cette facette de la pensée politique de Rathenau.

¹⁷ Hans Mommsen, *The Rise and Fall of Weimar Democracy*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1996, p. 119.

graduellement de faire d'elle une puissance européenne au même titre que la France ou le Royaume-Uni.

En 1949 plus qu'à tout autre moment de l'histoire de l'Allemagne, la question du rôle de ce pays situé en plein cœur de l'Europe s'est avérée cruciale pour la sécurité du continent. Écartant l'option de l'équilibre par le biais de relations délicatement pondérées à l'Ouest comme à l'Est tel que le firent Bismarck et Stresemann ainsi que celle de la recherche d'hégémonie sur l'espace euro-asiatique incarnée par Hitler, Konrad Adenauer opta pour le dépassement de l'État-nation allemand pour le bien des Allemands et de l'Europe, renouant par le fait même avec la tradition médiévale de l'Empire supranational et chrétien qui unifiait jadis l'Europe occidentale et méridionale. De cette façon, le chancelier s'assurait de ne laisser transparaître aucune velléité de domination dans sa politique extérieure. Tout au plus manifesta-t-il la volonté qu'une fois sa souveraineté reconquise, l'Allemagne puisse jouer un rôle important en Europe ou encore au sein de l'OTAN.

Tout comme Walther Rathenau au début des années 1920, Adenauer tenta de donner à l'Allemagne le meilleur statut auquel elle pouvait s'élever compte tenu d'un contexte dans lequel la R.F.A. disposait d'une moins grande marge de manœuvre que la république de Weimar. Le premier objectif du chancelier en matière de politique étrangère sera donc de faire d'une Allemagne occidentale ayant reconquis tous les attributs d'un État souverain un membre égal en droits et en devoirs d'une Europe fédérative et, éventuellement, de l'Alliance atlantique. Une fois cet objectif atteint, il insistera sur le constat à l'effet duquel il était impossible pour l'Allemagne d'exercer un rôle de premier plan sur la scène internationale. Il accentuera donc l'orientation européiste de sa politique étrangère et deviendra le grand artisan de l'intégration de son pays à une éventuelle « troisième force » mondiale. De ce fait, Adenauer plus que tout autre homme d'État allemand (incluant Rathenau) aura poussé ses compatriotes à définir leurs intérêts dans

le contexte européen et à se définir comme Ouest-européens¹⁸. De plus, le succès de ce volet de la politique étrangère du premier chancelier fédéral fait en sorte que la majorité des Allemands approuvent les objectifs d'Adenauer, bien que ceux-ci soient d'une certaine façon plus modestes que ceux de Rathenau.

4) Une Allemagne forte au cœur de la nouvelle Europe

L'étude de la politique européenne de Walther Rathenau et de Konrad Adenauer nous amène à constater que tous deux croyaient que l'existence d'une Allemagne forte était un préalable à l'intégration économique et politique de l'Europe ainsi qu'une condition à sa stabilité politique. Bien que les contextes soient différents, il est évident que pour les deux hommes il est dans le plus grand intérêt de l'Europe et de l'ensemble des puissances occidentales de ne point écraser l'Allemagne (que ce soit par le paiement de trop lourdes réparations ou par la prolongation du régime d'occupation), ce qui pourrait avoir pour conséquence de la livrer au bolchevisme.

Comme nous l'avons vu plus haut, Walther Rathenau désirait faire en sorte que l'Allemagne retrouve son statut de grande puissance européenne, objectif fondé sur la conscience qu'à long terme son pays demeurerait, tant sur le plan démographique qu'économique, le principal acteur sur l'échiquier européen. Pour lui, l'intégration économique européenne reste donc un problème insoluble à cause du rôle crucial de la principale puissance économique du continent dans le redressement général de l'économie européenne, chose qui implique naturellement l'acceptation de la renaissance d'une Allemagne prospère. Une telle Allemagne exige évidemment qu'elle puisse disposer d'autres moyens que le paiement en espèces (ex :

¹⁸ Hans-Peter Schwarz, « Adenauer und Europa », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, vol. 27, #4 (1979), p. 499.

reconstruction des régions dévastées par la guerre par des firmes et des travailleurs allemands) pour s'acquitter des réparations imposées par le traité de Versailles, réactiver son activité commerciale et avoir un budget équilibré¹⁹. C'est sans doute dans son célèbre discours du 29 mars 1922 au Reichstag qu'il résume le mieux sa conception de la nécessité de la survie d'une Allemagne forte en affirmant que « la ruine de l'Allemagne c'est la ruine de l'Europe »²⁰.

Cette facette de la pensée de Rathenau s'exprime également dans la lutte qu'il mène pour la conservation de l'intégrité territoriale du Reich. En effet, dans ses pourparlers avec ses homologues britanniques et français, il tente de sensibiliser ceux-ci aux dangers de la perte ou, du moins, de la partition de la Haute-Silésie en arguant qu'une telle situation pourrait résulter en l'impossibilité pour l'Allemagne de produire les quantités de houille nécessaires au bon fonctionnement de ses industries²¹.

Même si, tel que nous l'avons vu dans la partie précédente de ce chapitre, Adenauer ne pouvait se permettre, à l'instar de Rathenau, d'espérer que l'Allemagne retrouve à court ou à moyen terme un statut de grande puissance, il prit lui aussi la défense du point de vue selon lequel la reconstitution d'une Allemagne forte était l'une des conditions essentielles de la stabilité politique et de la croissance économique du continent européen. La réprobation du premier chancelier fédéral envers le nationalisme exagéré qui caractérisa le IIIe Reich (Adenauer se montre d'ailleurs hostile à toute forme de nationalisme) ne l'empêche pas néanmoins de faire figure de

¹⁹ Walther Rathenau, « Rede vor dem obersten Rat der Alliierten in Cannes vom 12. Januar 1922 », *Cannes und Genua*, p. 10. Voir également à ce sujet Walter A. MacDougall, « Political Economy versus National Sovereignty », *Journal of Modern History*, vol. 51, #1 (mars 1979), pp. 4-23.

²⁰ Rathenau, « Reichstagsrede vom 29. März 1922 », p. 46.

²¹ Hartmut Pogge von Strandmann, *Walther Rathenau. Industrialist, Banker, Intellectual and Politician. Notes and Diaries 1907-1922*, Oxford, Clarendon Press, 1985, p. 258.

patriote qui croit que l'Allemagne peut apporter beaucoup à l'Europe et au monde occidental²².

Si le constat de l'interdépendance des économies occidentales constitue pour les deux hommes un argument de poids en faveur d'une Allemagne forte, la menace représentée par le communisme soviétique occupa une place beaucoup plus grande dans le plaidoyer de Konrad Adenauer. Alors que Walther Rathenau avait à l'occasion brandi le spectre d'une révolution bolchevique qui se produirait dans une Allemagne saignée à blanc par de trop lourdes réparations, Adenauer insistait (même en période de relative détente) sur le fait que l'Allemagne constituait le « Limes » de l'Occident que les Etats-Unis et leurs alliés devaient aider à rester le plus solide possible afin de contrer une bolchevisation ayant sa source à l'extérieur du pays²³.

5) Les relations franco-allemandes

Au chapitre des incontournables relations franco-allemandes, la nature des relations nouées entre Walther Rathenau et Louis Loucheur ainsi qu'entre Konrad Adenauer et Charles de Gaulle mettent en évidence le caractère prioritaire de la réconciliation avec la France pour les deux hommes d'État allemands. Ici en particulier, les différences fondamentales des contextes dans lesquels ils évoluèrent menèrent à des résultats totalement opposés : les relations se détériorant après la conférence de Gênes et les liens entre la France et la R.F.A. se consolidant à la fin de la carrière d'Adenauer ainsi qu'après son départ en 1963. Dans le premier cas, les hommes de paix étaient isolés tandis que dans le second, deux conflits mondiaux successifs et la constitution de deux superpuissances extra-européennes représentaient de

²² Richard Hiscocks, *The Adenauer Era*, Philadelphie/New-York, J.B. Lippincott Company, 1966, p. 65.

²³ Marion Dönhoff, *Foe into Friend. The Makers of the New Germany from Konrad Adenauer to Helmut Schmidt*, New-York, St. Martin's Press, 1982, p. 52; Klaus Hildebrand, *Integration und Souveränität. Die Aussenpolitik der Bundesrepublik Deutschland 1949-1982*, Bonn, Bouvier, 1991, p. 103.

puissants facteurs sur lesquels les tenants de la réconciliation pouvaient prendre appui.

Avec l'arrivée au pouvoir d'Aristide Briand en janvier 1921 se créa un climat propice à la réconciliation et Rathenau en profita pour en faire sa priorité. Considérant que « la situation européenne ne dépend que de la relation entre l'Allemagne et la France » et qu'il est du devoir de l'Allemagne de participer à la reconstruction de la portion du territoire français qui avait servi de champ de bataille, il établit les premiers contacts bilatéraux officiels au niveau ministériel avec Louis Loucheur, contacts qui menèrent en octobre 1921 à la signature des accords de Wiesbaden²⁴. Pour Rathenau, toute l'importance de la reconstruction de la France réside dans le fait que celle-ci, avec la réconciliation qui s'en suivrait, devait servir de modèle dans l'établissement de relations avec d'autres ex-belligérants. En tentant de rallier les députés allemands à sa politique d'exécution, il insiste sur le fait que l'animosité entre la France et l'Allemagne constitue un grand « symbole de la rupture entre les peuples » pour démontrer que l'Allemagne doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour mettre fin à un différend qui est selon ses dires « le problème central des réparations »²⁵. Cela dit, Rathenau voulait faire des relations avec la France un modèle de régularisation des rapports interétatiques dans l'Europe d'après-guerre.

Bien qu'en ce sens la vision des choses qu'avait Rathenau soit fort similaire aux idées d'Adenauer qui seront quarante ans plus tard couronnées de succès, les projets ébauchés à Wiesbaden ne mèneront pas aux résultats escomptés, et ce encore une fois en raison d'un contexte défavorable. Tout d'abord, la France, alors en période de déclin relatif, vivait dans la crainte de la renaissance d'une puissance allemande qui, en retrouvant son « rôle naturel » en Europe centrale, pourrait lui livrer une dure concurrence économique dans des pays tels la Tchécoslovaquie, la Roumanie ou la

²⁴ Pogge von Strandmann, *op. cit.*, p. 294.

²⁵ Rathenau, « Rede vor dem Hauptschuß... », pp. 21-22.

Pologne et, à plus long terme, lui ravir son statut de principale puissance du continent. Deuxièmement, Rathenau et Loucheur étaient deux hommes de paix isolés qui, en cette période de tension, avaient beaucoup de mal à rallier leurs compatriotes à leur vision conciliatrice. Qui plus est, ce dernier ne disposait que de très peu de pouvoir sur la Chambre des députés et tenait à ne pas miner les rapports franco-britanniques en faisant preuve d'une trop grande indulgence envers l'Allemagne²⁶. Finalement, les industriels des deux pays n'étant pas disposés à collaborer, les relations entre les deux gouvernements se refroidirent et ce surtout suite au remplacement de Briand par Poincaré, événement qui anéantit les espoirs de Wirth et de Rathenau d'améliorer la position de l'Allemagne dans le dossier des réparations.

Pour Konrad Adenauer, la coopération franco-allemande sera, avec la construction européenne et l'intégration à l'Alliance atlantique, l'un des trois piliers de la politique étrangère de la R.F.A. Ayant développé en tant que maire d'une grande ville rhénane un vif intérêt pour l'intensification des échanges économiques avec la France, Adenauer aura après la Seconde Guerre mondiale l'occasion de faire du projet d'intégration économique le fondement du processus de réconciliation. Comme dans le cas de Rathenau, il s'agit pour la nouvelle Allemagne de faire preuve de bonne volonté et d'esprit de collaboration pour rassurer un voisin méfiant et enclin à rechercher le soutien de la Russie ainsi que pour éviter un traitement trop dur de la part des vainqueurs²⁷. Pour le premier chancelier fédéral, la création d'un axe Paris-Bonn en tant que pilier d'une Europe occidentale intégrée constitue également un gage de sécurité en cas de désengagement américain. À cet effet, Adenauer aurait même été prêt à ce que la R.F.A. se contente d'un rôle

²⁶ Pogge von Strandmann, *op. cit.*, pp. 257-259. De son côté, Rathenau s'exposait à de grands risques personnels et politiques s'il se montrait trop conciliant envers la France.

²⁷ Bien qu'une alliance franco-soviétique ait été fort peu probable, Adenauer manifeste par moments la crainte de voir la France renouer avec une tradition de russophilie qui s'était éteinte après la Première Guerre mondiale. Schwarz, *loc. cit.*, p. 480.

de partenaire subordonné (junior partner) d'une France assumant le leadership de cette Europe érigée en « troisième force » mondiale²⁸.

À l'instar de Walther Rathenau, Konrad Adenauer veut donc faire de la coopération franco-allemande le point de départ de la création d'un nouvel ordre pacifique dans l'Europe d'après-guerre. Le projet d'européanisation de la Sarre (qui se solde par la réincorporation du territoire au sein de la R.F.A.) donnera à Adenauer une chance que n'avait pas eu Rathenau de participer avec d'autres européistes à l'institution d'un « laboratoire de l'Europe ». Un des facteurs explicatifs du succès de la politique française d'Adenauer consiste dans le fait que ses interlocuteurs français (Schuman, Monnet puis de Gaulle) possédaient dans leur pays une influence autrement plus grande que celle de Louis Loucheur et Aristide Briand au début des années 1920. Adenauer, pour sa part, pouvait profiter du soutien d'une large part d'une population et d'une classe politique enclines à faire preuve d'ouverture et d'intérêt pour la coopération avec la France. Finalement, il va sans dire que le contexte de la Guerre froide et de l'émergence d'un fort sentiment européiste en Europe occidentale facilita grandement le rapprochement franco-allemand tant souhaité par Adenauer. En fait, l'opposition au bloc des pays socialistes et la construction de l'Europe unifiée ne rendaient pas souhaitables l'isolement ou l'affaiblissement de l'Allemagne.

6) L'Ostpolitik

En dépit de leur aversion commune pour le communisme soviétique, l'action de Walther Rathenau et de Konrad Adenauer à l'égard de la Russie soviétique constitue dans un certain sens le principal élément de discontinuité dans leur politique européenne. Ici encore, les différences sont dues essentiellement au contexte. En 1922, les Soviétiques sont perçus par les Allemands comme des partenaires potentiels et n'ont pas trop de difficultés à

²⁸ *Ibid.*, p. 486.

ce que Rathenau accepte leur invitation à la coopération. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, par contre, ils sont considérés comme des adversaires, ce qui force Adenauer à opter pour la voie de l'intégration occidentale.

La nomination de Rathenau au poste de ministre des Affaires étrangères avait d'abord semblé garantir une orientation de la politique extérieure vers l'Ouest. Toutefois, le fait marquant de cette dernière période de sa vie restera la signature du traité de Rapallo et le rapprochement avec la Russie²⁹. Le désir de voir l'Allemagne occuper en Europe une place conforme à son poids démographique et à son potentiel industriel impliquait naturellement que celle-ci exerce un fort ascendant sur les pays d'Europe centrale et orientale. Étant donné le contexte, il va de soi que Rathenau préconise la pénétration économique plutôt que la conquête militaire ou l'influence politique. Bien qu'étant un opposant déclaré au communisme soviétique (en décembre 1918, il vantait la capacité de l'Allemagne à servir de bouclier contre un déplacement de « la frontière de l'Asie » vers l'Ouest et la propagation d'une doctrine économique non-européenne³⁰), Rathenau démontre à partir de 1921 un intérêt croissant pour un rapprochement économique avec la Russie. Cet intérêt fait suite à l'ébauche du projet de consortium européen pour la reconstruction de la Russie, perçu par le ministre allemand comme un bon moyen de coopérer avec les Alliés occidentaux tout en réinsérant dans le réseau des échanges économiques européen et mondial ce qu'Adenauer appellera plus tard la « périphérie de l'Europe ». De plus, Rathenau est convaincu que l'Allemagne, de par sa position géographique et sa familiarité avec l'Europe de l'Est, est l'acteur tout désigné pour jeter des ponts entre l'Occident et la Russie.

²⁹ Selon Ernst Schulin, la nomination de Rathenau au ministère des Affaires étrangères aurait été pour le chancelier Wirth un moyen de profiter de sa réputation pro-occidentale pour camoufler les négociations séparées avec la Russie. Schulin, *loc. cit.*, p. 554.

³⁰ Kollman, *loc. cit.*, p. 136.

Lorsque s'amorce la conférence de Gênes (10 avril 1922), Walther Rathenau tient donc à éviter de se retrouver devant la dilemme de l'attachement exclusif et inconditionnel à l'Occident ou de l'accord bilatéral avec la Russie. En raison de l'intransigeance française des derniers mois, des erreurs des Britanniques qui ne croient pas possible une conformité de vues entre les bolcheviques et le « gouvernement bourgeois » d'Allemagne, de la pression exercée d'une part par la délégation russe et d'autre part par les diplomates allemands favorables à un accord avec la Russie (majoritaires au ministère des Affaires étrangères) et surtout de la crainte de l'isolement, Rathenau dut se résigner à signer un traité dont il n'était pas totalement convaincu de la nécessité³¹. Cela étant, il ne put réaliser son rêve de règlement des relations avec la Russie dans le cadre d'une entente avec les Occidentaux et dut rompre l'isolement diplomatique de l'Allemagne d'une façon qui donnait l'impression que celle-ci tournait le dos à l'Occident, chose qui ne correspondait en rien aux désirs de Rathenau.

La révolution bolchevique de 1917 avait, pour des raisons en grande partie économiques, suscité la réprobation de Walther Rathenau. Chez Konrad Adenauer, cet événement rebute surtout ses conceptions chrétiennes et conservatrices, faisant ainsi de lui un autre opposant acharné du communisme soviétique. Pour lui, il est donc du devoir de l'Allemagne de se joindre aux puissances occidentales pour opposer la liberté à ce qu'il décrit comme étant la « tyrannie orientale »³². Malgré son rejet de toute forme de compromis à l'égard de l'Union soviétique et de ses satellites, Adenauer n'exclut pas la possibilité d'un retour de la périphérie au sein de la « famille européenne ». Cette « reconquête » de l'Europe centrale et orientale devait suivre la consolidation d'une Europe occidentale unifiée et se réaliser par des moyens pacifiques, soit par l'attrait du système capitaliste occidental jumelé à

³¹ Peter Krüger, « A Rainy Day, April 16, 1922 : The Rapallo Treaty and the Cloudy Perspective for German Foreign Policy », Carole Fink et al. eds, *Genoa, Rapallo and European Reconstruction in 1922*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, pp. 60-62.

³² Konrad Adenauer, *Mémoires*, Tome III (1956-1963), Paris, Hachette, pp. 15-16.

un constat d'incapacité de rivaliser avec l'Occident par les pays socialistes ou encore par l'effondrement pur et simple du bloc soviétique³³.

Le contexte d'affrontement Est-Ouest fit en sorte que jusqu'en 1955, du moins, une telle politique d'opposition était la seule option envisageable pour le chancelier fédéral en matière d'Ostpolitik. Disposant du soutien absolu des Américains et de leurs alliés qui, de toute façon, refusaient de voir un vide stratégique se créer au centre de l'Europe, Adenauer pourra, pareillement à Rathenau, plaider pour que l'Allemagne joue le rôle de « bouclier de l'Europe » face à la propagation d'une idéologie dangereuse. Toutefois, avec l'installation progressive d'un climat de détente, la politique de confrontation d'Adenauer s'avérera quelque peu néfaste pour la R.F.A. dans le sens où les doléances trop exigeantes du chancelier ouest-allemand anéantiront ses chances d'obtenir la moindre concession de la part d'une Union soviétique un peu plus disposée à en faire que sous le règne de Staline (au sujet de la R.D.A. notamment). De ce fait, Adenauer ne saisira pas la chance ratée par Rathenau en 1922 de régulariser les relations avec la Russie soviétique d'un commun accord avec l'Occident, ce dont il n'avait toutefois pas besoin pour renforcer l'ancrage de l'Allemagne à l'Ouest.

³³ Joseph Rovin, *Konrad Adenauer*, Paris, Beauchesne, 1987, pp. 45-46; Schwarz, *loc. cit.*, p. 512.

CONCLUSION

En cernant les éléments de continuité et de discontinuité comme nous l'avons fait dans le dernier chapitre de ce mémoire, nous fumes amenés à faire deux grands constats. Premièrement, bien que nous ayons décelé l'existence de certaines différences dans la vision de l'Europe (et surtout dans les gestes qui en découlent) qu'avaient Walther Rathenau et Konrad Adenauer, la majorité de celles-ci doivent être imputées aux contextes que nous pourrions presque qualifier de diamétralement opposés dans lesquels ils ébauchèrent leur politique européenne.

Les éléments de continuité dans la pensée politique des deux hommes, quant à eux, ont donné à notre travail tout son sens. Ils démontrent la continuelle existence d'un idéal démocratique et européen en Allemagne et ce, dans différentes circonstances. Ceci fait donc de Rathenau et d'Adenauer les dignes produits d'une tendance progressiste et libérale dont nous pouvons situer les origines à la fin du XVIIIe siècle et qui fut hélas reléguée en second plan par d'autres courants de l'histoire allemande.

L'élément explicatif de base de la différence des contextes dans lesquels Walther Rathenau et Konrad Adenauer formulèrent leur politique étrangère est, à notre avis, la nature dissemblable du régime impérial wilhelmien et de la dictature hitlérienne. Alors que l'histoire reproche à l'Empire allemand d'avoir poursuivi une politique expansionniste (tout comme la France, le Royaume-Uni et l'Italie sur le continent africain), d'avoir eu une part importante de responsabilité dans le déclenchement de la Première Guerre mondiale, de s'être livré à l'exploitation économique des territoires occupés entre 1914 et 1918 et, surtout, d'avoir figuré au premier rang des perdants, le IIIe Reich, avec sa politique raciste et outrageusement expansionniste par le caractère total de sa responsabilité dans le

déclenchement de la guerre ainsi que par le lourd bilan des atrocités à son actif, se classe dans une toute autre catégorie. De ce fait, le rejet du nationalisme et l'adhésion massive à la démocratie par les Allemands se produisirent de façon beaucoup plus spontanée après 1945 que sous la république de Weimar. La nature infiniment plus perverse du régime nazi et le caractère total de la défaite de 1945 expliquent également l'occupation et la confiscation de la souveraineté subies après la Seconde Guerre mondiale. Alors que l'Empire inspirait souvent un sentiment de nostalgie après 1918, l'expérience hitlérienne sera perçue comme un rebutoir universel si l'on tient compte des crimes commis au nom du peuple allemand. Adenauer a donc pu jouer dès le départ de deux catalyseurs de la démocratisation et de l'occidentalisation de l'Allemagne qui n'existaient pas en 1918.

Lorsque fut fondée la république de Weimar, l'ensemble de la population allemande n'était pas fondamentalement opposé à la démocratie (les élections à la constituante de 1919 et les grandes manifestations en sa faveur qui suivirent l'assassinat de Rathenau le prouvent). Cependant, l'influence conservée par les élites traditionnelles (militaires, diplomates, industriels) contribua à la subsistance d'une certaine forme de nostalgie du passé de grande puissance de l'Allemagne, sentiment qui restera un phénomène marginal dans la R.F.A. expurgée en bonne partie des dirigeants du régime nazi. Ainsi donc, la propension des Allemands à favoriser une politique de résistance au traité de Versailles empêchera Rathenau de capitaliser sur leur attachement à la démocratie.

Fruit de la fusion des trois zones d'occupation occidentales, la R.F.A. naît dans un environnement qui favorisa l'adoption du modèle démocratique occidental. Privé de sa souveraineté et soumis à l'autorité des puissances occupantes, le pays n'eut pour ainsi dire d'autre choix que celui de l'engagement aux côtés des démocraties occidentales. Il est donc évident qu'une telle situation facilita grandement le travail d'Adenauer et rendit problématique l'expression de toute forme de nationalisme pangermaniste,

d'où sa rapide substitution par l'idée d'Europe au sein de la population ouest-allemande.

La configuration du paysage stratégique (multipolaire en 1918 et bipolaire en 1945) exerça une influence décisive sur le degré de réussite d'une politique similaire menée à trente ans d'intervalle. Alors qu'au cours des années 1920 chaque puissance européenne poursuit des objectifs spécifiques et ne collabore avec autrui que sur une base circonstancielle, les changements révolutionnaires que subit le système européen après 1945 impose une réorientation totale de la politique étrangère de la presque totalité des États européens. Non seulement l'atmosphère de la Guerre froide force-t-elle l'Occident à faire front commun contre la menace soviétique, mais elle crée une ambiance qui rend les anciens ennemis de l'Allemagne favorables à sa croissance économique et à sa participation au projet d'unification de l'Europe. Dans cet état des choses réside une grande part des différences contextuelles qui nous intéressent. En effet, Adenauer ne verra pas ses efforts de rapprochement et de coopération réduits à néant par la politique revanchiste d'une France soucieuse de tirer un profit maximum de la défaite de son voisin comme ce fut le cas de Rathenau. L'isolement de 1922 fait donc place à l'intégration.

Le changement d'attitude des Etats-Unis à l'égard des affaires européennes constitue une autre transformation radicale dans les relations entre l'Allemagne et l'Occident. Après le premier conflit mondial, les Etats-Unis s'étaient désintéressés de toute forme d'implication dans la vie politique européenne. Privé de la plus grande source de capital qui soit, le renouveau européen souhaité par Rathenau en souffrit énormément. Après 1945 toutefois, les Etats-Unis, qui avaient alors besoin du potentiel industriel et militaire allemand dans leur duel avec l'Union soviétique, fit preuve d'une rare générosité à l'égard d'un vaincu et assura à Adenauer un soutien indéfectible dans sa politique d'ancrage à l'Ouest.

Bien que les deux conflits mondiaux aient donné lieu à un regain de pacifisme et d'internationalisme constructif à travers l'Occident, les conditions d'après 1945 furent bien plus propices à la coopération interétatique et à l'abolition des frontières économiques proposées par des hommes tels que Walther Rathenau et Konrad Adenauer qu'après 1918. En dépit de toute la bonne volonté qui l'animait, le projet wilsonien meurt dans l'œuf et ce, pour plusieurs raisons dont on ne souffrira pas après 1945 : non-participation des Etats-Unis et rejet d'acteur importants (Allemagne, Russie), antipathie britannique, indifférence française et contradictions entre les résolutions adoptées par l'assemblée universelle de la S.D.N. et les décisions prises par son Conseil. Le sentiment pacifiste répandu dans certains milieux politiques n'ayant su gagner le public, l'impuissante Société des Nations n'aura que très peu de partisans. Dans un tel climat, il est peu surprenant que les hommes de paix comme Rathenau n'aient pu faire triompher leurs idéaux. Cela étant, le principal handicap de l'*Erfüllungspolitik* fut qu'autant en Allemagne qu'à l'étranger, elle ne fut pas prise au sérieux autant qu'elle le méritait.

Marquée par la création d'une multitude d'organisations internationales, la période qui suit la Seconde Guerre mondiale est une période d'étroite coopération et d'innovation pour les démocraties occidentales. Cet état des choses est particulier à l'Europe qui voit se concrétiser le projet d'union européenne. Il va de soi que dans de telles conditions il fut possible pour Adenauer de promouvoir la cause de l'ancrage à l'Ouest de l'Allemagne et de l'Europe unie. L'europhisme du chancelier fédéral s'inscrit donc dans un grand mouvement européen et occidental qui n'existait pas dans les années 1920, faisant de la pensée européenne de Rathenau un phénomène isolé et marginalisé.

Malgré deux contextes historiques et deux environnements internationaux fort différents, notre étude nous a permis de découvrir qu'il existe une étonnante continuité dans la pensée européenne de Walther

Rathenau et de Konrad Adenauer. Cette continuité est d'autant plus étonnante que les deux hommes ne fondaient pas leurs gestes sur une théorie précise de l'intégration, mais plutôt sur un pragmatisme dynamique que les rendait aptes à s'adapter aux nombreux et brusques changements qui peuvent survenir dans le domaine de la politique internationale. Si, en principe, cette propension à s'adapter aux diverses situations plutôt qu'à rester fidèle à une doctrine devrait être à la base de grandes différences dans la pensée politique des deux hommes, il n'en est rien. Dans un cas comme dans l'autre, l'idée européenne porte la double marque d'un internationalisme constructif et d'un anticommunisme dominé par la peur, sentiments dont les formes et les proportions varient selon les hommes et l'évolution de la situation mondiale. Cela étant, Rathenau et Adenauer préconiseront en tout temps une politique réaliste de coopération qui n'a rien à voir avec l'attitude servile dont tous deux furent accusés.

Les multiples éléments de continuité qui existent dans la pensée européenne de Rathenau et d'Adenauer nous permettent également de les associer à un courant de pensée démocrate et « occidentalissant » qui, quoique n'appartenant pas à l'histoire dominante de l'Allemagne, constitue l'un des fils conducteurs par lesquels il nous faut scruter le passé de ce pays.

Bien que les similitudes dans la politique européenne de Walther Rathenau et de Konrad Adenauer puissent nous donner la tentation de nous aventurer dans toutes sortes de réflexions extrapolatoires sur ce qui ce serait produit si le contexte de 1918 avait été semblable à celui de 1945, activité qui n'est pas du ressort de l'historien, permettons-nous de conclure avec quelques remarques sur la valeur de la pensée politique de Rathenau en tant que précurseur de celle d'Adenauer. Puisque la politique d'exécution et de coopération de Rathenau constitua, malgré la tournure des événements, un moyen relativement efficace de convaincre l'ennemi d'hier du danger de l'isolement ou de l'annihilation de la puissance allemande (au point où cette politique sera adoptée, avec quelques variantes, par Stresemann), nous

pouvons croire qu'en disposant du même soutien qu'Adenauer, Rathenau aurait pu réussir à faire sortir l'Allemagne du gouffre dans lequel elle sombrait depuis 1918 et faire en sorte que le pays renoue définitivement avec la démocratie plutôt que d'être tenté par l'aventure totalitaire. Loin d'être vains, les efforts de Walther Rathenau en faveur de l'entrée de l'Allemagne dans la famille des démocraties occidentales et de la constitution d'une Europe unie firent de lui (sans toutefois qu'il en soit vraiment conscient) le précurseur dont avait besoin Konrad Adenauer pour ne pas brusquer ses compatriotes avec de telles idées. À notre avis, c'est ce lien entre ces deux grands hommes de paix qui fait de Walther Rathenau le véritable initiateur de la fameuse « nouvelle tradition » qui anime la politique étrangère allemande depuis maintenant cinquante ans.

BIBLIOGRAPHIE

A) SUR WALTHER RATHENAU

1) Les sources (Correspondance, discours et publications de Walther Rathenau)

Eynern, Margarete von, ed. *Ein preussischer Europäer. Briefe*. Berlin, 1955, 468 pages.

Michael, Walter (pseud.). « Transatlantische Warnungssignale » in *Die Zukunft*, 30 juillet 1898, pp. 200-203.

Pogge von Strandmann, Hartmut, ed. *Walther Rathenau. Industrialist, Banker, Intellectual and Politician. Notes and Diaries 1907-1922*. Oxford, Clarendon Press, 1985, 346 pages.

Rathenau, Walther. *Was wird werden?* Berlin, 1920, 57 pages.

Id. *Cannes und Genua*. (Recueil de discours) Berlin, 1922, 79 pages.

Id. *Gesammelte Reden*. Berlin, 1924, 439 pages.

Id. *Politische Briefe*. Dresden, 1929, 348 pages.

2) Ouvrages généraux

Erdmann, Karl Dietrich. *Gebhardt Handbuch der deutschen Geschichte*. vol. 19: *Die Weimarer Republik*. Stuttgart, Klett, 1973, 336 pages.

Hiden, John. *Germany and Europe 1919-1939*. London/New-York, Longman, 1977, 183 pages.

Holborn, Hajo. *A History of Modern Germany, 1840-1945*. Princeton, Princeton University Press, 1969, 844 pages.

Mann, Golo. *The History of Germany since 1789*. London, Chatto & Windus Ltd, 1968, 869 pages.

McKenzie, John R.P. *Weimar Germany 1918-1933*. Totowa, Rowman and Littlefield, 1971, 269 pages.

Schulze, Hagen. *Weimar. Deutschland 1917-1933*. Berlin, Siedler, 1982, 464 pages.

3) Monographies

a) Ouvrages spécialisés

Felix, David. *Walther Rathenau and the Weimar Republic. The Politics of Reparations*. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1971, 210 pages.

Fritsch-Bournazel, Renata. *Rapallo: naissance d'un mythe*. Paris, Fondation nationale pour les études politiques, 1974, 258 pages.

Girault, R. et R. Frank. *Turbulente Europe et nouveaux mondes*. Paris, Masson, 1988, 3 volumes.

Halperin, S. William. *Germany Tried Democracy. A Political History of the Reich from 1918 to 1933*. London, Archon Books, 1963, 567 pages.

Kochan, Lionel. *Russia and the Weimar Republic*. Cambridge, Bowes & Bowes, 1954, 190 pages.

Krüger, Peter. *Die Aussenpolitik der Republik von Weimar*. Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1993, 605 pages.

Mommsen, Hans. *The Rise and Fall of Weimar Democracy*. Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1996, 604 pages.

Wilde, Harry. *Walther Rathenau in Selbstzeugnissen und Bilddokumenten*. Hamburg, Rowohlt, 1971, 190 pages.

b) Thèses de doctorat

Bendixen, Peter. *Das Staatsdenken Walther Rathenaus*. Kiel, 1971, 346 pages.

Fischer, Ernest F. jr. *Road to Rapallo. A Study of Walther Rathenau and German Foreign Policy 1919-1922*. Madison, 1952.

c) Biographies

Berglar, Peter. *Walther Rathenau. Ein Leben zwischen Philosophie, und Politik*. Graz, Verlag Styria, 1987, 335 pages.

Federn-Kohlhaas, Etta. *Walther Rathenau. Sein Leben und Wirken*. Dresden, 1928, 311 pages.

Kessler, Harry Graf. *Walther Rathenau. His Life and Work*. London, Gerald Howe Ltd, 1929, 400 pages.

Létourneau, Paul. *Walther Rathenau 1867-1922*. Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1995, 271 pages.

d) Mémoires/souvenirs

Zweig, Stefan. *Le monde d'hier. Souvenirs d'un Européen*. Paris, P. Belfond, 1987, 503 pages.

4) Articles

a) Articles d'ouvrages collectifs

Berg, Manfred. « The Concept of World Economic Interdependence », Carole Fink et al., éd. *Genoa, Rapallo, and European Reconstruction in 1922*. Cambridge, Cambridge University Press, 1991, pp. 77-93.

Craig, Gordon A. « Three Republican Statesmen: Rathenau, Stresemann, Brüning », *From Bismarck to Adenauer. Aspects of German Statescraft*. Baltimore, 1958, pp. 59-92.

Fink, Carole. « Beyond Revisionism: The Genoa Conference of 1922 », Carole Fink et al., éd. *op. cit.*, pp. 11-27.

Graml, Hermann. « Die Rapallo-Politik im Urteil der westdeutschen Forschung », Gilbert Zieburg, éd. *Grundfragen der deutschen Aussenpolitik seit 1871*. Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1975, pp. 229-266.

Krüger, Peter. « A Rainy Day, April 16 1922: The Rapallo Treaty and the Cloudy Perspective for German Foreign Policy », Carole Fink et al., éd. *op. cit.*, pp. 49-64.

Laffan, Michael. « Weimar and Versailles: German Foreign Policy, 1919-33 », Michael Laffan, éd. *The Burden of German History 1919-45. Essays for the Goethe Institute*. London, Methuen, 1988, pp. 81-102.

b) Articles de périodiques

Benoist-Méchin, Jacques. « La tragédie de Walther Rathenau », *Mercure de France*, #282 (1938), pp. 229-246.

Desrosiers, Dominique et Paul Létourneau. « Continuité et discontinuité chez deux Européens engagés : Walther Rathenau et Konrad Adenauer », *Cahiers d'histoire*, vol. XIX, #1 (automne 1999), pp. 87-105.

Eynern, Margarete von. « Der Aussenpolitiker Rathenau », *Berliner Hefte für geistiges Leben*, #2 (1947), pp. 641-648.

Kollman, Eric C. « Walther Rathenau and German Foreign Policy. Thoughts and Actions », *Journal of Modern History*, vol. XXIV, #2 (juin 1952), pp. 127-142.

MacDougall, W.A. « Political Economy versus National Sovereignty », *Ibid.*, vol. LI, #1 (mars 1979), pp. 4-23.

Schulin, Ernst. « Rathenau et la France », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, vol. III, (1972), pp. 547-557.

Stürmer, Michael. « Walther Rathenau, réaliste und visionär einer europäischen Zivilisation », *Mitteilungen der Walther-Rathenau-Gesellschaft*, mars 1993, pp. 7-18.

c) Actes de colloque

Bariéty, Jacques. « L'Allemagne et l'équilibre européen », Marta Petricoli, éd., *Une occasion manquée? 1922 : la reconstruction de l'Europe*. Actes du colloque tenu à Florence, 1-3 octobre 1992, Bern, Peter Lang, 1995, pp. 129-146.

Fink, Carole. « 1922-23 From Illusion to Disillusion », *Ibid.*, pp. 13-29.

Létourneau, Paul. « L'échec des premières tentatives allemandes d'organisation d'une paix durable dans l'après-guerre: les deux ministères de Walther Rathenau », *Actes du XIXe Congrès international d'histoire militaire*. Istanbul, Commission internationale d'histoire militaire, 1994, pp. 118-126.

Pogge von Strandmann, Hartmut. « German Industry and the Reconstruction of Russia in the Early 1920's », Marta Petricioli, éd., *op. cit.*, pp. 243-257.

B) SUR KONRAD ADENAUER

1) Les sources

a) Correspondance et discours de Konrad Adenauer

Felix Becker, ed. *Konrad Adenauer Reden und Gespräche 1946-1967*. Köln, Böhlau, 1998, 240 pages.

Schwarz, Hans-Peter, ed. *Konrad Adenauer Reden 1917-1967. Eine Auswahl*. Stuttgart, DVA, 1975, 495 pages.

2) Ouvrages généraux

Bark, Dennis L. et David R. Gress. *Histoire de l'Allemagne depuis 1945*. Paris, Robert Laffont, 1992, 1504 pages.

Farçat, Isabelle. *L'Allemagne de la Conférence de Potsdam à l'unification*. Paris, Minerve, 1992, 288 pages.

Fritsch-Bournazel, Renata. *L'Allemagne un enjeu pour l'Europe*. Bruxelles, Complexe, 1987, 256 pages.

Gauzy, Florence. *L'exception allemande, XIXe-XXe siècle*. Paris, Armand Colin, 1998, 96 pages.

Kissinger, Henry. *Diplomatie*. Paris, Fayard, 1996, 863 pages.

Prittie, Terence. *The Velvet Chancellors. A History of Post-War Germany*. London, Frederick Muller Limited, 1979, 286 pages.

Wahl, Alfred. *Histoire de la République fédérale d'Allemagne*. Paris, Armand Colin, 1993, 192 pages.

3) Monographies

a) Ouvrages spécialisés

Auton, Graeme P. et Wolfram F. Hanrieder. *The Foreign Policies of West Germany, France & Britain*. Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1980, 314 pages.

Baring, Arnulf. *Aussenpolitik in Adenauers Kanzlerdemokratie. Bonns Beitrag zur europäischen Verteidigungsgemeinschaft*. München, Oldenbourg, 1969, 492 pages.

Besson, Waldemar. *Die Aussenpolitik der Bundesrepublik. Erfahrungen und Massträbe*. München, R. Piper & Co., 1970, 493 pages.

Binoux, Paul. *Les pionniers de l'Europe communautaire*. Lausanne, Centre de recherches européennes, 1968, 168 pages.

Brugmans, Henri. *L'idée européenne 1920-1970*. Bruges, De Tempel, 1970, 405 pages.

Deutsch, Karl W. et Lewis J. Edinger. *Germany Rejoins the Power. Mass Opinion, Interest Groups and Elites in Contemporary German Foreign Policy*. Stanford, Stanford University Press, 1959, 320 pages.

Dönhoff, Marion. *Foe into Friend. The Makers of the New Germany from Konrad Adenauer to Helmut Schmidt*. New-York, St. Martin's Press, 1982, 214 pages.

Erdmann, Karl-Dietrich. *Adenauer in der Rheinlandpolitik nach dem Ersten Weltkrieg*. Stuttgart, Klett, 1966, 386 pages.

Fritsch-Bournazel, Renata et al. *Les Allemands au coeur de l'Europe*. Paris, Stratégique, 1984, 276 pages.

Grosser, Alfred. *L'Allemagne de notre temps 1945-1970*. Paris, Fayard, 1970, 642 pages.

Hanrieder, Wolfram F. *West German Foreign Policy, 1949-1963. International Pressure and Domestic Response*. Stanford, Stanford University Press, 1967, 275 pages.

Id. *Germany, America, Europe. Forty Years of German Foreign Policy*. New Haven, Yale University Press, 1989, 509 pages.

Haas, Ernst B. *The Uniting of Europe. Political, Social and Economic Forces 1950-1957*. Stanford, Stanford University Press, 1968, 552 pages.

Hildebrand, Klaus. *Integration und Souveränität. Die Aussenpolitik der Bundesrepublik Deutschland 1949-1982*. Bonn, Bouvier, 1991, 207 pages.

Hiscocks, Richard. *The Adenauer Era*. Philadelphia/New-York, J.B. Lippincott Company, 1966, 312 pages.

Merkel, Peter H. *German Foreign Policies, West & East. On the Threshold of a New European Era*. Oxford, Clio Press, 1976, 233 pages.

Pfetsch, Frank R. *West Germany: Internal Structures and External Relations. Foreign Policy of the Federal Republic of Germany*. New-York, Praeger, 1988, 271 pages.

Saeter, Martin. *The Federal Republic, Europe, and the World. Perspectives on West German Foreign Policy*. Oslo, Universitetsforlaget, 1980, 120 pages.

Sontheimer, Kurt. *The Government and Politics of West Germany*. London, Hutchinson University Library, 1972, 208 pages.

Sowden, John K. *The German Question 1945-1973. Continuity in Change*. London, Bradford University Press, 1975, 404 pages.

b) Thèses de doctorat

Legoll, Paul. *Konrad Adenauer et l'idée d'unification européenne, janvier 1948 - mai 1950. Un homme politique « européen » et son environnement dans le contexte international*. Bern, Peter Lang, 1989, 457 pages.

Weidenfeld, Werner. *Konrad Adenauer und Europa. Die geistigen Grundlagen der westeuropäischen Integrationspolitik des I. Bonner Bundeskanzlers*. Bonn, Europa Union, 438 pages.

c) Biographies

Koch, Peter. *Konrad Adenauer. Eine politische Biographie*. Hamburg, Rowohlt, 1985, 540 pages.

Rovan, Joseph. *Konrad Adenauer*. Paris, Beauchesne, 1987, 184 pages.

Schwarz, Hans-Peter. *Konrad Adenauer. A German Politician and Statesman in a Period of War, Revolution and Reconstruction*. vol. 1: *From the German Empire to the Federal Republic, 1876-1952*. Providence/Oxford, Berghahn, 1995 (éd. originale all. 1986), 759 pages.

Id. *Adenauer. Der Staatsman: 1952-1967*. Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1991, 1085 pages.

d) Mémoires/souvenirs

Adenauer, Konrad. *Mémoires*. Paris, Hachette, 1965-1969, 3 volumes.

4) Articles

a) Articles d'ouvrages collectifs

Dreyfus, François-Georges. « Les relations franco-allemandes », Henri Ménudier, éd. *La République fédérale d'Allemagne dans les relations internationales*. Bruxelles, Complexe, 1990. pp. 47-65.

Kaiser, Karl. « Les relations avec l'U.R.S.S. », *Ibid.*, pp. 173-189.

Lequesne, Christian. « La République fédérale et la Communauté européenne », *Ibid.*, pp. 83-99.

Ménudier, Henri. « Les lignes de force de la politique extérieure allemande », *Ibid.*, pp. 23-43.

Rovan, Joseph. « Les relations avec l'Europe de l'Est », *Ibid.*, pp. 191-206.

Schwarz, Hans-Peter. « Adenauer as Political Innovator », Gabriel Sheffer, éd. *Innovative Leaders in International Politics*. New-York, 1993, pp. 109-140.

b) Articles de périodiques

Desrosiers, Dominique et Paul Létourneau. « Continuité et discontinuité chez deux Européens engagés : Walther Rathenau et Konrad Adenauer », *Cahiers d'histoire*, vol. XIX, #1 (automne 1999), pp. 87-105.

Gauzy, Florence. « L'exception allemande et l'identité européenne », *Ibid*, pp. 17-35.

Hanrieder, Wolfram F. « The Foreign Policies of the Federal Republic of Germany, 1949-1989 », *German Studies Review*, vol. XII, #2 (mai 1989), pp. 311-332.

Rovan, Joseph. « L'héritage de Konrad Adenauer », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, vol. XXI, #3 (juillet 1989), pp. 311-319.

Schwarz, Hans-Peter. « Adenauer und Europa », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, vol. XXVII, #4 (octobre 1979), pp. 471-523.